lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 67 - SEMAINE DU 9 au 15 DÉCEMBRE - PRIX : 2 F.

Les travailleurs ont-ils perdu la première manche

face au patronat et au gouvernement ?

courrier des lecteurs

Chers Camarades,

LECTEUR régulier de Lutte Ouvrière, je m'intéresse aux questions qui peuvent se poser aux révolutionnaires et à celles qui leur sont posées. C'est pourquoi je vous répète des questions qui m'ont été posées à moi-même avant, et auxquelles je n'ai pu répondre précisément : quel est le financement nécessaire pour l'entretien d'un journal hebdomadaire de 24 pages comme Lutte Ouvrière (papier, typographie, photos), d'où provient l'argent que Lutte Ouvrière dépense pour cet entretien (abonnements, cotisations, ventes, etc.) ? La personne m'ayant posé ces questions m'affirmait que les journaux révolutionnaires ne pouvaient paraître sans déficit, « sans l'aide de puissances occultes » (sic) et, d'autre part, était persuadé que ma lettre ne paraîtrait pas dans le journal... Hâtez-vous de le confondre, comme les bolchéviks confondirent la bourgeoisie russe les accusant d'être des provocateurs à la solde de l'impérialisme allemand, et recevez mes salutations révolutionnaires.

L. I., LA FRETTE-SUR-SEINE.

P.S. — En ce qui me concerne personnellement, Lutte Ouvrière pourrait être payé par le K.K.K., le Vatican ou Sylvain Floirat que cela ne m'empêcherait pas de le lire et d'aider ses idées à se propager.

Rassure-toi camarade, nous ne sommes pas subventionnés ni par le K.K.K., ni par le Vatican, ni par Sylvain Floirat. Au demeurant, comme tu as pu t'en rendre compte, nos idées ne sont pas spécialement de nature à plaire à l'une ou à l'autre catégorie de ces messieurs.

Quant à tes interlocuteurs à la curiosité douteuse, détrompe-toi, tu pourrais leur ouvrir toute grande la comptabilité du journal pour leur prouver que point n'est besoin de « puissances occultes » pour éditer un journal révolutionnaire, qu'ils trouveraient encore le moyen de déverser des calomnies. Mais que pourraient-ils faire, les pauvres, à défaut d'arguments solides ?

Non seulement nulle puissance occulte ne nous soutient, mais nous ne bénéficions même pas de la publicité de Ricard ou de Simca.

Nos seuls bailleurs de fonds sont nos lecteurs et amis. Pour ne pas être déficitaires, il nous faut vendre aux alentours de 6.000 exemplaires du journal. Ce qui est parfaitement possible. Et soit dit en passant, c'est précisément pour ne pas être en déficit avec la nouvelle formule sur 24 pages que nous avons été amenés à augmenter le prix du numéro à 2 F.

En tout état de cause, même si d'aventure, la recette des ventes ne couvrait pas complètement les frais, nombre de nos amis, même s'ils ne touchent que la paie d'un ouvrier, seraient prêts à verser une contribution pour que puisse vivre la presse révolutionnaire. Il faut croire que cela dépasse l'entendement des calomniateurs.

Chers camarades,

ACHETANT et lisant régulièrement votre hebdomadaire, vous me permettrez d'être quelque peu surpris par sa récente évolution. Je ne pense pas, en effet, qu'une amélioration de la présentation et le désir d'atteindre une clientèle plus large doivent entraîner des prises de position aussi tranchées en faveur des petits commerçants, des petits automobilistes et autres petits n'importe quoi.

Ce n'est pas parce que ces diverses « catégories sociales » se sentent ou sont effectivement lésées par l'évolution de la société capitaliste qu'il faille à tout prix les défendre. Il est évident que certaines formes de lutte employées par les commerçants nous plaisent par leur côté violent ou imaginatif mais de là à soutenir des revendications de gens qui se sont toujours mis du côté de la bourgeoisie quand son pouvoir était menacé par le prolétariat, c'est une autre histoire.

Si vous imaginez pouvoir les gagner à la cause révolutionnaire, vous êtes tout au plus naïfs (leurs intérêts ne sont tout simplement pas les nôtres). Et si vous voulez les neutraliser au moyen de phrases lénifiantes, ce n'est que de la pure démagoie du type P.C. Etes-vous conscients du fait que ces « pauvres petits patrons » exploitent leurs employés ou leurs ouvriers, plus durement que n'importe quel « monopoleur abusif ». Qu'ils ne survivent ces P.M.E. qu'en accentuant cette exploitation. Parlez un peu aux jeunes qui travaillent pour des boutiquiers et vous verrez. Je ne dis pas par là que les vendeuses de prisunic et autres monoprix sont mieux loties mais, de grâce, épargnons-nous des larmes de crocodile sur le sort de la boutique et du petit atelier.

Quant à votre action en faveur des transports individuels (autoroute, essence, parkings...), elle est à proprement parler aberrante. La seule solution dans les grands centres urbains, c'est l'élimination du transport individuel au profit du transport en commun, mais pratique, confortable, rapide. Que le préfet de police paraisse avoir la même opinion, quelle importance ? Ses raisons ne sont pas forcément les nôtres.

Ces quelques critiques, peut-être secondaires vu ce que vous publiez par ailleurs, amènent la question suivante : la transformation d'une « feuille gauchiste » en un « hebdomadaire » — sans qualificatif — est-elle obligatoirement la signature de son arrêt de mort révolutionnaire (à plus ou moins long terme) ?

Jusqu'à plus ample informé,

Salutations révolutionnaires.

D.D., PARIS-3e

Tu nous permettras de ne pas partager tes inquiétudes — où il n'est pas difficile de déceler une certaine mauvaise foi — concernant l'avenir révolutionnaire du journal. Quant à tes critiques, elles soulèvent de trop nombreux problèmes pour que nous puissions les épuiser dans le cadre de ce courrier. Pour rependre l'essentiel de tes critiques, disons seulement ceci :

1° Nos prises de positions en faveur de la lutte des petits commerçants, des petits paysans et « autres petits n'importe quoi » — qui, pour attirer ton dédain, n'en constituent pas moins une fraction importante de notre société — ne doivent rien au désir d'atteindre une clientèle plus large. Elles ont toujours été les nôtres. Et cela pour plusieurs raisons :

— Lorsque ces « petits n'importe quoi », qui vivent de leur travail et non point de l'exploitation d'autrui — et il en est des centaines de milliers dans ce pays — se heurtent à l'Etat qui les opprime et les exploite, les révolutionnaires doivent savoir choisir leur camp. Et ceci, indépendamment des revendications avancées par ces couches en lutte. Nous estimons que notre place est au côté de ces « petits » et non point aux côtés des capitalistes, des parasites de toutes sortes et de leur Etat.

— Pour quiconque ayant une connaissance même sommaire de la révolution russe, dire que « ces gens » (les petits paysans en particulier) s'étaient toujours mis du « côté de la bourgeoisie lorsque son pouvoir était menacé par le prolétariat » est une ineptie.

La révolution russe n'eut pas pu triompher — et elle est jusqu'à ce jour la seule révolution prolétarienne victorieuse — sans l'alliance entre les prolétaires et les petits paysans. Et même dans nos pays occidentaux industrialisés, le prolétariat n'est pas assez fort pour prétendre à la victoire sans le soutien ou du moins la neutralité bienveillante des autres couches populaires. Aussi, c'est une question essentielle que de savoir si les millions de petits paysans, artisans ou commerçants voient dans le prolétariat leur allié naturel, ou si trompés par les démagogues d'extrême-droite, repoussés par les organisations ouvrières, ils se rangent dans le camp de la bourgeoisie.

Soit dit en passant, il est tout de même étonnant que tu n'aies, par contre, rien à redire quant au soutien apporté par les révolutionnaires aux étudiants en lutte. En quoi les revendications de ces derniers sont-elles plus dignes d'intérêt que celles des travailleurs des champs ou des boutiquiers ?

— En tout état de cause, les petits paysans ou les petits commerçants remplissent un rôle social utile et jusqu'à nouvel ordre, irremplaçable. Ils contribuent à la production ou à la répartition des richesses de ce pays, ce que l'on ne peut certainement pas affirmer de bien d'autres catégories qui bénéficient des faveurs du pouvoir.

2° Nous ne contestons certainement pas la supériorité des transports collectifs sur les transports individuels.

Mais ces fameux transports en commun « pratiques, confortables, rapides », que, à l'instar dudit préfet tu opposes au transport individuel, où existent-ils en dehors de ton imagination ? Et c'est précisément parce qu'ils n'existent pas — et pour t'en convaincre fais un tour en banlieue — que des centaines de milliers de travailleurs sont obligés d'avoir leur moyen de transport individuel. Incapable de construire des transports en commun « pratiques, confortables, rapides », et souvent même des transports en commun pas rapides et pas confortables, le pouvoir a le culot de frapper les usagers des transports individuels, et encore les plus pauvres d'entre eux.

Là encore, il faut savoir de quel côté on se place. Nous, c'est du côté des usagers et non du pouvoir.

■

Chers camarades,

J'AI eu le plaisir d'entrer en contact avec ceux des vôtres qui criaient Lutte Ouvrière le matin à la porte de Clignancourt. Je les ai félicité de leur courage et de leur activité révolutionnaire. J'ai discuté avec eux longuement et j'ai été dernièrement à votre meeting à la Mutualité.

Je suis un vieux militant révolutionnaire qui milite depuis 1925 et qui attend toujours une transformation radicale de la société bourgeoise pourrie en une société socialiste sinon parfaite mais moins abjecte..

« ... L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. » (Marx) C'est-à-dire la classe ouvrière et paysanne doit trouver parmi ceux qui travaillent des mains, les responsables (je ne dis pas les chefs) qui la conduiront à la victoire. Car, si elle se laisse influencer par le vernis intellectuel de l'intelligencia petite-bourgeoise même fardée en rouge écarlate, dès que celle-ci aura la direction du parti ouvrier et des placardes dans les parlements bourgeois, elle ne tardera pas à devenir le meilleur laquais pour ménager à la fois la sociale et le gros capital. Eternel recommencement !...

...Si un jour vous donniez une réunion élargie de sympathisants, je serais heureux d'y assister pour apporter mes idées pour la création d'un parti ouvrier-paysan marxiste, pour la prise du pouvoir.

En espérant une réponse de votre part, bien fraternellement à vous, salutations bolchéviks léninistes révolutionnaires.

R.C., PARIS-11e

Tu nous excuseras, camarade, de n'avoir publié que des extraits de ta lettre, mais celle-ci était fort longue, et la place est très limitée.

Nous partageons avec toi la conviction que la classe ouvrière doit trouver en son sein des militants révolutionnaires responsables. Sans des milliers de militants de ce type-là, point n'est possible de construire un parti révolutionnaire susceptible de conduire le prolétariat à la victoire. Mais nous pensons que dans la construction de ce parti, il y a une place importante pour les intellectuels petits-bourgeois. A la condition, cependant, qu'ils sachent rompre totalement avec leur classe, avec les idées, les pratiques et les mœurs qui y dominent et qu'ils acceptent le contrôle de l'organisation prolétarienne

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi
Prix : 2 F

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

LA PERTE D'UNE BATAILLE NE SIGNIFIE PAS LA DÉFAITE

DES son arrivée au Pouvoir, la nouvelle équipe Pompidou - Chaban - Giscard s'est illustrée par toute une série de mesures de restrictions budgétaires. Puis, profitant de la trève des vacances, les trois compères décrètèrent la dévaluation du franc. Toutes ces mesures se traduisent à plus ou moins brève échéance par une restriction importante du niveau de vie de la classe ouvrière. Venant après toute une série de hausses des prix systématiquement organisées depuis le début de l'année pour reprendre aux travailleurs les acquis de Mai 1968 et après une relative paix sociale due à une longue période électorale, les nouvelles mesures gouvernementales laissaient augurer une rentrée difficile. La rentrée a eu lieu. Des mouvements sociaux ont éclaté dans les entreprises. Petits commerçants puis paysans ont aussi fait entendre leur voix avec violence parfois.

A l'approche de la fin de l'année le calme semble à peu près revenu. Face aux petits commerçants et aux paysans le gouvernement a fait preuve d'une certaine clémence en reculant devant de trop lourdes condamnations, mais n'a cédé que peu de chose sur les revendications elles-mêmes.

Face aux travailleurs le gouvernement n'a rien eu à céder puisqu'aucun combat, aucune lutte revendicative n'a attaqué ses mesures d'austérité. Ici et là les travailleurs ont réagi sur des problèmes particuliers avec plus ou moins de succès. Des grèves locales partielles et mêmes illimitées ont éclaté. Les patrons, soutenus par le gouvernement ont adopté une attitude souple cédant sur des détails et même sur des revendications importantes lorsqu'elles étaient limitées à un nombre restreint de travailleurs et lorsqu'ils craignaient des réactions spontanées risquant de déborder les syndicats. Ce fut notamment le cas dans le conflit des Usines Renault au Mans. Mais au fur et à mesure que les conflits sociaux s'émoussaient, et ils ne pouvaient manquer de s'émousser puisque les syndicats avaient renoncé depuis le début à la généralisation des luttes, le patronat durcissait ses positions. C'est ainsi que les deux conflits relativement durs des Usines Peugeot et d'Air-France viennent de se terminer sans avoir rien obtenu des revendications pour lesquelles la grève avait été déclenchée.

A l'E.D.F. deux grèves successives de 24 h se soldent par un échec et une campagne est menée pour introduire une limitation du droit de grève dans ce secteur public.

Ainsi la rentrée s'est faite sans trop de dommages pour le Patronat et le gouvernement. L'un et l'autre ne manquent d'ailleurs pas de se féliciter d'avoir réussi à imposer leur plan d'austérité sans provoquer de graves remous sociaux. Patronat et gouvernement semblent donc avoir gagné la première manche.

Y aura-t-il une seconde manche ? Les travailleurs sauront-ils la gagner ?

Ce qui est certain c'est que c'est seulement maintenant que vont commencer à se faire sentir les conséquences des mesures gouvernementales. Les restrictions de budget des services publics vont entraîner des hausses de prix, des transports, du gaz, de l'électricité, la stagnation de la construction des logements, des routes, etc.

Les effets de la dévaluation vont se faire sentir sur les prix à la consommation. Et les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot. Certains, qui ont mené une lutte sans succès peuvent se sentir désabusés. D'autres, au contraire, qui dans des conflits partiels ont réussi à obtenir un léger avantage, ou même, sans rien obtenir ont osé tenir tête fermement à leur patron se sentent renforcés de cette épreuve. Mais ce qui sera déterminant ce sera la réaction de tous ceux qui sont jusqu'ici restés à l'écart, qui n'en sont pas moins mécontents, qui ne se sentent pas le moral pour engager une lutte difficile dans laquelle ils savent qu'ils ne peuvent compter sur l'aide des syndicats, mais qui n'en sont pas pour autant décidés à subir passivement des mesures d'austérité prolongées auxquelles patronat et gouvernement voudraient encore rajouter brimades et mesures vexatoires. L'automne 1967, qui succédait aux hausses de tarifs des transports et aux attaques contre la Sécurité sociale, s'était aussi passé dans le calme. Et puis il y a eu mai 1968. Les réactions populaires sont parfois lentes, mais elles peuvent être brutales.

Dans ce numéro :

- **Au congrès de l'UDR la majorité serre les rangs** page 4
- **La conférence de La Haye** page 5
- **Tchécoslovaquie : la population ne marche pas** page 6
- **Des ministres pour parler... des flics pour agir** page 8
- **La grande misère de l'enseignement** page 12
- **La tuerie de Hollywood** page 24

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Répression en Italie

LE Directeur-responsable du journal « Potere Operaio », — un organe gauchiste italien —, Francesco Tolin, vient d'être condamné à 17 mois de prison ferme. C'est le Parquet de Rome, siégeant suivant la procédure des flagrants délits, qui a pris cette décision.

Et cela est une preuve de plus que, contre les révolutionnaires, le gouvernement italien choisit, de plus en plus, la répression ouverte. Des militants anarchistes sont incarcérés, sans aucune preuve, sous l'inculpation de « terrorisme ». Quatre métallos ont été arrêtés sous inculpation de « violence à agents » — une grève de protestation des entreprises de Milan était prévue pour le 2 décembre —. Enfin, la condamnation scandaleuse de Francesco Tolin s'appuie sur le simple fait que « Potere Operaio » préconisait la violence de classe, ce que les magistrats de Rome ont traduit en « incitation à délit ». La seule violence autorisée étant, c'est bien connu, la « violence publique » des flics, C.R.S. et autres « Celere », version transalpine de ces derniers.

Décidément, la couleur du gouvernement « Monocolore » de Mr Rumor est bien sombre.

Les parasites

Cholokhov Photo U.P.I.

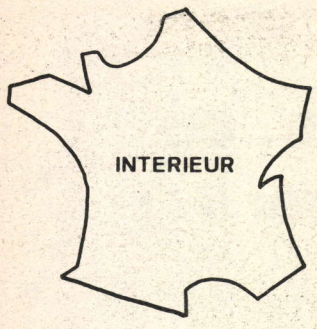
« Vous avez réussi à vous débarrasser des insectes nuisibles. Mais malheureusement, nous autres, écrivains, nous avons encore nos doryphores. Ce sont ceux qui mangent le pain soviétique ; mais veulent servir leurs maîtres bourgeois de l'occident et leur envoient leurs ouvrages par des voies détournées. Les hommes de lettres soviétiques souhaitent s'en débarrasser ».

N'y aurait l'adjectif de « soviétique », on croirait entendre la tirade dont se souviennent tous ceux qui ont vu le film « Z ». Cette fameuse tirade d'un certain colonel-instructeur grec sur les vices comparés du mildiou de la vigne et de ce qu'il appelait le « mildiou idéologique ».

Mais le discours sur les doryphores intellectuels n'a pas été prononcé en Grèce, mais en Union Soviétique devant le Congrès des Kolkhoziens. Et pas par un colonel de police mais par le trop fameux Cholokhov, prix Nobel de littérature et redresseur de torts idéologiques au service de la bureaucratie soviétique.

Ce même Cholokhov qui s'est déjà illustré dans le passé pour avoir réclamé des « châtiments exemplaires » pour les écrivains Siniavski et Daniel. Celui qui avait traîné dans la boue Pasternak quelques années auparavant.

L'objet de ses attaques fut cette fois-ci Alexandre Soljenytsine. Cet écrivain qui malgré toutes les persécutions, malgré les attaques les plus basses de la part des plumitifs entretenus du régime se permet de faire ce qu'aucun Cholokhov ne peut comprendre : écrire selon ses convictions. Pauvre Cholokhov ; il faut faire bien de bassesses pour mériter d'être le premier valet littéraire des bureaucrates !



Au congrès U.D.R.:

La majorité serre les rangs

Chaban au congrès U.D.R. (U.P.I.)

FINALEMENT, il n'y aura pas eu de fausses notes majeures au congrès U.D.R. Et c'est avec une belle unanimité que la ligne politique de Pompidou-Chaban — et faut-il ajouter, de Marcellin — a été approuvée.

Après l'initiative de de Gaulle, bien des raisons laissaient penser que, en l'absence de l'arbitre suprême à peu près unanimement accepté, le groupement hétérogène qu'est l'U.D.R. finirait par éclater en ses éléments constituants.

Le congrès qui vient de s'achever n'en a, en tout cas, pas été l'occasion. Certes, les oppositions d'intérêts, d'idées, de politiques ou de personnes demeurent. Les « orthodoxes » et les pompidoliens, les partisans du changement sans continuité, du changement dans la continuité ou de la continuité sans changement et d'autres sous-variétés du gaullisme sans de Gaulle, n'ont pas cessé de s'excommunier mutuellement avant le Congrès, et ne le cesseront probablement pas après non plus.

Mais finalement tous ces gens-là se sont retrouvés en accord sur l'orientation générale de la politique gouvernementale à l'égard de la classe ouvrière. Une orientation offensive, visant non seulement à contenir les luttes ouvrières, mais à faire en sorte qu'il n'y ait plus aucune grève, aucun mouvement, fussent-ils limités.

Comme Chaban dans son discours télévisé, les délégués ont crié à qui mieux mieux à la subversion fomentée par la C.G.T. et le P.C.F. L'U.D.R. n'a jamais témoigné d'une sympathie excessive pour ces organisations, mais cette fois-ci le ton était parfois celui de feu son prédécesseur, le R.P.F. fascisant des années 50.

La haine éprouvée par la grande partie des notables réactionnaires qui se retrouvent depuis dix ans dans le parti gaulliste contre le P.C.F. et la C.G.T. est quelque-chose de viscéral et permanent. Du temps de de Gaulle, ces gens-là ont dû cependant s'accommoder d'une politique parsemée de concessions à la bureaucratie ouvrière. Il fallait d'ailleurs le prestige de de Gaulle pour imposer une telle orientation dont la nécessité échappait souvent à « la droite la plus bête du monde » (Guy Mollet dixit.).

Si le rapport des forces entre la classe ouvrière et la bourgeoisie exigeait aujourd'hui de semblables concessions à la bureaucratie ouvrière et à la gauche, Pompidou aurait infiniment plus de mal à l'imposer à sa majorité que son prédécesseur. Il ne le pourrait d'ailleurs probablement pas sans risquer de mettre en danger l'unité de son parti.

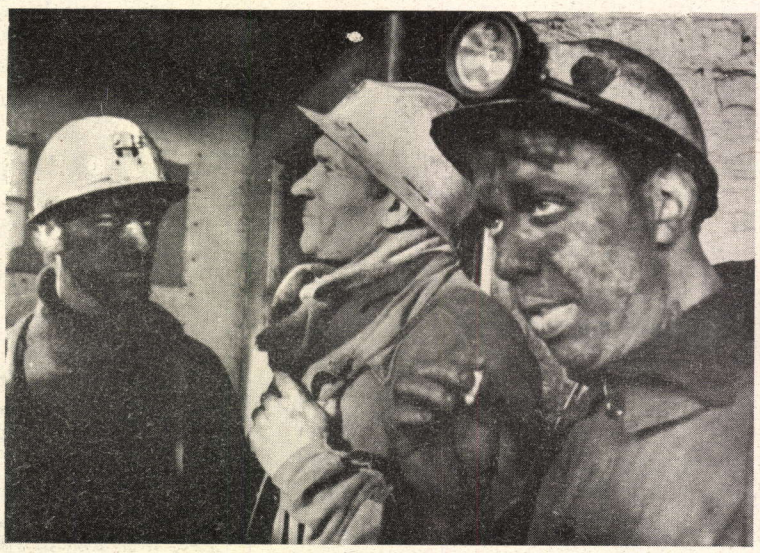
Mais justement la situation n'est pas aux concessions. Le gouvernement estime qu'il peut engager l'offensive contre la classe ouvrière. Il a choisi sa tactique ; elle consiste à isoler le P.C.F. et la C.G.T., à rendre suspecte de « subversion » toute grève où sont impliquées ces organisations, à tenter de diviser et de désarmer de cette manière la classe ouvrière.

Cette politique va trop dans le sens des désirs de la majorité — à supposer même qu'elle ne soit pas pour une large part due à sa pression — pour que celle-ci chicane à Pompidou et à Chaban sa confiance.

La touchante unanimité du congrès U.D.R., les péroraisons contre les dangers de subversion ont au moins montré au gouvernement qu'il peut compter sur le soutien de sa base parlementaire.

Malheureusement pour lui, ce soutien ne suffit pas pour que sa politique réussisse...

La fosse commune



Les efforts des « gueules noires » pour dégager leurs camarades auront été vains. La mine... et le capital ont tué encore une fois. (U.P.I.)

A la fosse Barrois, à Péqencourt, dans le pays minier, quatre mineurs sont morts ensevelis sous des éboulis, écrasés sous des milliers de mètres cubes de terre et de pierre. Quatre nouvelles victimes venant s'ajouter à la liste déjà bien longue des accidents mortels du travail.

Dans un siècle où le génie humain est capable d'envoyer des hommes sur la lune, on meurt encore de l'exploitation : on meurt dans les mines, sur les chantiers du bâtiment, sur les voies ferrées, dans les usines, sans oublier les victimes que font chaque année sans grand bruit les maladies professionnelles.

On peut dire à juste titre, qu'il est aberrant que vivant dans un siècle où l'on sait domestiquer l'énergie atomique, on envoie encore des hommes sous terre à la recherche d'un combustible que l'on dit périmé. Mais ceux qui rendent responsables les éléments naturels, que l'on ne saurait maîtriser, ne manquent pas d'hypocrisie ! Qu'on se souvienne de ce que coûta au monde ouvrier le tunnel sous le Mont-Blanc dont s'enorgueillissent tant nos ingénieurs : un mort tous les kilomètres ! D'ailleurs, ce ne sont pas les mines qui ont le triste privilège d'occuper la première place pour le nombre d'accidents mortels du travail, mais le bâtiment. Il est difficile, en ce qui concerne cette profession, d'invoquer les conditions naturelles, tellement il est flagrant que c'est l'absence des mesures de sécurité les plus élémentaires qui est responsable du nombre élevé des accidents mortels.

Les compagnies d'assurances poussent même le cynime jusqu'à évaluer, avant que des ouvrages importants ne soient entrepris, le nombre de morts prévisible. C'est ainsi qu'à Tancarville, elles avaient évalué le risque à 7 morts, pour l'ensemble de l'ouvrage et les constructeurs se sont enorgueillis de n'en avoir eu aucun.

En France, toutes les quarantes minutes, un travailleur est victime d'un accident du travail.. Les conditions de travail, les horaires anormalement prolongés, la fatigue, les cadences, les transports fatigants ajoutés, bien souvent, à l'absence de mesures de sécurité conséquentes et efficaces, en sont responsables. Mais pour les patrons, il est « normal », « inévitable », que des ouvriers meurent au travail. Mais si dans toutes les formes « d'association capital travail », de « participation » qu'on nous propose pour supprimer les classes, la classe des patrons, justement, partageait le nombre de morts au prorata des bénéfices, en peu d'années, sans révolution, nous serions débarrassés de la bourgeoisie.

Voilà un beau sujet de dissertation pour Chaban à propos de sa nouvelle société !

Les mineurs, tels qu'on les voit à l'école...

Voici des extraits d'un texte d'un certain Constant Malva donné en dictée dans une classe de 5e à Lannoy dans le Nord.

« Certains compagnons sont trop courageux, les autres pas assez. Les uns ne songent qu'à rire, les autres qu'à geindre.

Ce sont ceux-là qui m'énervent le plus : ils geignent quand le porion leur dit le travail à faire, ils geignent avant de se mettre à la tâche, ils geignent en travaillant.

Ils se plaignent des camarades qu'ils sont venus remplacer, ils se plaignent de la direction, des outils, du terrain, de la fosse entière ils se plaignent de tout et toujours. »

. . . . . .

« Qu'il est difficile de trouver chaussure à son pied. Avoir un homme de coupe ni trop courageux, ni trop « fâte », ni trop malin, et surtout qui ne se plaint pas.

« On n'est pas courageux quand on ne peut supporter ses maux ».

. . . . . .

« Il faut avoir conscience d'être des hommes : toujours disposés à se dévouer quand on vous demande un service (un outil, un coup de main) ; Ah ! si tous les ouvriers étaient ainsi faits, il y aurait de la joie au travail, même dans les plus tristes lieux ».

Si l'auteur est un peu idéaliste, la direction de l'établissement scolaire ne manque pas d'humour noir pour laisser donner en dictée un pareil texte, à proximité de la région des mines. Il est vrai que c'était deux semaines avant l'accident de Pecquencourt.

REIMS :

Grève illimitée au lycée Roosevelt

Le samedi 22 novembre, les lycéens du lycée ROOSEVELT entraient en grève illimitée pour protester contre les manœuvres de l'administration, qui cherche à exclure 3 militants du CAL en invoquant des motifs fantaisistes tels que bousculade d'une personne de l'administration et enfoncement d'une porte. La direction a recouru au chantage politique auprès des parents des trois lycéens pour tenter de les exclure.

En outre, dans la nuit du 25 novembre, deux des lycéens menacés ont été « interpellés » alors qu'ils glissaient un mot sous la porte d'un camarade, le prétexte invoqué par la police étant qu'il distribuaient un tract. Le Directeur du lycée a demandé à la police de les garder à vue jusqu'à la fin du mouvement. Ils ne seront libérés que le lendemain en fin d'après-midi, se voyant en même temps signifier leur retrait du lycee jusqu'à la fin du mouvement [retrait ordonné par le ministère lui-même paraît-il ?]

Mercredi 26 novembre au soir d'importantes forces de police équipées de voitures-radio et accompagnées de chiens policiers cernaient le lycée. Enfin, Arquès (le proviseur du lycée) annonçait que d'autres exclusions suivraient si les lycéens refusaient leur participation aux élections du Conseil d'administration.

Jeudi 27 la grève était encore suivie par plus de 60 % des lycéens de Roosevelt et vendredi 28 les élèves du 2e cycle du lycée Georges Clémenceau se mettaient en grève suivie à 40 % à leur tour pendant une journée pour marquer leur solidarité contre la répression politique qui s'abat sur les lycéens, contre la participation « forcée », contre la « société nouvelle », des chiens policiers et des matraques.

Succès du meeting de soutien à Jean-Pierre Speller

C'est devant une salle pleine à craquer de milliers de spectateurs que s'est déroulée le mercredi 3 décembre à Paris, la réunion publique de soutien à Jean-Pierre Speller, organisée par l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (A.J.S.).

Il faut rappeler les faits en quelques mots. Jean-Pierre Speller, jeune ouvrier typographe, était attaqué, dans la nuit du 25 au 26 avril 1969, par une bande de nervis de l'U.D.R. à la tête desquels se trouvaient les deux fils de Kaspereit, député U.D.R. du 9e arrondissement et actuellement Secrétaire d'Etat.

A la suite de cette agression, Speller, qui est syndiqué C.G.T. et membre de l'A.J.S., a perdu l'usage de l'œil gauche. Et depuis cette affaire, malgré la plainte déposée par Speller, rien ne s'est produit. En réponse à une lettre de la Ligue des Droits de l'Homme mettant en cause le curieux silence des Pouvoirs publics dans cette affaire, René Pleven, ministre de la Justice, a indiqué qu'aucune inculpation n'a pu avoir lieu du fait des témoignages contradictoires.

Dans le même temps un témoin s'est vu proposé une « promotion » dans le cadre professionnel, s'il acceptait de revenir sur sa déposition mettant en cause les fils Kaspereit.

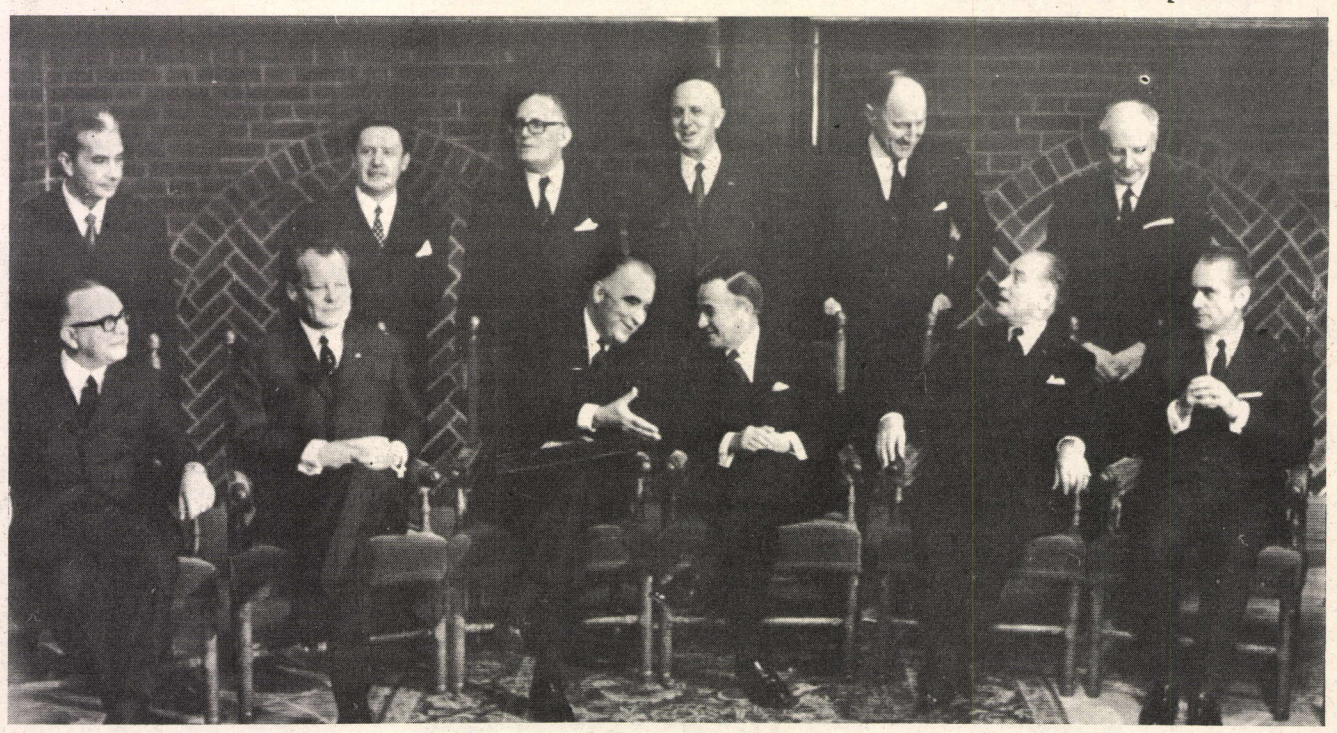
On voit que le pouvoir ne s'embarrasse pas de scrupules lorsqu'un des siens est impliqué, fut-ce indirectement, dans une sale affaire.

Les différents orateurs qui se succédèrent à la tribune, qu'ils soient de la F.E.N., de l'U.N.E.F., du P.S.U. ou de la Ligue des Droits de l'Homme devaient affirmer leur volonté de voir les agresseurs de Speller traduits rapidement devant les tribunaux.

De nombreuses sections syndicales C.G.T., F.O. et C.F.D.T. avaient envoyé des messages de solidarité.

DANS LE MONDE

LA CONFÉRENCE DE LA HAYE : UN SUCCÈS...



...OU L'AJOURNEMENT D'UN ÉCHEC ?

(U.P.I.)

LA conférence de La Haye des pays du Marché commun se termine par un succès. On a réussi, après de longs efforts, à se mettre d'accord sur un texte de communiqué commun ». C'est en ces termes qu'un journaliste d'Europe n° 1, au soir de la conférence, commentait celle-ci. Et chacun fait chorus pour souligner l'atmosphère de compréhension, la volonté de coopération qui y auraient régné.

Ainsi, alors qu'il y a encore quelques semaines, on ne parlait du Marché commun que pour souligner la crise qui le minait, les « Six », par le miracle d'une réunion au sommet, seraient arrivés à résorber ces divergences de vue, et tout irait pour le mieux dans le meilleur des Marchés communs. D'ailleurs, ce qui ne gâte rien aux yeux des chauvins de service de la plupart des journaux, cette « relance » de l'Europe n'est due à rien d'autre qu'à l'intervention en personne de Pompidou, à la conférence de La Haye.

Pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près, cet optimisme de façade est basé sur bien peu de choses. La conférence de La Haye, n'a réglé aucun des problèmes qui se posent au Marché commun, aucune des divergences d'intérêt qui séparent ses membres. L'accord se limite, en la matière, à la rédaction (laborieuse, d'ailleurs) d'un communiqué commun, et à une certaine publicité donnée à l'affaire, afin de tenter d'effacer la mauvaise impression laissée ces derniers temps dans l'opinion, par les convulsions de la Communauté européenne.

Quant au marchandage, il se passe avec moins de publicité. La France a « exigé » un règlement agricole définitif avant le 31 décembre. Ses partenaires l'ont accepté, d'autant que cela ne les engage à rien, puisque ce règlement « définitif » ne durera qu'aussi longtemps que ses signataires le jugeront bon. Mais ils ont obtenu un engagement, de la part de la France, à ce que les travaux préparatoires à l'entrée des candidats (c'est-à-dire des pays, dont la Grande-Bretagne, qui ont demandé leur adhésion au Marché commun) « puissent être menés dans les délais les plus rapides ».

Interrogé, à la sortie de la conférence, par un journaliste, Pompidou a précisé ce qu'il fallait entendre par là : « la Grande-Bretagne et les autres candidats pourront entrer dans la communauté européenne après six mois de discussion avec les « Six », cette discussion portant sur l'acceptation de nos règles », a-t-il déclaré. Le gouvernement français met donc comme préalable la mise au point, par les « Six » de conditions communes à poser à la Grande-Bretagne pour son entrée dans le Marché commun. Avant de marchander avec les Anglais, il faudra donc que les « Six » marchandent entre eux.

C'est là que le bât blesse, car précisément, ils ne sont pas tous d'accord sur « nos règles ». Le gouvernement français redoute l'entrée de la Grande-Bretagne, qui signifierait la concurrence des produits agricoles du Commonwealth britannique, et en particulier du blé canadien. Une grande partie de la bourgeoisie française redoute également la concurrence britannique, alors qu'elle a déjà bien du mal à faire face à la concurrence allemande. La bourgeoisie allemande, elle, souhaite l'ouverture des frontières de la Grande-Bretagne, dont elle pense qu'elle sera un profitable marché pour son industrie. C'est à partir de ces intérêts diamétralement opposés qu'il s'agit de mettre en avant des « règles communes ». Voilà du pain sur la planche pour les négociateurs européens, et de beaux marchandages en perspective, où l'on aura, en particulier, l'occasion de remettre en question le « règlement définitif » des prix agricoles qui sera, théoriquement, décidé le 31 décembre prochain.

De définitif en définitif, les accords circonstanciels entre les « Six » paraissent de plus en plus provisoires !

Procès au Vietnam

LE 29 novembre dernier, le tribunal militaire de Saïgon jugeait, au cours d'une procédure expéditive et sans appel, 43 personnes accusées d'espionnage pour le compte du F.N.L., parmi lesquelles des journalistes mais aussi plusieurs personnalités proches du gouvernement. Ce sont d'ailleurs ces dernières qui étaient frappées des plus lourdes peines : travaux forcés à perpétuité pour Huynh Van Trong, ancien conseiller du président Thieu, et deux hauts fonctionnaires Vủ Ngoc Na et Le Huu Thuy. Et si le premier s'est défendu de toute espèce de relations avec le F.N.L., les deux derniers par contre ont déclaré sans ambage, l'un appartenir au Parti des Travailleurs nord-vietnamien, l'autre être au service du F.N.L.

Imposé à la population vietnamienne comme les régimes précédents des Diem et consorts, privé de tout appui populaire, le gouvernement sud-vietnamien se trouve à ce point contesté par la société vietnamienne dans son ensemble que son personnel politique lui-même n'est plus sûr. La présence dans le pays d'une « opposition respectable » faite de notabilités diverses, bouddhistes, catholiques, de députés et même de fonctionnaires du gouvernement, critiquant avec d'autant moins de ménagement le régime qu'ils en sentent la fin proche, rend son existence de plus en plus précaire.

Et au fil des jours les Thieu et les Ky perdent un à un tous les appuis dont ils disposaient au sein de la bourgeoisie vietnamienne. Et ils s'accrochent d'autant plus désespérément au pouvoir qu'ils savent que leurs jours sont comptés.

Les limites de la libéralisation dans le Parti Communiste Italien

Tous ceux qui se faisaient encore des illusions sur les possibilités de « démocratiser » les Partis Communistes occidentaux, c'est à dire la possibilité de voir laisser les moyens aux fractions de gauche comme de droite de s'exprimer, étayaient leurs dires de l'expérience du Parti communiste italien. Ils peuvent déchanter. Ce dernier vient d'exclure, oh pardon, de radier, Rossana Rosando, Aldo Natoli, et Luigi Pintor, tous trois membres du Comité Central. Quant à Lucio Magri, qui n'en faisait pas partie, il a été renvoyé à la commission de contrôle de sa fédération, cette dernière ayant refusé de l'exclure. Leur crime ? Avoir publié la revue « Il Manifesto » dont les vues divergeaient d'avec la ligne générale.

« Il Manifesto » veut se situer à la gauche du Parti Communiste Italien. Il reprochait en particulier à la 2eme et à la 3eme Internationales d'avoir perdu « le sens de la révolution comprise comme rupture et renversement de l'ordre existant ». C'est apparemment critiquer plus qu'il n'était décent de le faire.

Le Parti Communiste Italien se posait ces dernières années en chef de file d'une nouvelle école communiste de type plus libéral. Il a pris ouvertement ses distances d'avec Moscou et il a été l'un des premiers et surtout le plus important parmi ceux qui dénonçaient l'ingerence des soviétiques en Tchecoslovaquie. Sa vie intense paraissait, à l'étranger du moins, plus animée que celle des Partis Communistes des autres pays. On pouvait y discerner à l'œil nu différentes tendances. Les débats y étaient plus passionnés. L'opposant tout au moins ne semblait pas y avoir automatiquement le couperet sur la gorge.

L'exclusion des rédacteurs « d'Il Manifesto » montre les limites de cette libéralisation.

Dans la mesure où le P.C.I. rompt avec Moscou. devient un parti national, s'apparente de plus en plus avec la social-démocratie réformiste, il peut certes tolérer une certaine liberté de discussion sur le sens de l'évolution entreprise et le rythme de ses étapes.

Ces oppositions lui donnent sa physionomie « démocratique » pour l'extérieur, et peuvent faciliter sa tentative de participer au gouvernement. Mais dans la mesure où il garde encore de l'influence sur un certain nombre de militants ouvriers, il ne peut se permettre, et spécialement dans la crise sociale que traverse l'Italie, le luxe d'une tendance organisée sur sa gauche, qui se donne explicitement pour but de regrouper les militants sur une base révolutionnaire, c'est à dire de les opposer directement à l'ensemble de la direction du P.C.I.

Même si les rédacteurs d'IL MANIFESTO *n'ont pas les idées très claires sur le stalinisme et la voie révolutionnaire, leur tentative comporte pour le P.C.I. trop de risques de cristalliser le mécontentement des travailleurs.*

DANS LE MONDE

TCHECOSLOVAQUIE

LA POPULATION NE MARCHE PAS

LES dirigeants de l'U.R.S.S. peuvent se flatter d'avoir réussi leur entreprise : l'ordre règne à Prague et dans toute la Tchécoslovaquie. Husak est aux ordres. Les députés réfractaires ont été démissionnés. L'administration épurée est docile à souhait. Le printemps de Prague n'est plus qu'un « mauvais souvenir » et la Tchécoslovaquie a retrouvé l'aspect conforme d'une « démocratie populaire » modèle.

Husak peut envoyer son rapport à ses nouveaux maîtres, l'ordre règne, mission accomplie. Mais la facture se révèle particulièrement chère.

Car la situation économique dans le pays continue à s'aggraver. Elle n'était déjà guère brillante au moment de l'intervention russe — le rythme d'augmentation de la production de la Tchécoslovaquie était depuis quelques années un des plus faibles de l'Europe orientale — mais actuellement elle tourne en catastrophe. Les sphères dirigeantes s'évertuent à relancer la production et à inciter les travailleurs à un effort productif accru.

Mais la population tchécoslovaque, elle, ne « marche » pas, c'est le cas de le dire : la résistance passive, pour avoir perdu ses espoirs et son enthousiasme d'août 68, n'en est pas moins bien réelle. Les usines tournent, mais au ralenti. L'absentéisme est plus élevé que jamais. Le chaos, l'anarchie économique, l'indifférence dans toutes les activités sociales répondent à l'ordre de la police, l'armée et l'administration. L'ordre nouveau ou « retrouvé », la population a décidé de le refuser. Elle a décidé à défaut de pouvoir le renverser, d'y vivre au ralenti.

Le gouvernement fédéral est bien embarrassé. Il se sent si impuissant devant cette paralysie générale où il est impossible de « démasquer » les coupables, que la session plénière du comité central du P.C. consacrée aux problèmes économiques, qui devait se tenir début décembre, a été reportée.

La police : la seule arme d'Husak pour faire « apprécier » le régime à la population tchèque. (U.P.I.)

Les dirigeants sont bien embarrassés parce qu'en l'état actuel des choses, le problème est bien plus politique qu'économique. Et les solutions politiques ne peuvent être qu'à l'image des moyens qu'ils ont employés jusque-là : la répression. La Présidence du Conseil a communiqué un projet de loi qui prévoit : des poursuites judiciaires pour les délits économiques et principalement un amendement au code du travail qui permettra aux entreprises de frapper d'amendes ou même de licencier les absentéistes ou les « mauvais travailleurs ». On peut leur souhaiter bon courage s'il leur faut licencier la population toute entière qui fait preuve d'une évidente mauvaise volonté.

LES PETITS CADEAUX...

Makarezos lors de sa visite à Paris (A.F.P.)

LE « Comité français pour la Grèce démocratique » vient de protester contre l'interdiction faite par le gouvernement français à Antonio Brillakis, ancien député grec et chef de l'opposition grecque, d'entrer en France. Ce comité réclame que cette mesure soit rapportée.

Il faut rappeler que cette interdiction remonte à avril 1969, alors que le gouvernement français recevait en tout bien tout honneur le colonel Makarezos, ministre grec de l'Economie.

Le gouvernement français soit choisir ses relations, et la démocratie française ne saurait faire l'affront à un digne représentant de la dictature des colonels de recevoir en même temps que lui l'un des leaders de l'opposition clandestine. Comme qui dirait : les ennemis de mes amis sont... des indésirables.

COMMENT DISTINGUER LE VRAI DU FAUX ?

LE faux policiers séviraient actuellement en Tchécoslovaquie. La nouvelle a été donnée par l'organe officiel du Parti communiste tchécoslovaque, « Rude Pravo ».

Ces gens-là n'ont pour but, toujours selon « Rude Pravo », que de discréditer la « vraie » police. Que ne le disait-on plus tôt ? Enfin grâce à cette mise au point, les Tchécoslovaques ne se laisseront plus gruger par de faux défenseurs de l'ordre. Tout « policier » au comportement suspect devra être conduit immédiatement au poste de police le plus proche.

On se disait bien aussi que tous ces individus qui venaient opérer des perquisitions sous de vils prétextes et vous retenaient plusieurs jours pour vous interroger sur des crimes que vous n'aviez pas commis, ces gens qui voyaient la subversion partout, jusque dans les grilles de mots croisés, avaient un comportement anormal.

Tous les policiers seraient-ils donc des faux qu'il conviendrait de traiter comme ils le méritent en Tchécoslovaquie ? « Rude Pravo », bien sûr, n'a pas été jusque-là.

TCHAD

le dernier quart-d'heure de la pacification

Le 14 novembre dernier, un légionnaire français était tué lors d'un « accrochage » entre les « forces de l'ordre franco-tchadiennes » et une « bande de hors-la-loi » (selon les termes officiels consacrés).

Le gouvernement français a beau s'efforcer de faire le black-out le plus total sur l'aide militaire substantielle (3.000 hommes, c'est-à-dire autant qu'en comptent les forces armées tchadiennes elles-mêmes) qu'il apporte au dictateur Tombalbaye dans son entreprise de répression contre la population. Il est des choses difficiles à passer sous silence : les morts d'hommes. Des morts d'hommes dans les rangs militaires français s'entend. Mais combien y a-t-il de morts, de blessés en face, parmi ceux que les troupes françaises sont chargées de reprimer ?

Et ici comme ailleurs, aujourd'hui comme hier, les gouvernements impérialistes ne brillent pas par l'originalité de leurs arguments et justifications. C'est toujours la même rengaine ; l'aide militaire n'est jamais qu' « opération à court terme », comme l'a déclaré récemment M. Yvon Bourges, qu' « entreprise de pacification rapide » pour lesquelles les effectifs sur le terrain suffisent.

Il faut croire que pour le Tchad, les militaires sont en train de ressortir la vieille rengaine du « dernier quart d'heure ». On sait combien ce « quart d'heure » a duré en Indochine, en Algérie. Mais on sait aussi comment il s'est terminé. Et malgré la violence de la répression, malgré l'aide des impérialistes français, Tombalbaye a intérêt de préparer ses valises...

U.S.A. :

on commence par une île...

(U.P.I.)

UNE loi de 1868 autorisait les Indiens à occuper tout territoire qui ne l'était pas déjà par la population blanche.

Faisant usage de ce droit, des Indiens viennent d'occuper l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, ancien pénitencier laissé vacant depuis 1962.

Et comme ils ne manquent pas d'humour, ils proposent le rachat de l'île au gouvernement pour la modeste somme de 24 dollars payables en perles et en étoffe rouge. C'est en effet ce que reçurent les Indiens en échange de l'île de Manhattan, aujourd'hui cœur de New York, qu'ils cédèrent aux premiers colons...

DJIBOUTI : un soldat du contingent nous écrit

Nous reproduisons ici des extraits d'une lettre qu'un jeune soldat du contingent a envoyé à sa famille.

Ce jeune ne fait pas du journalisme. Il décrit ce qu'il voit, simplement, sans ordre, avec des mots parfois maladroits. Mais ce qu'il montre ainsi, c'est une réalité sans fioriture et qui se passe de commentaires.

La révolte de 1967 durement réprimée par les troupes françaises. (Photo L.O.)

Population : ce n'est pas l'euphorie ! Nègres et Arabes de toutes les tribus possibles (Affars, Issas). Beaucop de nègres engagés dans l'armée. (Une exploitation incroyable). Beaucoup de misérables (exemple de ce que j'ai pu voir depuis ces trois jours : hommes très maigres sans mains, hommes sans jambes ; famille nègre couchant dans la rue, petits nègres pratiquant la mendicité, petits nègres et petites négresses travaillant à sept ou huit ans, etc.). Pour l'instant, tout est calme à Djibouti et pourtant je suis personnellement pessimiste en ce qui concerne l'avenir de ce territoire français. Nous sommes des milliers de militaires ici (énormément d'engagés, très peu d'appelés en revanche) il y a la légion, l'infanterie, l'artillerie, etc. Et le drame à mon avis : c'est l'armée qui détient tout. Et d'ailleurs, voilà quelques exemples de l'histoire de Djibouti : 1966 : heurts entre l'armée et la population à coup de pavés et autres objets. 1967 : mêmes heurts à coup de cocktails molotov. 1968 : cette fois à grenades de toutes sortes... et voici qu'en 1969 il y a un trafic d'armes incroyable... Que pensez-vous de tout ceci ?

D'ailleurs, ça ne rigole pas : la ville est entourée de 50 mètres de barbelés de largeur et l'armée française monte la garde jour et nuit sur des miradors avec projecteurs et fusils chargés. Chaque nuit, la légion descend à bout portant deux ou trois trafiquants qui essaient de rentrer dans la ville par ces barbelés.

Tout ceci démontre une atmosphère assez tendue... Ne vous en faites pas trop quand même, d'ailleurs, ce n'est pas une catastrophe, cela fait des années que cela dure, et ça risque de durer encore.

Le problème de la monnaie n'est également pas drôle. La dévaluation se fait sentir. Il y a quatre mois 100 F = 4.200 F/ Dji, et maintenant, 100 F = 3.700 F Dji. et de plus, les banques n'acceptent plus l'argent français.

Il va falloir se débrouiller...

TOKYO : les empoisonneurs

DEPUIS de nombreuses, années, protestations, mises en garde des savants, intellectuels, voires hommes politiques se multiplient, attirent l'attention sur la pollution des rivières, des mers, de l'air. Mais pendant que se multiplient les pétitions et mises en garde... les gros industriels, maîtres de notre monde, déversent des tonnes de déchets, de gaz, de suie. L'air devient irrespirable dans de nombreuses grandes villes. C'est notamment le cas à Tokyo, puissante agglomération où les capitalistes ont définitivement empoisonné l'atmosphère dont la pollution atteint un point critique.

A ce propos, l'hebdomadaire « Newsweek » relate quelques scènes de la vie de Tokyo qui semblent être sorties tout droit d'un cauchemar ou d'un film de fiction ; qu'on en juge :

— les agents de police de Tokyo sont obligés de retourner régulièrement dans les commissariats pour se faire des inhalations d'oxygène ;

— pour les passants, des cafés sont munis de machines qui dispensent une bouffée d'oxygène pour une somme de 1,20 F à 1,30 F ;

— les jours où la densité de pollution atteint la cote d'alerte, les écoles demandent aux élèves de porter des masques de gaze en suivant la classe ;

— malgré de telles précautions, une école rapporte que 20 % de ses élèves souffrent des yeux, du nez, de la gorge ;

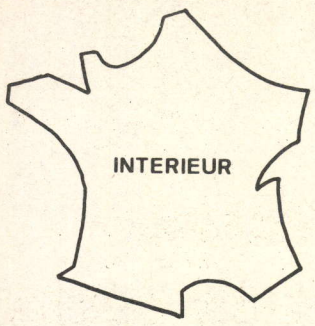
— la moyenne de mortalité qui atteint 197 les jours de très forte pollution tombe à 119 le jour du Nouvel An quand les usines ne fonctionnent pas ;

— les fameux cerisiers japonais meurent un par un.

Comme le constatait un professeur japonais : « La course à l'augmentation de la production se fait aux dépens du bien-être et de la vie de la population. »

Bien sûr, le gouvernement japonais ne peut faire autrement que d'être gêné devant une telle situation. Mais voilà... les premiers et grands responsables sont les gros capitalistes, ils ont l'argent, empoisonnent l'atmosphère... et contrôlent le gouvernement. Et les textes se multiplient, nul doute que la situation ne fera que s'aggraver, c'est d'ailleurs ce que reconnaissait en privé une personnalité du gouvernement japonais.

Voilà la vie qu'ils nous préparent...



Des ministres pour parler, des flics pour agir !

Ils causent, ils causent...

Marcellin la Matraque. (Photo U.P.I.)

Incitation à l'émeute ?

« Il y a actuellement une pétition en circulation (contre l'interdiction de la revue **« Tricontinental »**) **qui est signée par je ne sais combien de ces intellectuels qui croient que c'est un acte de courage que de signer les pieds dans leurs pantoufles. »**

Voilà ce que Marcellin, ministre de l'Intérieur n'a pas craint de déclarer à la Chambre.

En somme, ce cher homme n'est jamais content ; il voudrait que les manifestants restent chez eux et que les « intellectuels » manifestent au lieu de signer des pétitions.

Plutôt que de prétendre assurer l'ordre public, il ferait mieux de mettre de l'ordre dans ses idées !

à l'Assemblée Nationale : des chiffres révélateurs

Au cours de la discussion sur un « renforcement » des sanctions frappant les infractions à la réglementation des changes, nous avons pu apprendre que :

— pour la période du 25-11-1968 au 30-9-1969, les douanes ont constaté 14 279 infractions portant sur plus de 280 millions de francs (nouveaux) ;

— cela ne représente que 4 % des « capitaux évadés » (!) ;

— sur ces infractions, 1900 sont considérées comme graves, mais seulement 33 poursuites pénales ont été engagées ! (Actuellement, la plupart des sanctions sont des amendes «fiscales». Giscard d'Estaing, notre ministre des finances, est même allé jusqu'à dire que c'était mieux ainsi, puisque « contrairement aux amendes et peines pénales, les amendes fiscales ne pouvaient pas être épongées par une amnistie »).

— les nouvelles dispositions, qui frappent plus durement les infractions ne sont valables qu'à partir de maintenant, c'est-à-dire, au moment où la réévaluation du Mark met fin pour un temps à la spéculation.

Il n'y a pas besoin d'être sorcier ou devin pour comprendre que les grosses sorties de capitaux n'ont pas été « attrapées » par les douaniers (les gros requins ont d'autres moyens à leur disposition que d'essayer de passer en fraude de l'argent dans les coffres à bagages aux postes-frontières !) et que de toute façon le gouvernement ne tient pas tellement à faire connaître ces spéculateurs là. Ils sont de la famille.

Chaban bouche d'or

(ou de la bouche d'or à la parole de vache)

Chaban n'a pas la tâche facile. Chacun de ses discours est une performance ; car c'en est une que de devoir chaque fois parler de la « nouvelle société » en termes nouveaux. Il faut un certain culot, en premier lieu, mais aussi un bon brin de style.

Nous ne résisterons pas au plaisir de vous livrer une de ses dernières formules (rassurez-vous, il y en aura certainement d'autres), « les Français doivent se pénétrer de l'idée qu'il n'y a pas de progrès sans travail, et sans liberté, qu'il n'y a pas de liberté sans autorité et qu'il n'y a pas de liberté sans compréhension, certes, mais aussi sans fermeté ». (Discours de Chaban à Strasbourg.)

Voici un intéressant sujet pour l'élève Marcellin.

Encore des expulsions d'étrangers

Mais cette fois, une personnalité a enfin protesté contre le scandale : « Trente-huit hommes, femmes et enfants, avaient, sans qu'aucune procédure eut été engagée contre eux, et au mépris des conventions, été appréhendés par le gouvernement... et certains d'entre eux avaient été expulsés. »

Cela s'est passé quand ? Et où, à Paris, en province ?

Vous n'y êtes pas, il s'agit des Français expulsés par la République Centrafricaine récemment.

Et le protestataire est le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Yvon Bourges.

Il a bonne mine !

Ne pas confondre

Dans le discours qu'il a fait à l'Assemblée, la semaine dernière, lors du vote du budget militaire, Michel Debré a dénoncé en des termes sans équivoque la conférence d'Helsinki. Il ne s'agit, en effet, pour les USA et l'URSS, a-t-il dit, que d'établir « un équilibre raisonné de la terreur », ce qui n'a rien à voir avec le désarmement.

Le désarmement ne serait possible, affirme Debré, qu'à condition que les grandes puissances détruisent tous les stocks d'armes qui sont en leur possession et cessent d'en fabriquer.

Or, puisque personne ne veut le faire, eh bien la France non plus ne le fera pas. C'est pourquoi nous devons moderniser « notre » force de dissuasion, a conclu en substance « notre » Debré.

Cependant, il ne faudrait pas tout confondre ; contrairement aux dirigeants russes et américains qui fabriqueraient des bombes pour faire peur, nos gouvernants, eux, n'en fabriqueraient que pour affirmer leur volonté de paix.

Personne ne doute que c'est là une différence de taille, dont les Tchadiens doivent sûrement apprécier la subtilité.

Le ministre de la guerre en apôtre de la paix ? On aura tout vu.

Un défenseur de l'ordre

M. Royer, député-maire de Tours, souhaite l'augmentation des effectifs de police urbaine, tout en expliquant gravement que, depuis mai 68, l'ordre public est devenu « populaire » (!).

Il n'a pas dit si les forces de police, elles, sont devenues populaires.

Un "secours" pas très "catholique"

Aux jeunes qui sortent de prison et ne disposent d'aucun argent, l'assistance sociale judiciaire concède une aumône : 5 ou 10 F ainsi qu'un billet de chemin de fer afin qu'ils puissent retourner chez eux s'ils n'habitent pas à l'endroit de leur incarcération.

Si le libéré est à Paris, il peut, dès sa sortie, s'adresser au Secours Catholique qui l'aide « charitablement » à prendre pied dans la vie.

Il est accueilli par une assistante sociale dont le premier travail consiste à tancer vertement le nouveau venu et à lui promettre l'enfer éternel s'il ne se tient pas tranquille à l'avenir.

L'hébergement n'est pas gratuit : pour 5 F par jour on peut avoir une place dans un grand dortoir de 70 personnes, soit environ 150 F par mois par personne, c'est-à-dire plus d'un million ancien de loyer pour un dortoir, duquel les occupants sont chassés dès 7 heures le matin (même les travailleurs qui font équipe et attendent de trouver un logement). Il est interdit de sortir dès 20 heures, sauf le samedi, jour où les portes du Secours restent ouvertes jusqu'à minuit.

Mais la somme requise pour avoir le droit de ne pas coucher sous les ponts, est bien souvent trop élevée pour la bourse de ceux qui ne possèdent rien. L'Assistance Sociale s'adresse alors au Parquet de Paris qui avancera pendant 8 jours (renouvelables) les frais d'hébergement.

Dans ce laps de temps, le jeune devra trouver du travail, ou souvent, accepter ce que le Secours lui propose. Celui-ci se fait alors l'entremetteur entre un patron et son locataire : le libéré accompagné d'un dossier complet sur son passé, traînant le boulet de son temps de prison, sera embauché au salaire minimum sans avoir droit de se plaindre ou de refuser sous peine de se retrouver à la porte de l'usine, et du Secours. Celui qui a de la chance peut arriver à trouver lui-même du travail. Mais bien souvent, ses années de prison font un trou suspect dans son existence et incitent le patron à faire une enquête.

Le problème du travail résolu, il faudra encore trouver un logement. Et à l'heure actuelle, ce n'est pas une petite affaire.

C'est ainsi que de multiples difficultés s'accumulent devant le jeune qui sort de prison. Difficultés qui le rejettent au banc d'une société qui, dans le meilleur des cas, lui offrira la perspective d'une vie d'exploitation et, dans le pire, le renverra en prison.

Les travailleurs en lutte

SUD-AVIATION (Toulouse)

Grève illimitée des machinistes et des équipes

A la pointe du progrès... (Photo L.O.)

Depuis vendredi 21 novembre, tous les machinistes et les travailleurs en équipe, à 600, sur les 6 à 7.000 travailleurs que totalisent les trois usines de Toulouse (St-Eloi, St-Martin et Blagnac), sont en grève illimitée pour obtenir la parité du point avec les usines de Marignane et Cannes, et diverses revendications particulières.

Le 25, les horaires les ayant rejoints dans le mouvement, une assemblée générale eut lieu où les travailleurs décidèrent :

— les machinistes continuent la grève illimitée ;

— les autres horaires feront grève jeudi 27 novembre, si la direction ne cède pas, grève illimitée à partir de lundi.

Cette décision prise par 2.500 travailleurs présents avait un seul « défaut » : elle était prise contre l'avis des syndicats. Il faut dire que dès le début du mouvement ils étaient à la traîne. Par exemple, à l'usine de Blagnac, les machinistes décident la grève illimitée, vont voir le délégué afin qu'ils aillent porter leurs revendications à la direction. Mais les travailleurs se méfient, ils élisent sur le champ trois délégués d'atelier, un pour chaque délégué syndical. F.O. et la C.F.D.T. acceptent la C.G.T. refuse purement et simplement : « Vous ne faites pas confiance à vos délégués ? ». A croire que non puisque dans tous les ateliers des machinistes c'est le même processus : On élit des délégués par atelier qui devront faire un rapport journalier devant leurs camarades. Les délégués se réunissent pour former des comités de grève, qui à leur tour s'élargiront pour constituer un comité central de grève. Ce dernier se réunira en même temps que l'intersyndicale.

Mais deux problèmes restent entiers : les horaires feront-ils grève illimitée à partir de lundi et quelle sera l'attitude des mensuels. Pour ces derniers la tactique des syndicats était particulièrement décourageante. On leur expliquait que les travailleurs qui avaient déclenché la grève étaient des « excités », des « gauchistes » et que d'ailleurs dans de nombreux ateliers circulaient des pétitions contre la grève illimitée ! Mais la C.G.T. avait gardé un mauvais souvenir de l'assemblée générale du 25 novembre où ses propositions avaient été sifflées par les travailleurs. Aussi voulait-elle malgré tout présenter un visage décidé et des propositions d'actions concrètes : c'est ce qu'elle fit en lançant le vendredi 28, un mot d'ordre de grève de 2 heures pour les mensuels, sans l'accord des autres syndicats. Il n'y eut bien sûr aucune préparation pour ce mouvement ; cela ajouté à la propagande contre la grève des machinistes fit que sur 2.800 mensuels des trois usines, 200 seulement firent grève.

La C.G.T. eut beau jeu d'expliquer ensuite aux horaires que ce n'était pas le moment de déclencher une grève illimitée, l'ambiance n'y étant pas. Il restait à parachever le tout par un vote. Le lundi 1er décembre, puisque la direction n'avait rien accordé, la grève illimitée devait démarrer. Effectivement les travailleurs horaires se réunirent par atelier et commencèrent la grève sur le tas. Les syndicats organisèrent alors un « vote » (en réalité nous avons appris l'existence de ce vote quand on nous a donné les résultats, plus de 1.500 travailleurs, parmi les plus combattifs, n'ont pas vu passer l'urne). Et comme par hasard le résultat donne une majorité contre la grève illimitée : 700 se prononcent pour la grève tournante, 300 pour la grève illimitée, 300 pour la grève d'un jour. L'écœurement face à l'attitude des syndicats était à son comble, mais la démoralisation aussi. Les horaires commencent donc la grève de 2 heures par jour. Les machinistes et les équipes qui eux ont pris leur mouvement en main grâce à leur comité de grève, continuent leur grève illimitée, mais sont isolés. Malgré tout chez les horaires on discute des délégués d'ateliers et du comité de grève des machinistes et des équipes comme d'un exemple à suivre.

Chez PEUGEOT (Sochaux)

Où en est la lutte des pistoleurs ?

Depuis que cette correspondance nous est parvenue, la grève semble terminée. Nous la publions néanmoins, étant donné les précisions qu'elle apporte.

LA grève des 160 pistoleurs est entrée dans sa deuxième semaine. Le jeudi 4 décembre les discussions entre la Direction et les grévistes n'avaient encore abouti à aucun résultat (voir L.O. n° précédent).

Le vendredi 2 novembre, un meeting d'information se tenait devant l'usine. 4.000 personnes y assistaient. La C.F.D.T. proposa à tous les lockoutés de venir « se présenter au travail » à 6 h 30 le lundi suivant au matin, heure de rentrée de la normale si le patron ne cédait pas d'ici-là. Le paiement pour toutes les heures lockoutées était exigé. Ce n'est que samedi soir à 22 heures que la C.G.T. se ralliait à l'idée du meeting.

Ce meeting réunit 800 personnes par un froid glacial (— 10 °). Les discussions avec la direction reprennent et 300 grévistes et lockoutés se réunissent à la mairie de Sochaux. Il est décidé de rappeler aux 16.000 sans travail que les heures de lock-out ne seront pas payées si on n'oppose pas à Peugeot un front résolu. Un meeting est décidé pour le lendemain mardi de 13 h à 13 h 30 à l'entrée de la normale. Beaucoup plus de monde que la veille (1500 personnes environ).

Les syndicats dénoncent les manœuvres et pressions de toutes sortes de la direction contre les 160 grévistes pour les obliger à arrêter leur mouvement : des agents Peugeot sont allés, dans la nuit, chez les pistoleurs en leur disant que le conflit était réglé, que le travail reprenait, etc. D'autres ont reçu des lettres individuelles les convoquant au travail. Une délégation de pistoleurs les a portées au sous-préfet de Montbeliard qui a reconnu le caractère illégal de telles lettres...

La direction, dans la presse et à la radio, lance de faux bruits : 130 pistoleurs auraient, paraît-il, repris le travail mardi matin : mais le soir on apprend que sur les 16 seulement qui se sont présentés au travail, 8 ont refusé de le reprendre, 6 sont partis 4 h plus tard, 2 seulement ont travaillé...

D'autre part la C.F.D.T. propose une opération anti-lock-out. La C.G.T., dans l'immédiat, propose d'aller tous ensemble devant le bulding administratif de la Direction. Là, une délégation de 30 personnes ira « réclamer du travail », les revendications et le paiement du lock-out.

Un millier de personnes se rassemble devant le building à 13 h 40. La délégation ne revient qu'à 13 h 55 et les rares militants syndicaux qui restent (la plupart sont « normaux » et travaillent, seule la moitié du personnel, sur 30.000 travailleurs est lockoutée) ne peuvent rien proposer de neuf aux travailleurs encore présents.

Le mercredi la Direction accentue encore la pression sur les grévistes, et grâce à des dépanneurs et des chefs d'équipe, arrive à faire sortir une faible production de mauvaise qualité pour la peinture.

Mais le compte-rendu de la presse donne l'impression que le conflit est terminé et que l'usine reprend sa marche normale. On perçoit une certaine lassitude chez les lockoutés influencés par les bruits qui circulent.

Le jeudi 4 décembre, la Direction convoque 25.000 personnes et espère que les grévistes reprendront un à un le travail...

Mais si le mouvement des pistoleurs semble terminé, à l'heure où nous écrivons, une ombre restait au tableau de la direction, jeudi soir. A l'emboutissage sud, en effet 180 travailleurs des chaînes 204-304 ont débrayé une heure. Ils continuent à réclamer la satisfaction des revendications des pistoleurs et le paiement des heures perdues qui, la plupart du temps, représentent un manque à gagner de 400 F environ.

(correspondant L.O.)

Fin de la grève à Nord-Aviation (Bourges)

Vous relatons dans ce numéro (p. 15) le début de la grève à Nord-Aviation. Après une semaine et demie de grève, le travail a repris. Si les acquis ne sont pas à la hauteur des espérances, l'ensemble du personnel a manifesté tout au long de la grève une extraordinaire combattivité, à tel point que les syndicats ont voulu y voir l'influence maléfique du gauchisme. Les « anciens » n'avaient « jamais vu ça » ; les jeunes étaient déchaînés ; les syndicats obligés de prendre des positions « aventuristes », risquaient à chaque instant d'être débordés.

Les négociations se déroulèrent à Paris dans la journée du vendredi 28 novembre. Les résultats ne furent communiqués que le lundi matin.

Lundi 1er décembre au matin, l'Intersyndicale « conseille » de reprendre le travail (cette décision a provoqué de fortes frictions, au sein de la C.G.T. notamment) mais demanda au personnel de se prononcer.

Les acquis étaient les suivants : la journée du mercredi 19 est payée sur 5 heures, sous condition de récupération des 4 heures restantes. 4 jours de grève sur 7 sont intégralement remboursés, les 3 autres étant récupérables. Suppression des 6 minutes anticipées le matin et le midi. Une demi-heure payée supplémentaire accordée dès le 1er décembre. La récupération s'effectuera dans le cadre de cet aménagement d'horaire, ce qui est très peu gênant.

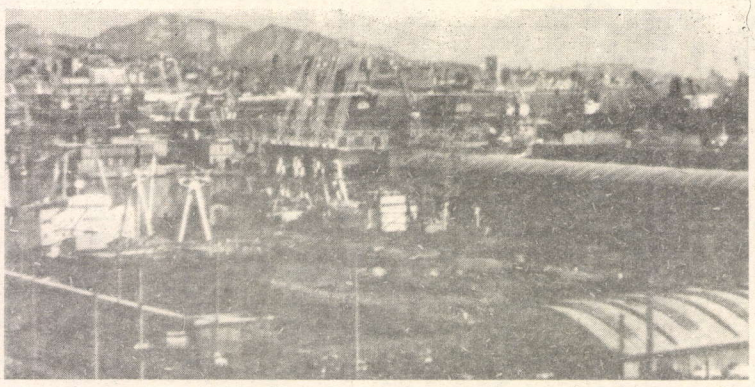
Mais pour ce qui est des augmentations, les résultats étaient loin d'être aussi satisfaisants. La direction générale refusait toute augmentation généralisée, la raison essentielle étant, selon les syndicats, que la disparité des salaires encore accrue entre Nord-Aviation et les autres usines de la région entraînerait des protestations véhémentes de la part du patronat...; et une incitation à la grève pour les ouvriers.

Mais la direction a bien joué son jeu, en divisant au maximum le personnel, avec la bénédiction syndicale. Les mensuels seront plus avantagés que les ouvriers commissionnés ; les O.S. et P.1. feront les frais de l'opération ; les échelons les plus bas seront supprimés au profit d'échelons plus élevés ; certains passages en catégorie supérieure s'effectueront sans essai, etc... Le résultat, c'est que personne ne sait très bien ce qu'il gagne dans l'affaire.

Mais les syndicats, la division, et la menace du lock-out aidant, la majorité vota pour la reprise. Les jeunes, principalement, sont assez désabusés. Mais si ce n'est pas vraiment une victoire, ce n'est pas une défaite non plus : de précieuses leçons en seront tirées.

(Correspondant L.O.)

Marseille : fin du lock-out



(Photo *L.O.*)

Après une semaine de lock-out, le travail a repris le mercredi 4 décembre sur le port. Un accord venait en effet d'être signé, la veille, entre les syndicats (essentiellement la C.G.T.) de l'ensemble des ports du pays et les patrons.

Ces derniers accordent 3,71 % d'augmentation sur le salaire de base (ce qui représente nettement moins que le salaire réel). Ils acceptent de majorer de 10 % le salaire donnant lieu à cotisations, donc à remboursements pour la Sécurité sociale. Et surtout, ils lâchent 20 mn de diminution du temps de travail sur la journée de 8 heures, ce qui est appréciable.

Ceci n'a pu être acquis que par un long mouvement de 75 jours, consistant à ne pas faire les heures supplémentaires, nuits, Dimanches, etc... ainsi que par une dizaine de journées de grève générale. Il faut dire que l'ensemble du mouvement a été suivi à 100 % par tous les travailleurs de France.

Cependant il reste des points inquiétants. Les syndicats n'ont-ils pas, comme en décembre 68, signé un accord acceptant la réduction du temps de travail « sur des bases tenant compte d'une amélioration de la productivité » ? Ils prétendent que non, mais la méfiance subsiste.

Les patrons ont proposé un projet de « permanentisation » des dockers qui paraît séduisant car il semble garantir l'emploi. Mais les dockers craignent un coup fourré, et la C.G.T. a bataillé pour refuser le projet. Les patrons envisagent de remettre la question sur le tapis, ce qui inquiète tout le monde.

Enfin, la fin du mouvement se traduit par la reprise du travail de nuit, des heures supplémentaires (2 au maximum par jour), des Dimanches, etc...

Beaucoup regretteront ces 75 jours, où on gagnait moins certes, mais l'on ne faisait que 46 heures 40 par semaine !

AIR-FRANCE (Réservation)

Reprise du travail

LE 3 décembre, les agents de la réservation à Blanqui, en grève depuis le 13 novembre ont repris le travail sans que soient satisfaites leurs revendications :

— semaine de 36 heures ;
— temporisation de 1 minute entre chaque appel.
— deux pauses de un quart d'heure ;
— intégration des saisonniers.

Les grévistes en reprenant le travail avaient pourtant la certitude qu'ils avaient tout fait pour gagner cette grève.

La décision qu'avaient prise quelques jours avant les non-grévistes de se joindre à la grève avait été annulée en dernière minute, annulant ainsi les espoirs de voir se renforcer le mouvement de grève. La démoralisation s'est ainsi emparée d'un nombre suffisant pour qu'un vote effectué le 3 décembre donne une légère majorité aux partisans de la reprise.

Le Comité de grève, avant de se dissoudre, a écrit dans un dernier tract : « l'expérience acquise en 3 semaines de grève, la compréhension des problèmes posés font qu'aujourd'hui les agents de réservation reprendront le travail, certes sur un échec, mais sans que soit entamée leur volonté de continuer le combat pour que soient satisfaites leurs revendications. »

(Correspondant L.O.)

Les conditions de travail

Aux NOUVELLES MESSAGERIES de la PRESSE PARISIENNE (N.M.P.P.)

qui doit nommer les cadres ?

Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne. (Photo L.O.)

DURANT la semaine du 17 au 23 novembre, nous avons tous pu constater une certaine perturbation dans la distribution des journaux. C'est que les travailleurs des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.) qui distribuent les journaux parisiens dans toute la France se sont mis en grève à l'appel de la C.G.T., à la suite d'une décision des N.M.P.P. de nommer 43 cadres supplémentaires.

Il s'agit de petits chefs dont le rôle est de surveiller les ouvriers et de s'assurer que le travail s'effectue normalement ; leur fonction est ainsi essentiellement répressive et la Direction les nomme, bien sûr, selon sa cote d'amour.

Un droit de regard réclamé par la CGT...

Devant cette décision, un certain mécontentement s'est développé dans les différentes équipes, d'abord parce que la Direction manifeste ainsi son intention de resserrer la discipline, mais aussi parce que parmi les nouveaux cadres, elle avait nommé des travailleurs assez récemment embauchés, alors que bien des vieux travailleurs aspirent à cette promotion (qui représente une augmentation de salaire de 40 pour cent !). Et quand la Direction a voulu mettre en place les nouveaux cadres, le lundi 17 novembre, les délégués C.G.T. de l'équipe de jour (les autres syndicats n'ont pas de délégué) à l'annexe de La Villette ont fait voter la grève à leur équipe, bientôt suivis par toutes les autres annexes.

La C.G.T. demandait que la Direction ne puisse choisir ses cadres que parmi les travailleurs ayant au moins sept ans d'ancienneté.

Il s'agit, bien sûr, d'une revendication qui ne peut rien changer pour l'ensemble des travailleurs et beaucoup en étaient conscients se demandant pourquoi on s'était mis en grève. Mais si la C.G.T. a entamé une lutte sur un tel mot d'ordre, c'est parce qu'aux N.M.P.P. son objectif est d'essayer peu à peu d'avoir son mot à dire sur les problèmes de l'embauche du personnel, de la nomination des cadres, etc., et de contrôler peut-être un jour complètement l'embauche comme cela se fait dans les imprimeries.

...dont ne veut pas entendre parler la direction

Elle s'est d'ailleurs heurtée à un refus absolument catégorique de la Direction qui entend maintenir ses prérogatives et qui, pour donner plus de poids à ses discours, a fait venir des représentants de la presse parisienne, de la presse de province, des industries du papier carton ! La seule « concession » qu'elle a accordée est la nomination d'un « super arbitre », chargé d'examiner les récriminations envers les cadres, et qui n'est autre que... le Directeur général adjoint des N.M.P.P.

La C.G.T. a alors fait rapidement machine arrière et les travailleurs ont repris le travail mardi soir et mercredi.

Malgré le peu d'intérêt des revendications mises en avant, les travailleurs ont montré leur mécontentement et leur combativité. Ils ne sortent pas démoralisés de cette grève d'autant plus qu'ils ont obtenu que les journées de grève soient payées. Et cette lutte aura au moins montré que les ouvriers des N.M.P.P. étaient prêts à se mobiliser. Alors pourquoi pas pour les autres revendications en attente depuis des mois ?

(Correspondant L.O.)

LA "SAINTE CATHERINE" A LA "BELLE JARDINIÈRE"

petits gâteaux, petits gâteux

COMME dans toutes les maisons de couture, il est de coutume aux Ateliers de la « Belle Jardinière » (56, rue Didot, Paris-14e) de fêter la Sainte-Catherine.

La tradition...

A cette occasion, la Direction, bon apôtre, fait cadeau à ses ouvrières d'une heure de travail payée afin de passer aux réjouissances.

A 16 heures, les travailleuses descendent dans le réfectoire, où se sont affairés, toute la journée, les petites apprenties et les ouvriers de l'entretien pour la préparation des festivités. Tous les frais de la fête reviennent au comité d'entreprise, la Direction refusant d'y participer.

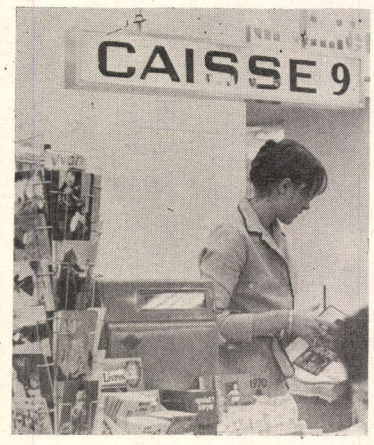
Cependant, à tout maître, tout honneur : le P.D.G. commence la cérémonie par un discours prêchant patience et bonne volonté à ses ouvrières pour assurer la prospérité de la maison ; après quoi, un directeur gâteux leur dédie un poème qui parle... de rose. Le P.D.G. ouvre le bal. La Catherinette à qui il a généreusement offert un billet de 50 F doit lui accorder la première danse, bon gré, mal gré... et les femmes et les jeunes filles de continuer le bal entre elles en savourant petits fours et champagne.

Mais l'an dernier, oh, infortune ! Le P.D.G. a été sifflé. Ne s'étonnait-il pas d'avoir entendu que « ses petites jeunes filles » se plaignaient de travailler chez lui, si bon père, comme dans une prison ?

...remise en question cette année

Cette année, par dépit, ou pour montrer qu'il a de la poigne, le directeur (nouveau depuis trois mois, l'autre a été renvoyé ne se trouvant pas à la hauteur de sa tâche) a séquestré les ouvrières jusqu'à l'arrivée du P.D.G...

En effet, les ouvrières ont dû d'abord travailler jusqu'à 16 h et faire le quart d'heure de nettoyage ensuite ; de plus, une notice passée dans la semaine les prévenait de ne pas descendre dans le réfectoire avant 16 h 45 et d'attendre dans les ateliers... Finalement, c'est un quart d'heure payé qu'offrait la direction. Mais les ouvrières n'étaient pas au bout de leur surprise. Quand elles descendirent pour aller dans le réfectoire, un piquet de chefs bouchait la sortie. Certaines, trouvant que la comédie avait assez duré, demandèrent à sortir, mais on leur opposa un refus.



Ce n'est pas toujours la fête.

(Photo L.O.)

« Il faut attendre que le P.D.G. ait terminé son discours ! » *leur ordonna-t-on, et on fit boucler les sorties de secours !...*

A 17 h 45, toujours rien : les travailleuses attendent dans le réfectoire. Quelques-unes qui en avaient vraiment assez purent sortir à force de tapage, mais la concierge releva leur nom et leur heure d'attente ne sera pas payée !...

S.N.C.F. (Dijon)

un scandale de bêtise

LA semaine dernière, à Nuits-Saint-Georges, un train a déraillé en se rangeant sur une voie de garage pour laisser passer un rapide.

Immédiatement, chef en tête, toute l'équipe de secours arrive sur les lieux... et commence, non pas à dégager le train, mais à vérifier la vitesse, le chargement... etc. Hélas pour la SNCF, tout était normal... Seule la voie était défectueuse !

Ainsi, toute occupée à trouver un responsable, la SNCF a laissé la voie encombrée jusqu'à l'arrivée du rapide, l'obligeant à s'arrêter deux heures environ... et obligeant les roulants à rester jusqu'au soir — l'accident ayant eu lieu à 12 h. 30.

Et tout cela pour se couvrir !

Voilà bien la scandaleuse bêtise de la haute administration S.N.C.F... ce soi-disant service public.

Et s'il y avait eu des blessés on aurait attendu jusqu'à 19 h. 30 pour les dégager ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Dijon-S.N.C.F.

WALLAERT (Textile-Lille)

comme au 19e siècle

A l'embauche, l'entreprise Wallaert et frères, à Lille (fabrication de fils de coton et textiles modernes), fournit une brochure dans laquelle on peut lire :

« La majeure partie des accidents a pour cause des négligences, des distractions, la non observation des consignes. »

S'il y a négligence, c'est bien de la part du patron.

Ainsi, un grand hall est rempli d'une trentaine de cordes, machines monumentales qui dépoussièrent et trient le coton brut. Tellement rempli que pour nettoyer une corde, il faut se glisser entre deux, de biais, alors que des courroies non protégées, tournent à quelques centimètres seulement de notre nez. Pour en nettoyer une autre, pas question de se retourner sur place, il faut sortir puis rentrer à nouveau.

Il faut aussi posséder un système respiratoire à toute épreuve, On peut se demander si la poussière et la bourre de coton ont totalement remplacé l'air de l'atmosphère : les aspirateurs existants étant de loin insuffisants.

Avis aux amateurs ! Pour s'embaucher comme aide cordeur chez Wallaert, il faut pouvoir passer entre une affiche et le mur, et avoir le système pileux nasal fort développé.

Les travailleurs de la mer

(Photo A.F.P.)

LES « travailleurs de la mer » forment une corporation à part et souvent peu connue, bien que ce soit une de celles dont le travail est le plus dur. Beaucoup de patrons pêcheurs dans le Nord sont d'ailleurs réduits à aller chercher loin des côtes, « dans les terres », l'équipe qu'ils doivent former. A croire que « l'appel de la mer » n'est plus guère entendu par les habitants des côtes qui ne connaissent que trop bien la réalité des océans.

On distingue deux catégories de pêche. La pêche côtière qui permet au marin pêcheur de vivoter auprès de sa famille, ce qui est un avantage, mais ne permet véritablement que de vivre au jour le jour, et la pêche hauturière, qui se modernise de plus en plus, devient la pêche industrielle, et qui sans doute dans quelques années. aura remplacé, en grande partie, la pêche côtière.

Conditions d'embauche

L'embauche peut se faire par simple relation, mais on demande souvent maintenant des titulaires du C.A.M. (Certificat d'Apprentissage Maritime). Il n'existe pratiquement pas de centrales d'embauche et le matelot peut être embarqué ou débarqué du jour au lendemain sans formalités ni indemnités quelconques lorsque le patron ou le capitaine le désire. Le matelot, de son côté, peut quitter du jour au lendemain le bâtiment où il est employé, sans redevance.

Après dix-huit mois de navigation le jeune pêcheur devient titulaire d'un fascicule d'embarquement ; ce fascicule devient définitif et est valable quels que soient les navires.

Salaires à la part

Les modes de paiement varient d'une région à une autre, d'un navire à l'autre. Comme il n'existe pas de convention collective, ils reposent souvent sur la tradition. Sur un sardinier, par exemple, le matelot est payé à la « part ». Le patron reçoit une part, plus une demi-part par matelot employé. Pour un équipage de quinze hommes, on calculera de la façon suivante : les frais d'entretien du navire, du matériel, les appâts, etc., sont automatiquement déduits du prix total de vente. On divise alors le bénéfice par le nombre de parts : quinze pour les matelots, plus huit et demie pour le patron (la sienne, plus une demi par matelot), soit vingt-trois et demie au total. S'il y a déficit — ce qui arrive — non seulement le matelot ne reçoit rien, mais sa part de déficit est retenue sur les prochaines marées à venir.

Sur les caseyeurs (petits navires qui font les casiers ou le petit chalut) par contre, le patron reçoit sa part, plus une part entière par matelot.

(Photo A.F.P.)

Les congés

Dans toutes ces pêches côtières, les travailleurs ne sont pratiquement pas syndiqués et seules les lois maritimes contrôlées par « les Affaires Maritimes » règlent les différents problèmes. Les congés ne sont pas obligatoires mais il existe sur certains navires des arrangements dans l'équipage de façon qu'à certaines sorties en mer, un pêcheur reste à terre et participe quand même à la paie.

Sur les chalutiers, le marin part pour quinze jours à trois semaines et dispose de trois à sept jours de « repos », très fictifs. Ces jours de détente ne sont pas payés et sont utilisés à réparer les avaries du bateau, pour que celui-ci soit fin prêt pour la marée suivante.

Sur les thoniers, le marin part pour trois à cinq mois sur les côtes du Sénégal et dispose de quinze jours à un mois de congé effectif au retour en France. C'est uniquement dans cette pêche industrielle (langoustier, gros chalut, etc.) que les marins pêcheurs sont organisés syndicalement. Ils viennent d'obtenir avec leurs syndicats une part égale pour tous et un salaire minimum garanti de 1.000 F par mois, ainsi qu'un pourcentage sur les bénéfices de la marée. Le licenciement est réglementé de façon semblable aux autres corporations terrestres.

La maffia des mareyeurs

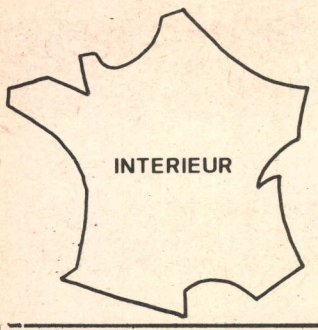
Il est inutile d'insister sur la vie rude et dangereuse du pêcheur (à chaque tempête, son lot de disparus en mer). Souvent, il pense que son « indépendance » compense les autres inconvénients du métier. Mais de quelle indépendance jouit-il ? Jamais de vacances, sauf un jour ou deux, lorsque le temps ne permet pas de sortir.

Et lorsqu'il sort en toute « liberté », il ne sait pas si la pêche sera bonne, il ne sait même pas s'il reviendra jamais. C'est pourquoi beaucoup se reconvertissent dans la pêche industrielle, plus sûre, le commerce, ou l'usine pour les plus jeunes.

Mais les marins pêcheurs ne sont pas toujours fatalistes devant leurs conditions d'existence. En mai 68, les piquets de grève étaient très nombreux dans les ports, devant les poissonneries et les mareyeurs. Au cours du mois d'octobre, les pêcheurs occupèrent la Chambre de Commerce de Cherbourg toute une journée.

Les difficultés des petits pêcheurs indépendants sont à rapprocher de celles des petits commerçants. Le principal obstacle est pour eux de surmonter la maffia des mareyeurs qui font la pluie et le beau temps sur les prix. Il leur faudra lutter encore pour obtenir la garantie de la vente du poisson pêché à un taux minimum, et pour que la distribution soit mieux organisée. Certains ont déjà organisé des expériences de ventes directes dans les campagnes et dans les villes. Mais ces expériences ont surtout une valeur démonstrative et ne peuvent malheureusement pallier les carences du système.

LA GRANDE MISÈRE



GRÈVE AU LYCÉE JEAN-JAURÈS A MONTREUIL

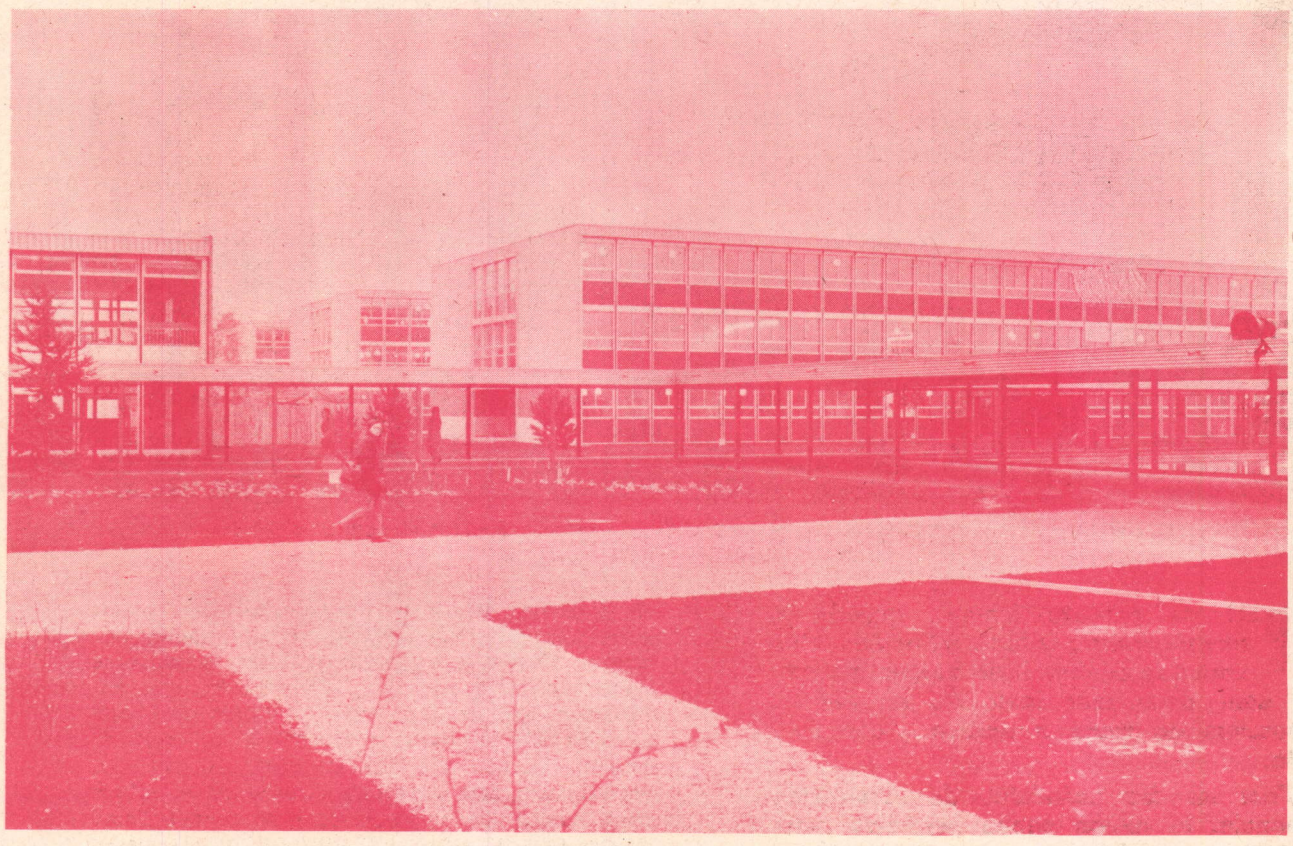
Mardi 18 novembre, une grève de 24 heures a eu lieu au lycée Jean Jaurès à Montreuil : dans ce lycée 3 agents-préparateurs de Sciences naturelles font le travail de 4 et réclament depuis plus d'un an la création d'un 4e poste. Devant le refus de l'Administration (la tendance serait plutôt à supprimer un poste qu'à en créer un...) les 3 agents ont décidé une grève d'avertissement de 24 heures. Un certain nombre de professeurs, presque tous syndiqués au SNES, leur apportèrent leur soutien et ont proposé une grève de solidarité. Cette proposition provoqua l'indignation de la tendance « B » (dirigée par les militants du PCF), fut jugée aventuriste et repoussée à une très faible majorité. La minorité décida de faire grève malgré tout.

Le mardi matin, professeurs grévistes et élèves se réunirent dans la cour : les agents expliquèrent les raisons de ce mouvement, et la quasi-unanimité des élèves du 2e cycle vota la grève. Seuls les sympathisants de l'UNCAL (groupe animé par les Jeunesses communistes) refusaient la solidarité mais semblaient très désorientés. Parmi les enseignants, seuls les réactionnaires patentés et les membres ou sympathisants du PCF tentaient de faire cours devant les chaises vides.

La grève fut donc très bien suivie, ce qui n'empêcha pas le PCF, dans un tract paru le lendemain, de traiter les grévistes de briseurs de grève, les accusant d'utiliser des méthodes fascistes et de chercher à détruire le syndicat. A propos de syndicat une anecdote révèle bien le fond de leur attitude : le syndicat des professeurs d'éducation physique (SNEP) ayant voté pour la grève, l'un de ses membres d'ailleurs responsable départemental (et appartenant à la tendance « B ») alla trouver le proviseur du lycée pour lui exprimer son désaccord personnel avec une décision pourtant prise à une forte majorité : démarche qui pourrait être qualifiée de trahison si elle n'était surtout ridicule.

Le plus drôle de l'histoire, c'est que le syndicat national des agents CGT, qui n'avait jusque-là pas voulu entendre parler de la grève de ses trois adhérentes du lycée Jean Jaurès, envoya mardi matin une lettre de soutien (moral bien sûr).

AUSTÉRITÉ A VINCENNES



Une faculté « moderne »... sans crédits suffisants. (Photo A.F.P.)

VINCENNES est, paraît-il, une Faculté pilote, permettant à tous les travailleurs qui le désirent de faire des études. Si elle connaît de nombreuses difficultés de fonctionnement, ce ne peut être d'après la presse, que le fait d'un quarteron de « gauchistes », « fils à papa », et autres empêcheurs d'enseigner en rond.

Pourtant, le fonctionnement de Vincennes risque de se trouver bloqué non par la faute desdits « gauchistes », mais par celle patente, de l'administration.

Et même l'UNEF-Renouveau, pourtant grand pourfendeur de gauchistes, est amenée à faire des éclats en Conseil de Gestion où elle siège. C'est que les faits sont plus têtus que les explications dont on les affuble.

Et ces faits parlent d'eux-mêmes.

D'abord, il y a à Vincennes, 400 « chargés de cours » qui assurent les deux tiers de l'enseignement. Ils ne sont régis par aucun statut. Ils ne correspondent donc pas à des postes budgétaires : pour l'administration, ils n'existent donc pas ! En conséquence de quoi la plupart n'ont pas encore été payés pour les heures de cours données au second semestre de l'an dernier ! Lorsque ces « chargés de cours » ont manifesté leur intention de ne plus assurer de cours tant qu'ils ne seront pas payés, le ministère aurait demandé « des précisions » sur le nombre d'heures effectuées par eux. Comme quoi, avant qu'ils ne revendiquent, le ministère ne se souciait, ni de les payer, ni de rassembler, par conséquent, les renseignements nécessaires !

Enfin, il apparaît que Guichard, prodigue en belles paroles, l'est beaucoup moins en crédits. Le Conseil de gestion de Vincennes, qui est tout de même en la matière plus compétent que Guichard, estimait que, pour mener à bien son enseignement, il lui fallait disposer de 100 000 heures d'enseignement complémentaire. Le ministre proposait 38 000. Le Conseil de gestion ayant refusé de travailler dans ces conditions — ce qui a d'ailleurs entraîné la démission du doyen Droz — Guichard a revu sa position, et proposé 63 000.

Ce qui, de toute façon, sera insuffisant pour entraîner un fonctionnement satisfaisant de la Faculté.

En fait, les seuls provocateurs de l'université, sont ceux qui empêchent non seulement le plus grand nombre (notamment les enfants de travailleurs) d'étudier, mais encore dispensent aux autres un enseignement au rabais.

Et ces provocateurs ce sont avant tout les tenants du régime.

CRÈCHE SAUVAGE AU CENTRE UNIVERSITAIRE CENSIER

Depuis longtemps, les étudiants du Centre universitaire Censier réclamaient la création d'une crèche permettant aux étudiants mariés de donner leurs enfants à garder, mais rien n'était venu. Aussi décidèrent-ils que le plus sûr moyen était encore d'en créer une, sans attendre les hypothétiques décisions, et les crédits encore plus hypothétiques, des autorités universitaires.

M. Cuq, Directeur du Centre Universitaire de Censier, a vu s'installer dans son bureau une crèche improvisée. L'administration avait auparavant, repoussé comme « délirantes et disproportionnées » les revendications des étudiants ; qui comprenaient notamment :

— Affectation de 3 salles et d'un local sanitaire à la garderie avant le 1er décembre.

— Engagement immédiat de deux équipes d'éducateurs masculins et féminins.

La « crèche sauvage » des bureaux de M. Cuq connut son petit succès. On vit même, à l'invitation des étudiants, des jeunes femmes du quartier, profiter de ses services. Mais l'administration, qui auparavant se souciait fort peu de ce que devenaient les enfants des étudiants pendant les cours se pencha soudain sur le problème et fit établir un rapport par la Protection Maternelle et Infantile de la ville de Paris. Ce rapport concluait à la nécessité d'une fermeture immédiate de la crèche, dont les conditions de fonctionnement ne permettaient pas « d'assurer la sécurité et la santé des enfants » ! En conséquence, l'administration, brusquement promue au rôle de protectrice des enfants, enjoignait à ceux-ci et à leurs parents de... vider les lieux, d'évacuer la crèche, sans quoi, d'après le conseil de gestion et la Sorbonne, il reviendrait à l'Assistance Publique de mettre fin aux activités de la « crèche sauvage » — toujours bien entendu dans l'intérêt des enfants !

Aux dernières nouvelles, les étudiants ont évacué les bureaux de M. Cuq, mais des travaux sont entrepris pour transformer deux salles de cours du centre et un sanitaire en en « halte-garderie ». Somme toute, l'administration est sensible au langage de « l'action directe ». On ne peut donc que souhaiter la multiplication des « crèches sauvages », puisque cela semble nécessaire pour convaincre les autorités de la nécessité de créer des crèches tout court.

Les enfants occupent le Censier... (Photo L.O.)

DE L'ENSEIGNEMENT

LE SCANDALE DE LA FORMATION DES INSTITUTEURS

Les instituteurs, à qui l'on refuse la qualification, seront-ils transformés en surveillants de garderie ? (Photo L.O.)

PEU de parents savent, quand ils envoient leurs enfants à l'école, qu'ils vont les confier à de jeunes maîtres qui sont dans leur majorité, au départ, dépourvus de toute formation professionnelle.

C'est un des scandales de l'Education nationale, le moins connu peut-être mais peut-être aussi le plus grave. Comme tous les autres, il est la conséquence des choix gouvernementaux, qui, depuis plus de quinze ans ont sacrifié le budget de l'Education nationale sur l'autel de la force de frappe et des subventions complaisantes aux industriels de tous ordres.

Le résultat de cette politique est catastrophique. On commence à s'en apercevoir, à tous les niveaux. C'est qu'en matière d'éducation, il faut des années pour « mesurer » les erreurs, le temps d'éduquer une génération de scolarisés.

Comment devient-on instituteur ?

Il existe dans chaque département des centres de formation nommés Ecoles Normales. Jusqu'en mai 1968, la formation professionnelle proprement dite y était d'un an après les deux années de préparation du baccalauréat. Mais depuis, cette formation se fait en deux ans. A la sortie de l'Ecole Normale, les jeunes sont nommés à un poste de titulaire. Malheureusement, un instituteur sur dix, au maximum, sort d'une telle école, dont les élèves sont recrutés par concours pour un nombre limité de places. Les autres, c'est-à-dire la grande masse du personnel enseignant, sont « formés » de toute autre façon. Comment cela ? Pour être instituteur, c'est bien simple. Il suffit d'être bachelier et d'en faire la demande auprès de l'Inspection académique. Si celle-ci est acceptée, le jeune bachelier, deux mois après sa sortie du lycée, est nommé « suppléant » et parachuté dans une classe dont il a l'entière responsabilité. A lui de se débrouiller pour apprendre à lire à des gosses de six ans, sans avoir jamais entendu parler des méthodes d'enseignement de cette discipline. A lui de leur apprendre à additionner 3 et 2, ce qui peut sembler simple, mais ce qui est en fait infiniment plus difficile que de faire un cours d'histoire à des lycéens de grandes classes qui ont déjà une structure intellectuelle d'adulte.

Et ce n'est pas tout. Comme le jeune bachelier instituteur n'a pas de « formation », comme il n'est encore que « suppléant », il ne fait que des « suppléances », c'est-à-dire des remplacements. Il remplace donc tel instituteur pour 8 jours dans telle classe, tel autre pour 6 jours dans telle autre, et, s'il n'y a momentanément personne à remplacer, il n'enseigne pas, mais n'est pas non plus payé. Après une année ou deux de telles suppléances, le jeune instituteur monte en grade : il devient « remplaçant ». La seule différence avec sa situation précédente est qu'il reçoit désormais un fixe mensuel (de l'ordre de 300 à 400 F) même si durant un certain laps de temps il n'effectue pas de remplacement. Ensuite, après 3 ou 4 ans, ou plus, il sera autorisé par son inspecteur à passer les épreuves du Certificat d'Aptitude Pédagogique et à y échouer une ou deux fois avant d'être nommé titulaire et d'avoir un avenir assuré.

Tel est le lot commun de neuf instituteurs sur dix. Tel est le scandale de la « formation » des instituteurs dont M. Guichard s'est bien gardé de parler. Remarquons au passage que le ministre actuel, qui se targue d'être novateur ne l'est guère : voilà 50 ans et plus que le gouvernement, en matière de « formation » des enseignants mise sur la « spontanéité », sur l' « auto-éducation », et l' « auto-recyclage » permanent.

Le scandale existe depuis des dizaines d'années. Il est accepté, admis par la plupart et même par le Syndicat National des instituteurs qui, mises à part les rituelles protestations de principe, s'intéresse bien plus à la « défense des Ecoles Normales » qu'à la formation de l'ensemble du corps enseignant.

Si un tel système était appliqué dans l'industrie, les victimes en seraient les machines, sur lesquelles les jeunes sans qualification se feraient la main, les pièces seraient « coulées » et les erreurs se verraient au contrôle. Mais, dans notre société, les machines et plus encore la fabrication sont respectées et il ne viendrait à l'idée d'aucun patron d'embaucher pour remplacer un professionnel absent un jeune sans qualification. Dans l'enseignement, par contre, cela ne choque personne. Les victimes ne sont pas des machines, mais du « matériel humain », des élèves sur le dos desquels les malheureux jeunes instituteurs sans qualification se... qualifient. Que cela entraîne quelques déchets, peu importe.

Pourquoi l'Etat, patron des instituteurs et responsable en chef de l'éducation de nos enfants s'en préoccuperait-il puisqu'il n'y a ni contrôle, ni rentabilité immédiate ? On vous le demande.

INSTITUTEURS NON PAYÉS :

UNE NOUVELLE FAÇON DE CONCEVOIR LA GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ?

DÉBUT novembre, plusieurs centaines d'enseignants du Cher n'avaient encore perçu aucun traitement, et le 20, 140 n'avaient toujours rien reçu.

La cause du retard? N'allez surtout pas croire que c'est une faute du ministère ! A tous les échelons de l'administration on vous dira que le coupable est un malheureux ordinateur surchargé de travail que l'on a installé à TOURS !

Néanmoins certaines personnes doivent être en bons termes avec l'ordinateur (et être au courant de ses caprices) car les enseignants de Bourges n'ont-ils pas reçu des feuilles imprimées venant des Banques locales leur proposant un prêt d'argent moyennant... un petit intérêt ! Comme quoi le malheur des uns fait le bonheur des autres !

Toujours est-il que le recteur Antoine « certifie » que le calcul des paies par machines électroniques, mis en place cette année, n'avait pu être effectué car les maîtres n'avaient pas donné assez tôt les renseignements concernant leur situation administrative, et de philosopher sur la privation de liberté causée par ces « machines à penser ». Comment expliquer, alors, que dès la rentrée, les professeurs d'éducation physique non titulaires avaient appris qu'ils ne seraient pas payés avant... le 15 janvier ?

Devant cet état de fait, le lundi 3, le personnel du C.E.S. Saint-Exupéry (Bourges) décide d'assurer seulement la surveillance des élèves. Dans la semaine, à la suite de contacts pris entre les délégués syndicaux de quelques établissements de Bourges et de la région, est prévue pour le vendredi suivant une réunion où il est décidé une grève de 24 h le lundi 10.

Mais les dirigeants syndicaux n'organisent pas le mouvement et certains établissements ne seront pas prévenus. Le S.N.I., par exemple, témoigne de sa sympathie pour le mouvement et appelle ses adhérents à manifester « leur solidarité concrètement (!) sans se laisser entraîner dans une escalade du désordre comme le voudraient certains individus exaltés ». Ainsi, le C.E.S. Saint-Exupéry — le sous-directeur ne participe pas aux réunions des grévistes bien qu'il soit secrétaire général de la F.E.N. — ayant décidé la grève illimitée, va se trouver isolé et reprendra le travail le vendredi 21.

Cependant, la F.E.N. va appeler à une manifestation le lundi 24 à Bourges. Tout de suite, on constate que l'atmosphère est assez chaude. En effet, de nombreux manifestants, n'ayant pas envie de faire la classique manifestation - promenade dans les rues désertes, demandent à défiler dans la rue principale.

Un peu plus de 200 personnes vont donc accompagner, en scandant le plus souvent : « Des crédits pour l'école, pas pour les flics », une délégation à l'inspection académique et à la préfecture alors que des tracts sont distribués aux passants. Tout le monde attendra la sortie de la délégation qui, par la bouche du secrétaire général de la F.E.N., annoncera que le préfet a promis de téléphoner, dès le lendemain matin (sic), au recteur pour lui faire part de la situation (resic). Devant les protestations qui s'élèveront aussitôt, il ajoutera que d'autres actions seront envisagées début décembre si la situation est inchangée.

Service national pour les jeunes filles, ou institutrices au rabais ?

Trois députés U.D.R. ont déposé un projet de loi sur le Service National pour les jeunes filles. Epargnez-vous les plaisanteries faciles sur la capacité qu'ont les filles à porter le fusil, lancer des grenades ou conduire des chars. Il ne s'agit pas du tout de cela. Ce service s'effectuerait « dans les garderies scolaires, écoles maternelles, colonies de vacances, classes de neige, ou auprès de personnes âgées ou inadaptées ».

Il ne s'agit pas de former des femmes-soldat mais de mettre au travail obligatoire des jeunes filles, pendant une période d'un an (celles qui le voudront pourront s'engager pendant trois ans). Elles resteraient obligatoirement dans la résidence de leur famille pour être hébergés chez elles. La rémunération ? C'est un problème qui n'a pas encore été abordé mais on peut valablement croire qu'à service égal les femmes recevront les 50 cts journaliers généreusement octroyés aux trouffions.

Une façon originale de régler le problème du manque de main-d'œuvre dans les écoles et les garderies, où l'on manque de personnel.

Les travailleurs en lutte

contrairement l'ensemble des travailleurs étaient

LORS de la grève de l'E.D.F. du mercredi 26 novembre, gouvernement et grande presse unanimes ont prétendu que « l'opinion publique » était dressée contre les électriciens en grève. Les directions syndicales elles-mêmes ! cédant à la pression gouvernementale, ont intertompu le mouvement en son milieu.

De quelle « opinion publique » s'agissait-il donc ? Pas celle constituée par les travailleurs en tout cas. Tous les témoignages que nous avons pu recueillir depuis cette journée du 26 novembre sont formels : dans les usines, sur les chantiers et dans bien des bureaux même, les travailleurs n'avaient aucune hostilité contre les grévistes de l'E.D.F.

Dans bien des secteurs même, les travailleurs auraient été prêts, semble-t-il, à se joindre à la lutte de leurs camarades de l'E.D.F. si les organisations syndicales avaient tracé une perspective dans ce sens.

Les témoignages que nous donnons ci-dessous concernent, eux, la première journée de grève de l'E.D.F., celle du 19 novembre. Ils sont cependant éloquents. La première réaction des travailleurs n'était en rien de se tourner contre les électriciens mais contre leur propre patron qui tentait de profiter de la situation pour faire retomber la carence de l'Etat envers ceux qu'il emploie...

De même que l'exemple que nous citons des électriciens de Toulouse montre la détermination des travailleurs de l'E.D.F.

Au départ donc, en tous cas, le mouvement revendicatif des électriciens et des gaziers avait toutes les chances de réussite de son côté : détermination et combativité des travailleurs de l'E.D.F.-G.D.F., soutien de la classe ouvrière. C'est d'autant plus accablant pour les directions syndicales, car c'est à elles qu'il faut imputer l'échec qui a suivi pour n'avoir pas su exploiter ces conditions, pour avoir désorienté les grévistes en menant une lutte au jour le jour, sans plan ni but définie et clairement exprimés, et pour avoir cédé à une propagande gouvernementale... qui n'était faite que de mensonges.

La grève des 18 et 19 novembre à l'E.D.F. (Toulouse)

LE mardi soir, les postes sont occupés, et l'électricité coupée. La grève est largement suivie. Mais les directeurs régionaux ont reçu comme instruction de faire appel aux forces de police en cas d'occupation par les grévistes des locaux techniques.

C'est ainsi que dans la matinée du mercredi, certains postes étaient investis par des policiers. Dans les autres, la direction commence par téléphoner aux délégués CGT pour qu'ils remettent le courant, sinon elle fait appel à la police.

Dans l'un des postes, cela donne la scène suivante : le délégué au téléphone se met un peu à pleurnicher et à discuter avec la direction, tandis que les travailleurs crient derrière : « Que la police vienne, et tout sera dans le cirage » (en effet, si l'électricité est coupée, il y a un service assuré de toute façon par les grévistes, c'est celui de la Croix-Rouge). Par dessus la tête du délégué, certains essaient de s'adresser au directeur : « Salaud, donne-nous ta paye ! » Le délégué raccroche. Au bout de quelque temps, par petits groupes, la police arrive. Mais elle ne s'attaque pas au poste. Il faut dire qu'à l'intérieur, les grévistes étaient tout à fait prêts à recevoir ces messieurs... malgré les exhortations des délégués C.G.T. leur montrant le petit chemin de terre, derrière le poste qui leur permettrait de s'enfuir à la campagne : « C'est la consigne de la Fédération, il faut évacuer tout de suite. »

Correspondant L.O.

■ *WESTINGHOUSE (Freinville - Sevran)*

A l'annonce de la grève de l'E.D.F., les délégués CGT, CFDT, FO montèrent voir la Direction et demandèrent que l'usine ne soit pas lock-outée. La Direction accepta et sortit une note de service sur laquelle elle expliquait qu'en cas de coupures, elle ne paierait que deux heures au taux minimum inter-garanti.

(Photo *L.O.*)

Comme d'habitude à 5 h 15, l'équipe du matin commença le travail et une première coupure de courant eut lieu de 6 h 10 à 8 h 20 et une seconde à 11 h 45.

Deux heures payées

Face à cela, la direction, par l'intermédiaire de sa maîtrise, demanda aux travailleurs de partir à 12 h 15 au lieu de 14 heures, avec, comme conséquence pour les travailleurs, une perte de salaire d'une heure 3/4. La direction, comme elle l'avait annoncé, acceptait de payer 2 heures de coupure mais pas les 3 h 3/4 perdues. Unanimement, tout le monde se donna le mot et les travailleurs de l'équipe du matin restèrent à leurs machines jusqu'à l'heure de sortie normale. L'équipe d'après-midi fut obligée de sortir à 16 heures.

Le jeudi, en signe de protestation contre le non-paiement d'une heure 3/4, la presque totalité de l'équipe du matin débrayait 1/2 heure.

Après avoir reçu les délégués, la direction acceptait de payer 2 h 15 au taux moyen de boni, alors qu'avant, il ne s'agissait que du taux inter-garanti.

Par contre, elle demandait que l'équipe du matin, qui est d'après-midi cette semaine, récupère 1/4 d'heure par jour, pour rattraper le temps perdu.

Evidemment, cette proposition de récupération fut accueillie par un refus systématique de tout le monde ou presque.

De toute façon, même si les travailleurs n'ont pas obtenu gain de cause sur tout ce qu'ils demandaient, ces trois jours auront été positifs car il régnait dans l'usine une ambiance de discussions qui changeait de l'ordinaire.

Correspondant L.O.

■ *THOMSON-BOLIVAR (Paris 19e)*

LE mercredi 19 novembre, à 6 h 30, au moment de la prise de l'équipe du matin et une demi-heure avant la prise de la normale, l'électricité fut coupée.

Aussitôt dans les ateliers, les travailleurs se groupèrent pour discuter ce qui d'habitude est impossible à cause du bruit et des chefs.

Lorsque un délégué CFDT arriva, tout le monde vint aux informations. Mais celui-ci resta évasif et nous dit qu'il avait simplement demandé la veille au patron le paiement d'une demi-journée de travail.

Une atmosphère chargée... d'électricité

En attendant la réponse de la Direction, nous discutions de l'action à mener en cas de refus. Nous étions tous d'accord pour rester dans l'usine, tant que nous n'aurions pas obtenu satisfaction. Malgré les coupures de courant, l'atmosphère était chargée... d'électricité ! Il y avait même un atelier de femmes où l'on parlait d'occupation malgré le chef réputé autoritaire.

A 9 h 30, le délégué revenait nous annoncer que la Direction « consciente de nos problèmes » nous paierait jusqu'à 9 h 24.

Devant le délégué C.F.D.T. qui refusait toute responsabilité — la C.G.T. étant totalement absente — un jeune ouvrier proposa de se rendre chez le patron pour lui réclamer notre dû.

Malheureusement, entre-temps, un certain nombre d'ouvriers, voyant que le délégué ne proposait rien, étaient partis dès l'annonce de la décision de la Direction.

Trois heures payées

Mais une partie du personnel resta, et en particulier un groupe d'ouvriers combatifs. Pendant ce temps, le délégué C.F.D.T. nous amenait le sous-directeur qui nous déclara que ce n'était pas de sa faute s'il y avait la grève de l'E.D.F. et qu'il allait nous donner la réponse dans quelques minutes. Une demi-heure après, le directeur en personne venait nous faire part de ses difficultés et nous dire qu'il maintenait sa décision.

Durant ces entrevues, le délégué C.F.D.T. resta muet, et les ouvriers étaient peu satisfaits de son attitude.

Et même si nous n'avons obtenu que trois heures payées, cette action aura permis aux ouvriers de montrer qu'ils pouvaient s'occuper eux-mêmes de leurs affaires. Elle aura aussi contribué à ce que nous nous connaissions mieux entre nous.

(Correspondant L.O.)

Thomson-Bolivar. (Photo *L.O.*)

aux mensonges du gouvernement solidaires des grévistes de l'EDF-GDF

■ *NORD-AVIATION (Bourges)*

GRÈVE ILLIMITÉE

LE mercredi 19 novembre, suite à la grève de l'E.D.F., la Direction du Nord-Aviation (près de 3.000 ouvriers) lock-outait. Le lendemain matin, 90 % du personnel se mettait en grève.

Rien ne laissait supposer un tel mouvement. Depuis la rentrée, malgré quelques timides essais des syndicats, malgré les inquiétudes résultant de la fusion Nord-Sud-Sereb, « ça ne voulait pas bouger ».

Et il a suffi d'un lock-out routinier, répété à l'occasion de chaque grève de l'E.D.F., pour que la grève éclate comme un coup de pistolet dans un ciel serein.

Que s'est-il passé ?

Mardi après-midi, la direction annonçait par voie d'affiche que les portes seraient fermées le lendemain. La journée était récupérable. Aussitôt, il y eut de nombreuses protestations. On se moquait de nous, une fois de plus. « Puisque c'était comme ça, on viendrait quand même le lendemain et, portes fermées ou pas, chacun serait à son poste. »

Environ deux heures plus tard, à l'initiative de F.O., un tract signé F.O. et C.G.T. (la C.F.D.T. n'avait pas été consultée) appelait à un meeting de protestation le lendemain matin, devant les grilles. La C.F.D.T. donna son accord.

Le meeting

Mercredi matin, malgré la défection des cars, nous étions entre 600 et 800 devant les grilles. De nombreux camarades étaient venus en voiture des villages voisins.

Trois délégués prirent la parole, dénoncèrent le lock-out et réclamèrent la journée payée et non récupérable.

La colère montait. Des jeunes, qui voulaient occuper l'usine, empoignèrent les grilles. Elles n'auraient pas résisté longtemps si un délégué C.G.T. n'était venu à leur secours, disant que « ce n'était pas la peine de se salir les mains » et qu'il était préférable de se disperser, car la direction avait appelé les C.R.S.

Bien que, depuis, tout le monde s'accorde à croire que les C.R.S. étaient effectivement là, personne ne les a vus. Il semble bien que la C.G.T. ait choisi cet excellent prétexte pour empêcher l'occupation de l'usine. Son attitude tout au long de la grève tend à le confirmer.

Ne voulant pas rentrer chez eux sans avoir rien fait, certains proposèrent une manifestation devant la maison du directeur non loin de là. Mais là encore, le secrétaire C.G.T. s'interposa, à cause des inconvénients pour l'innocente famille du directeur !

La grève

Jeudi matin, les esprits étaient échauffés. D'autant plus qu'un certain nombre de nouvelles avaient eu le temps de percer. Il s'avérait par exemple que seule de la société, l'usine Nord-Aviation de Bourges avait fermé ses portes ; et cela paraissait d'autant plus injustifiable qu'à Bourges, elle était la seule à procéder de la sorte.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que l'annexe Nord-Aviation du Subdray, à quelques kilomètres de là, avait signifié au personnel venant de Bourges que l'usine était fermée, alors que l'essentiel du personnel, en provenance de l'usine de Châtillon, continuait à travailler ! On ne pouvait se moquer de nous avec plus d'arrogance.

A 10 heures 30, les syndicats nous demandèrent de nous rassembler afin de soutenir une délégation. Pratiquement tout le personnel suivit, à l'exception des cadres.

La délégation présenta les revendications suivantes : paiement de la journée lockoutée, sans récupération, et le réajustement des salaires sur ceux de la région parisienne. La direction proposa... 1 % d'augmentation. Un tollé général accueillit cette proposition. Nous étions bien décidés à rester tous dans le bâtiment jusqu'à ce que l'on obtienne satisfaction.

De nombreux jeunes commençaient à manifester leur intention d'aller « faire sa fête » au directeur, et de l'enfermer dans son bureau. Par souci d'« unité » avec FO et la CGC (qui avaient suivi le mouvement), CFDT et CGT s'y opposèrent.

La grève était partie. Ouvriers, employés, chefs d'équipe, techniciens, tout le monde se retrouvait au coude à coude dans le même bâtiment, et les discussions allaient bon train. Le moral était excellent, et nous étions bien décidés à tenir une semaine s'il le fallait.

Rien n'est résolu

Jeudi après-midi, une partie du personnel, des jeunes pour la plupart, voulait occuper l'usine et former un piquet de grève. Mais certains syndiqués FO commençant à crier « à l'anarchie », ce fut une excellente occasion pour en rester là.

Vendredi, la grève continua, sous la même forme que la veille. Une délégation syndicale, après s'être escrimée au téléphone avec la direction générale, obtint une entrevue pour le soir même. Le paiement des heures de grève était ajouté aux revendications précédentes.

Mais l'entrevue du vendredi ne donna aucun résultat, la direction générale se contentant de faire lanterner la délégation jusqu'au lundi matin... où elle ne « lâcha » que 1 % supplémentaire.

L'après-midi, quand cette nouvelle fut connue, l'exaspération gagna tout le monde. Les quelques « jaunes » qui continuaient à travailler n'en menaient pas large. Plusieurs ouvriers s'étaient même emparés de maillets...

C'est alors qu'il fut décidé de se rendre en car le lendemain à Paris, afin de soutenir une nouvelle délégation et prendre contact avec les camarades de Châtillon. Mardi matin, 4 cars, soit environ 150 personnes, sont partis pour Paris.

Il semble bien que la CGT, qui jusque-là avait freiné systématiquement toute action « aventuriste », en ait été réduite à cautionner celle-ci afin de ne pas courir le risque de se laisser déborder.

Correspondant L.O.

■ *NORD-AVIATION (Chatillon-sous-Bagneux)*

Pendant ce temps, débrayages catégoriels dans une autre usine du groupe

HORMIS les menaces qui pèsent sur l'ensemble de l'aéronautique, les raisons de mécontentement ne manquent pas à Nord-Aviation. Mais là comme partout les syndicats laissent se morceller les mouvements.

Pendant le mois de novembre les ajusteurs-tourneurs P 1 et P 2, les agents techniques, les dessinateurs, les standardistes ont débrayé. Les P 1 et P 2 parce qu'on leur fait faire un travail de P 3 en les laissant moisir dans leurs catégories ; les A.T., pour que la direction augmente les frais de déplacements, accélère les promotions et réévalue le coefficient des calculateurs et des programmeurs ; les dessinateurs pour des problèmes de promotion et pour la parité des salaires avec Sud-Aviation (supérieurs de 5 à 6 %); et les standardistes pour une simplification de leur cycle de travail entre autres.

Mais, limités dans le temps, morcelés par catégories, les débrayages n'apportent rien, sinon une certaine démoralisation ; alors que si les syndicats unifiaient la lutte en présentant des revendications communes et en proposant une action concertée, le moral des travailleurs s'en ressentirait... en même temps que l'action risquerait de devenir efficace.

Correspondant L.O.

La direction brise la grève des standardistes en utilisant des intérimaires

AU cours du mois de novembre, 12 standardistes se sont mises en grève pour des revendications nombreuses, y compris celle d'avoir la permission d'aller au WC.

Elles travaillent sur un cycle de 3 jours : un jour le matin, un l'après-midi et un jour entier.

Elles réclamaient un rythme de deux jours (matin - après-midi) afin d'alléger leur travail.

Mais la direction prétexte que pour organiser ce travail en brigade, il faudrait embaucher deux nouvelles standardistes ; elle accepterait à la rigueur, mais à condition que les travailleuses consentent à une diminution de leur salaire !

La direction n'a pas hésité ; dès le début de la grève au standard, elle a embauché des intérimaires : 5, le premier jour ...et 14 le second, payées au prix fort, alors même qu'elle refusait d'embaucher deux standardistes ! Et bien sûr, elle a refusé toute discussion.

Face à cela, les syndicats se sont contentés de discours oiseux sur le droit de grève et sur les intérimaires se refusant dans les faits à appuyer le mouvement des standardistes. Depuis, les standardistes ont repris le travail alors qu'avec l'appui de tout le personnel, elles auraient pu empêcher que leur grève soit « brisée ».

Correspondant L.O.

Les travailleurs en lutte

Photo L.O.

DESFOSSÉS
(Issy-les-Moulineaux)

la direction a reculé

A l'imprimerie Desfossés à Issy-les-Moulineaux, les travailleurs ont débrayé une heure pour éviter le licenciement d'un des leurs.

Vendredi 21 novembre, l'ouvrier en question, qui travaille aux machines taille-douce, alla toucher son acompte dans le bureau du chef de service des auxiliaires. Ce bureau est contigu à celui du chef de la sécurité, fonction qui, traduite en langage clair, signifie « flic patenté de la Direction », bien connu dans l'entreprise sous le pseudonyme de « Moustache ».

Une fois son acompte perçu, ce camarade s'attarda quelque peu devant le bureau de « Moustache » pour discuter avec un copain. Cela n'eut pas le don de plaire au dit « Moustache » qui lui signifia de regagner son atelier illico presto, n'ayant rien à faire sur le quai. Tout cela fut dit sur le ton du parfait adjudant de quartier, le chef de la sécurité étant bien connu pour son esprit « caserne » et sa morgue vis-à-vis des travailleurs. L'ouvrier interpellé répondit en employant un vocabulaire plutôt « imagé », mais qui eut le grand avantage de bien signifier tout le dédain que l'on peut éprouver pour un tel individu.

En serviteur zélé des patrons « Moustache » dénonça ce camarade au chef du personnel qui prononça son licenciement sur le champ.

Aussitôt qu'il fut au courant de l'affaire le délégué des machines taille-douce appela à débrayer les ouvriers de son équipe, et peu de temps après c'est l'usine toute entière qui débraya à l'appel des délégués.

La direction, à la suite de ce débrayage surprise, revint sur la sanction initiale tout en maintenant 8 jours de mise à pied.

Les militants les plus combatifs de la C.G.T. refusaient de reprendre le travail tant que la sanction ne serait pas entièrement levée, et ce sont eux qui s'accrochèrent le plus durement avec les délégués qui avaient accepté de faire reprendre le travail malgré les 8 jours de mise à pied.

Quoi qu'il en soit, grâce à l'action des travailleurs, la direction de Desfossés fut contrainte de reculer devant sa tentative de faire perdre sa place à un ouvrier pour la simple raison qu'il avait perdu 5 minutes à discuter avec un de ses copains.

Correspondant L.O.

AU TRI MONTPARNASSE
(Paris)

brimades antisyndicales

RECEMMENT un chef a chronométré un délégué syndical pour vérifier son rendement. Remarquons que tous les procédés sont bons pour brimer quelqu'un qui ne plaît guère.

Depuis ce délégué s'est vu interdire d'assister aux réunions syndicales pendant le travail.

Il est anormal qu'un délégué ne bénéficie pas d'heures sur son temps de travail pour effectuer un véritable travail syndical. Et ainsi un chef peut, selon son humeur, ou les directives qu'il a reçues, interdire au délégué d'assister à des réunions. Contre cela, il n'est aucune défense légale.

C'est un véritable statut de délégué du personnel que doivent obtenir les délégués syndicaux. Ainsi seulement, ils bénéficieront d'avantages qui les mettront à l'abri de l'arbitraire de certains chefs.

(Extrait du bulletin *Lutte ouvrière* du Tri Montparnasse Paris).

THOMSON - C.S.F.
(Issy-les-Moulineaux)

après un mois de grèves par secteurs la direction ne veut rien céder

DEPUIS le 24 octobre, le mécontentement se manifestait dans de nombreux secteurs de l'usine, chez les agents techniques, à l'usinage général, chez les dessinateurs, à la fabrication DEM, chez les bobineuses, les monteuses et les mécaniciens. Des débrayages se succédaient chaque jour touchant l'un de ces secteurs qui mettait en avant ses revendications.

La Direction attaque

Le vendredi 14 novembre, la Direction donne un avertissement à tous les travailleurs de la mécanique pour avoir incité, la veille, leurs camarades de l'usinage général à la grève, leur signifiant que leur demande d'augmentation constituait une provocation !

A midi, un tract des ingénieurs et cadres était distribué à la cantine, exprimant *« l'inquiétude et la désapprobation des ingénieurs et cadres devant les mouvements des travailleurs »*, faisant l'apologie du profit, et appelant les travailleurs à *« s'opposer à une minorité volontairement inconsciente, aux revendications démagogiques »*.

Il va sans dire que cette diffusion se heurta à la réprobation de l'ensemble des travailleurs.

Répondant au désir d'un grand nombre de travailleurs, la CGT appela alors toute l'usine à débrayer pour l'après-midi. Mais ce mouvement resta pourtant confus, sans consignes précises. Certains travailleurs reprirent le travail, d'autres rentrèrent finalement chez eux à la demande de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Une semaine de mouvements peu décidés

Le lundi et le mardi, la Direction reçut les délégations des secteurs en lutte, mais ce fut pour donner des réponses négatives. Elle durcit même son attitude, menaçant de sanctions les délégués venus discuter dans l'atelier du bobinage DEM, alors qu'ils n'avaient plus d'heures de délégation à prendre. Depuis, elle les fait suivre par un huissier dans tous leurs déplacements !

Le mercredi en fin de matinée, la Direction fait prévenir les dessinateurs en grève qu'elle décidait de recourir à la sous-traitance de leur travail par des maisons de location.

Devant cette atteinte au droit de grève, les délégués réunis avec les dessinateurs et les agents techniques, décidèrent d'appeler toute l'usine à débrayer le jeudi à 14 heures.

Dans la matinée du jeudi, les délégués passèrent expliquer dans chaque secteur les raisons de la grève. A 14 heures, cinq cents travailleurs environ, étaient au rendez-vous. Mais il faut croire que les syndicats craignaient de nous voir rester dans l'usine car ils nous avaient appelés à nous rassembler à l'extérieur. Ce qui permit à la Direction de nous « boucler » dehors, alors que la grande majorité d'entre nous avait voté pour rester dans l'usine.

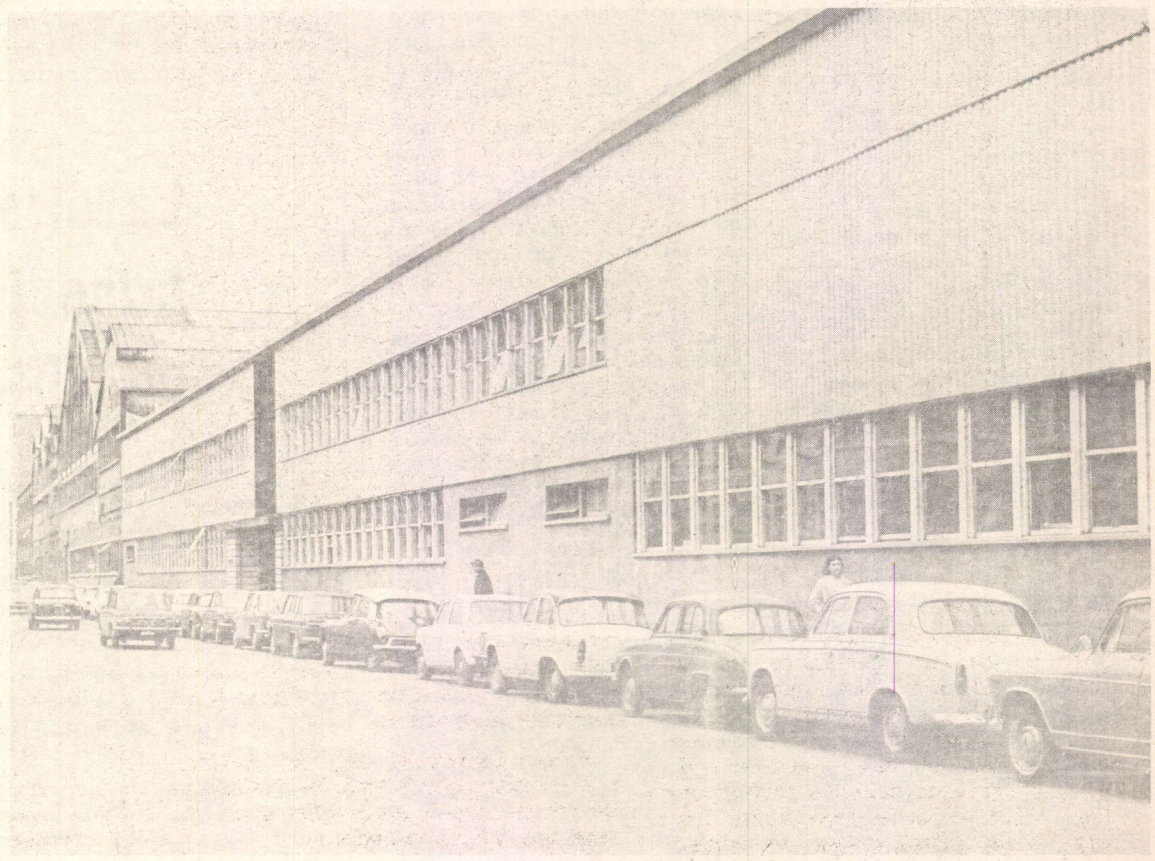
Nous avons donc seulement manifesté dans la rue Guynemer, jusqu'à la SEV-Marchal pour informer les travailleurs de cette entreprise. Mais les syndicats n'avaient pas mis en avant des revendications capables d'unifier toutes les luttes de l'usine et susceptibles de faire débrayer la majorité du personnel.

Aussi, le lundi 24 novembre, face au refus de la Direction de ne céder sur aucun point, ce ne sont plus que deux cents travailleurs qui se réuniront à l'appel des syndicats C.G.T.-C.F.D.T. à l'intérieur de l'usine. l'usine.

Finalement, les délégués nous demandèrent de rentrer dans nos ateliers, car nous étions minoritaires et ne pouvions décider une grève.

Les mouvements vont peut-être se poursuivre dans certains secteurs, mais l'ensemble des travailleurs de la C.S.F., à Issy-les-Moulineaux, est plutôt découragé.

(Correspondant L.O.)



Thomson-C.S.F. (Issy-les-Moulineaux) (Photo L.O.)

Les travailleurs en lutte

L'usine occupée à la C.A.F.L. de Saint-Etienne

A Saint-Etienne, après Peugeot, en même temps que Manufrance, la CAFL du Marais était occupée. Le mouvement est parti du chantier « Blooming » (220 ouvriers qui font les trois postes).

Les revendications Et les résultats

Le vendredi 14 les ouvriers y tenaient une réunion d'information sur la réduction horaire de 5 centimes de la prime de chantier en octobre. La Direction lock-outait le chantier. Le lundi qui suivit, des réunions du même genre étaient tenues le matin dans les autres ateliers : aciéries (200 ouvriers), moulerie (100), train-finisseur (230), parachèvement (100), entretien (250), décochage (50). A midi, après vote à main levée, tous les chantiers de production de l'usine étaient occupés. Ils posaient leurs revendications devant la Direction :

— suppression du poste de nuit le samedi dans les 3 × 8 (sans perte de salaire), ce qui revient à une diminution de 2 h 40 par semaine ;

— paiement de la prime de panier à tous les postes ;

— octroi du 13e mois ;

— augmentation du salaire de base de 6 % ;

— retraite automatique à 60 ans dans le cadre du Fonds National de l'Emploi ;

— paiement d'une heure mensuellement pour l'information du personnel.

La grève avec occupation aura duré une semaine.

Les ouvriers ont obtenu :

— une augmentation de 10 % sur la prime spéciale de fin d'année (au lieu des 6 % prévus initialement), et une prime exceptionnelle de 60 F pour ceux ayant droit à la prime spéciale ;

— pour les trois postes, une réduction de l'horaire de 47 mm au lieu des 2 h 40 demandées.

Quant au reste des revendications, on n'en parle pas.

On est loin du compte. Les ouvriers mécontents et peu décidés à reprendre le travail ont eu la consolation d'entendre leurs délégués unanimes déclarer : certes, tout n'a pas été obtenu, mais encore fallait-il faire une grève pour voir satisfaites, même partiellement nos revendications. Maintenant la poursuite du conflit ne paraît pas indiquée, compte tenu de la conjoncture actuelle dans le département, des formes disparates prises par la lutte et de la position de la Direction qui voudrait isoler l'usine du Marais dont l'action ne serait sans doute plus soutenue par les Etablissements de Saint-Chamond et de Firminy ».

Qui a le plus voulu isoler la lutte des ouvriers du Marais ? Il y a 3 usines de la CAFL dans la région. Celle de Firminy, qui comprend 5 700 ouvriers, celle de Saint-Etienne (en lutte) 1 850 ; celle de Saint-Chamond : 3 400.

A Saint-Chamond, dès l'annonce du mouvement du marais, les ouvriers étaient sur le pied de guerre. Ils attendaient des ordres des syndicats. Cela faisait plus d'un mois qu'il y avait de l'effervescence dans l'usine, que les ouvriers s'étaient prononcés pour une grève illimitée et que les syndicats laissaient trainer les choses en longueur.

Les revendications y sont identiques à celles de Saint-Etienne. En particulier, pour ce qui est du travail du samedi soir, il y a déjà eu plusieurs débrayages à ce sujet par les équipes concernées.

Vendredi 21, une grève de solidarité était enfin organisée par les syndicats. Elle était suivie à 90 %.

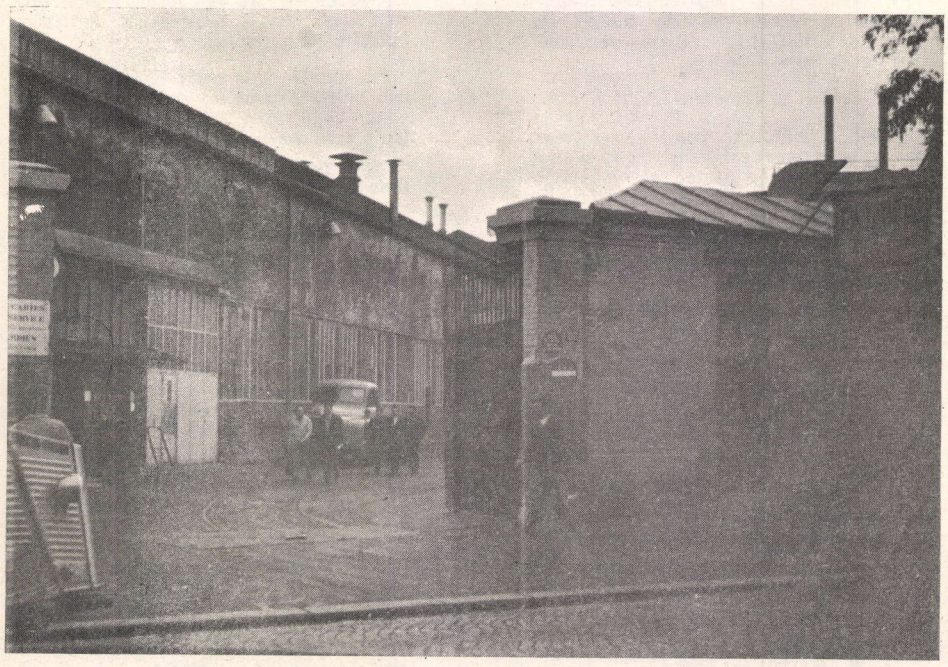
A Firminy, les syndicats ont aussi lancé une journée de solidarité. Pas pour la même journée, tout de même, mais pour la veille, le jeudi 20. Elle était suivie à 95 %. A la suite de ce mouvement la chaudronnerie inoxydable occupait à son tour les locaux et continuait seule la lutte.

Quant à la « conjoncture dans le département » dont ont parlé les syndicats, il est inutile d'insister sur le fait qu'en même temps avait lieu dans la ville une grève à Manufrance, avec occupation et une autre à Wageor (CEMSE) avec occupation également.

Correspondant L.O.

CITROEN (Javel)

Un peu grosse la ficelle !



(Photo L.O.)

LES outilleurs de St-Charles ont, à nouveau, débrayé pour répondre aux manœuvres de la direction. En effet, celle-ci avait accordé, à la suite du débrayage du 6 octobre, une augmentation de 6 centimes sur leur taux de base pour les O.S. et de 8 centimes pour les professionnels. Mais cette augmentation, inscrite sur le bulletin de paie, se soldait seulement par 1,50 F à 2,50 F de plus pour la quatorzaine.

La direction n'avait rien trouvé de mieux que de reprendre d'une main ce qu'elle donnait de l'autre. Elle avait tout simplement supprimé la prime journalière d'équipe et diminué la prime hebdomadaire.

Bercot espérait-il que les ouvriers n'y verraient rien ? Mais la ficelle est un peu grosse et les outilleurs ne s'y sont pas laissés prendre.

Extrait de *l'Internationale*, bulletin édité par des travailleurs de Citroën, Paris-15e.)

Le siège social d'Olivetti à Paris (Photo L.O.)

Grève à Olivetti - Paris

OLIVETTI emploie environ 1 300 personnes dans la région parisienne. A part Saint-Ouen (grosses réparations des machines à calculer et à écrire) et le siège social, il y a de nombreux petits centres disséminés.

Le 21 novembre, la C.G.T. et la C.F.D.T. appelaient le personnel à un arrêt de travail, afin d'aller déposer un cahier de revendications au siège. Les principales revendications étaient : le respect des classifications, la revalorisation du point, l'application de la convention collective, une prime annuelle calculée sur le salaire moyen dans l'entreprise, l'augmentation de la prime de déplacement pour les vendeurs, et une indemnité repas pour tous, car une bonne partie du personnel doit se déplacer par ses propres moyens et manger à midi au restaurant.

500 travailleurs sont devant le siège à 10 h 30. Il y a aussi 5 cars de C.R.S., et un huissier devant la porte des services administratifs pour « préserver » les employés du contact des grévistes.

Cependant, 4 syndiqués (2 C.G.T., 2 C.F.D.T.) mandatés par leurs camarades, vont voir la direction qui réserve sa réponse jusqu'au 27. On décide alors la grève illimitée, et l'après-midi un comité de grève composé de syndiqués et de non-syndiqués est élu.

Le jour suivant, la direction envoie à tout le personnel une lettre où il est dit, entre autre :

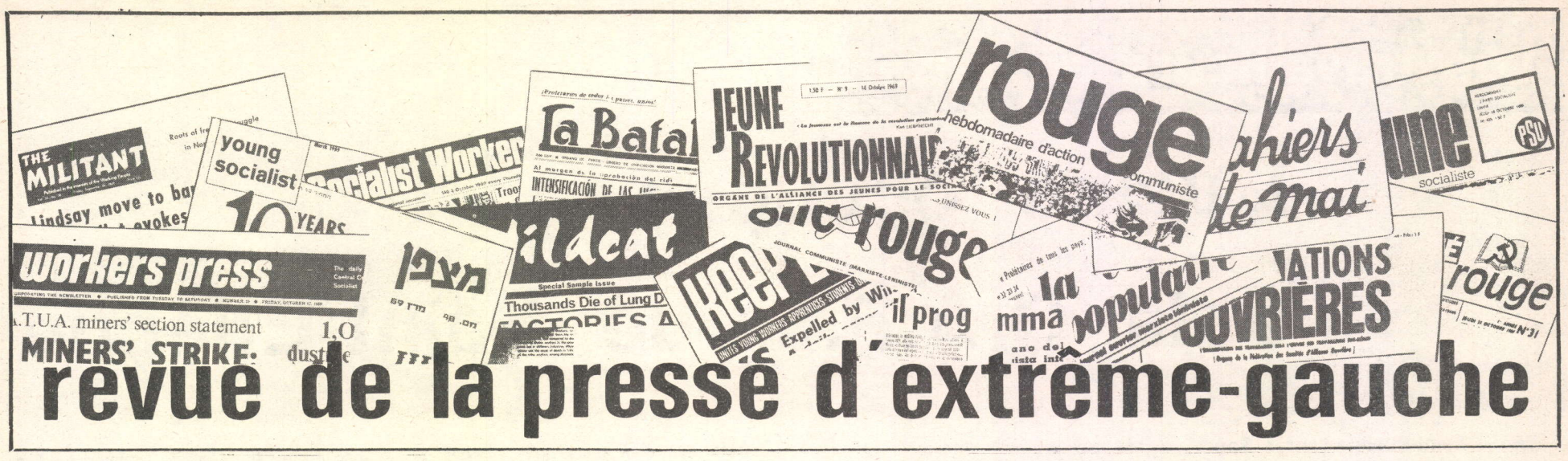
« Certains irresponsables, avec des agissements pour le moins légers, semblent ne pas prendre en considération les difficultés causées en Italie par la situation des grèves qui n'épargnent pas notre société mère, et, en France, par la situation consécutive à la dévaluation du franc et à l'encadrement du crédit. Ils tendent au contraire à ajouter à ces difficultés — que nous ne surmonterons que par l'union et les efforts de tous — en présentant des revendications dont le montant représente environ 35 millions de NF... ».

●

La grève s'est terminée le lundi 1er décembre, sans que les grévistes obtiennent satisfaction. De ce point de vue, c'est peut-être une défaite, mais ce qui compte, c'est qu'il y a maintenant quelque chose de changé.

En mai 1968, la maison n'avait pas fait grève, ce qui permit alors à la direction de remercier le personnel pour **« la fidélité qu'il lui avait témoignée pendant ces heures difficiles ».**

Chez Olivetti, les années se suivent mais ne se ressemblent pas.



revue de la presse d'extrême-gauche

ITALIE

POTERE OPERAIO

Offensiva operaia — Torino: Corso Traiano dentro Mirafiori

Hebdomadaire, titre dans son numéro 7 du 29 octobre, « Oui à la violence ouvrière », et déclare notamment :

« Il y a aujourd'hui, chez les ouvriers, la conscience que le rapport de forces peut et doit être renversé, que la logique des négociations peut et doit être mise en pièces, que le cercle vicieux du réformisme et de la répression peut et doit sauter. C'est pourquoi aujourd'hui la révolte ouvrière ne s'évanouit pas en simples explosions de rage, mais la violence de classe s'accompagne de la construction lucide de son organisation politique. »

« Potere Operaio » *précise ce qu'il entend par là dans un article intitulé « Le syndicat négocie, la nouvelle majorité se développe », il est dit :*

« Le problème qui se pose aujourd'hui à Milan est que la nouvelle phase de la lutte soit comprise comme le juste moment pour rompre toute hésitation à prendre des initiatives d'organisation, et à relancer le contenu politique et révolutionnaire des objectifs ouvriers. »

« Les formes de l'affrontement et les formes de la lutte ne sont pas le plus important, mais c'est la capacité de créer des terrains d'affrontement nouveau, la capacité de ne pas s'en laisser imposer par l'adversaire. »

« L'exaspération de la lutte peut seulement être organisée par l'autonomie ouvrière. A partir de maintenant, le syndicat n'en organisera que la répression. »

(...) « La formidable pression ouvrière sur les patrons et l'Etat permettent de jouer en faveur d'une organisation de masse de l'autonomie. »

Dans un article intitulé « Après Pise », « Potere Operaio » tire les leçons des événements du 27 octobre à Pise, dont la presse attribue la responsabilité aux militants du « Potere Operaio » :

(...) « Pendant que Pise est tenue en état de siège par les policiers, le ballet final est commencé. »

(...) « Ceux qui comptent (dans ce ballet) sont les communistes et le gouvernement avec leur jeu complémentaire réformisme-répression. »

(...) « A Restivo (ministre de l'Intérieur) fait pendant l'opération du Parti Communiste, dont la thèse fondamentale est d'accuser les patrons, le gouvernement, la police, les fascistes de « vouloir monter un climat de provocation pour tenter de transférer sur le plan de l'ordre public le conflit social en cours. »

« Ce qui intéresse le P.C.I., est d'arrêter le processus d'auto-organisation ouvrière qui est en cours dans les luttes actuelles, et se qualifier comme l'unique force capable de garder le contrôle et de contenir les luttes. Le P.C.I. et le syndicat se préparent à l'épreuve décisive : montrer qu'ils sont en mesure de « maintenir le calme », d'assurer trois ans de paix sociale, de garantir le respect de la trêve contractuelle. Pour cela, ils se préparent, en premier lieu, à réprimer dans les usines l'autonomie politique de la classe ouvrière. Car c'est là que se joue la partie. »

battaglia comunista

Numéro d'octobre 1969, porte en sous-titre « Organe du Parti Communiste International », un des groupes « bordiguistes » italiens.

Le journal titre son éditorial : « La fringale du pouvoir au centre des agitations contractuelles » et juge ainsi la situation politique créée en Italie par les luttes pour le renouvellement des contrats collectifs :

« Que les ouvriers se battent et se battent bien est un fait extrêmement positif, même si la stratégie syndicale de morcellement et d'étouffement finit par faire baisser le ton et les espoirs des uns (les ouvriers) et augmenter proportionnellement le ton et les espérances des autres (les patrons) ».

« Dans tout ce jeu des partis, une chose est sûre, c'est que le P.C.I. essaie par tous les moyens de tirer de la situation le plus de profit possible, peu lui importe aux dépens de qui ».

« Le plus de profit signifie faire avancer, à côté de la lutte ouvrière et en vertu d'elle, l'idée d'une direction politique de l'Etat dans laquelle le plus grand parti de l'opposition parlementaire pourrait finalement jouer son propre jeu, et être une force déterminante, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une nouvelle coalition gouvernementale ».

« (...) Il est donc vrai que la lutte pour le renouvellement des contrats, avec le cruel sacrifice économique que la lutte, finement articulée, comporte pour les travailleurs, est seulement un expédient, sciemment dirigé, un objectif secondaire dans la stratégie du P.C.I., à qui tient surtout à cœur la bataille politique (...) pour assurer (...) un déplacement de l'axe de la politique gouvernementale ».

GRANDE-BRETAGNE

Socialist Worker

« ...Les enseignants ne réclament pas seulement de plus hauts salaires (ce qu'ils méritent bien : après trois ans de formation, ils gagnent 13 livres sterling par semaine — moins de 140 F), mais aussi des classes moins nombreuses, davantage d'écoles, davantage de maîtres, et la suppression des restrictions gouvernementales dans le budget de l'Education. Pendant que la moitié des enfants de 5 à 11 ans s'entassent dans des classes de 36 élèves et plus, des milliers de maîtres se voient refuser un poste par les autorités locales parce que le gouvernement travailliste a réduit les crédits d'enseignement... »

A l'indication de la monnaie et à la référence au gouvernement travailliste près, on se croirait en France !

Comme quoi le gouvernement anglais est aussi peu capable de faire face à ses obligations que son homologue français...

FRANCE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Le N° 453 titre sur :

« Les travailleurs ne laisseront pas toucher au droit de grève ».

Et dans son éditorial, conclut :

Mais il n'y aura pas de succès automatiques de la lutte ouvrière. La mobilisation policière du 15 novembre a échoué comme manœuvre d'intimidation mais il ne faut pas oublier, parce qu'elle semble sans suite, l'avertissement qu'elle représente.

Ce qui arrête la répression, divise gouvernement et bourgeoisie sur un éventuel recours à la force, c'est la combativité des travailleurs.

Mais c'est un capital qui peut se dilapider si les conditions politiques de l'action unie ne sont pas imposées. Plus s'approfondit la crise politique et sociale, plus s'élèvent les enjeux, et plus nocives sont les conséquences du refus de l'unité et de son indispensable corollaire, la démocratie ouvrière, le contrôle organisé des travailleurs sur leur propre action.

En première page également, le point la campagne Speller et un appel à participer au meeting organisé le 3 décembre « pour l'ouverture immédiate du procès » de ses agresseurs, meeting auquel les camarades de I.O. donne les objectifs suivants :

Le meeting du 3 décembre doit être un éclatant succès, un témoignage de l'unité qui se réalise, une affirmation de la volonté du mouvement ouvrier de se défendre contre toutes les attaques.

Dans les jours qui viennent, chaque militant doit donner toutes ses forces à cette tâche prioritaire. Il y va du sort des libertés démocratiques, du sort du mouvement ouvrier de ce pays.

Dans ce numéro encore I.O. dénonce les agressions dont certains de ses militants furent victimes à Vénissieux de la part de « nervis staliniens ».

Un militant de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, notre camarade Jean-François LAPALUS, ancien président de l'amicale UNEF, de l'INSA, a été lâchement agressé samedi soir alors qu'il procédait, avec quatre autres militants, à la distribution d'un texte de l'Alliance Ouvrière et de l'AJS dans un immeuble du secteur 2e tranche nord de la ZUP de Vénissieux.

. . . . . .

La violence du coup qui lui fut porté est attestée par ses blessures : quatre dents brisées ou fêlées, fracture du nez. Notre camarade est actuellement sous surveillance médicale.

. . . . . .

Travailleurs, travailleuses, jeunes de la ZUP de Vénissieux vous exigerez qu'il soit mis fin à des méthodes héritées de l'abject stalinisme qui sont la honte du mouvement ouvrier (et qui se sont manifestées en bien d'autres circonstances dont naguère à Montrouge où l'un de nos militants fut grièvement blessé à coups de barre de fer par des « nervis » staliniens.)

Vous exigerez de savoir qui envoie les nervis contre les travailleurs et au nom de quelle politique.

Vous exigerez que soit châtié le nervi, agresseur de J.-F. LAPALUS et qu'il soit mis en dehors des rangs du mouvement ouvrier.

Vous imposerez le respect de la démocratie ouvrière dans la cité ouvrière de Venissieux.

Le 17 novembre 69.

L'HUMANITÉ rouge

Dans le numéro 36 une analyse du congrès de la C.G.T. dont nous extrayons les lignes suivantes :

LES BONZES VONT VERS LEUR FIN

C'est pour toutes ces raisons, que, malgré les manifestations d'enthousiasme de commande et les envolées oratoires, ce 37e congrès de la C.G.T. aura été celui de la faillite idéologique et de l'incertitude du lendemain.

Miné par ses contradictions internes, démenti par la lutte de chaque jour, l'appareil révisionniste de la C.G.T., impuissant à juguler les combats revendicatifs, s'avère maintenant incapable de les canaliser. Tout lui échappe, même ce qu'il croyait bien tenir en main.

Redoublons d'efforts, camarades, la forteresse révisionniste est bien lézardée. Demain, sur ses ruines, nous reconstruirons une grande centrale unique une C.G.T. fidèle à la ligne de Monmousseau et Sémard, une C.G.T. de lutte de classe, d'où les grands bonzes révisionnistes de tout poil, traîtres à la classe ouvrière, seront balayés à jamais.

tribune socialiste

(27 novembre)

Sous le titre « Une proie pour l'impérialisme américain », l'hebdomadaire du P.S.U. consacre un long article aux licenciements au Commissariat à l'Energie Atomique. On y lit notamment :

Que le C.E.A. ait grandi trop vite parce que, à partir de 1958, le général de Gaulle a voulu accélérer la force de frappe, c'est certain. Pendant des années les crédits ont été accordés sans réserve, les recrutements multipliés sans discernement et sans qu'une politique du personnel soit définie. Mais les responsables sont toujours au gouvernement tel M. Robert Galley qui embaucha sans discernement lorsqu'il dirigeait la construction de Pierrelatte (où l'on parle aujourd'hui de 500 licenciements).

. . . . . .

Mettre au point et exploiter les techniques françaises, cela comportait des risques ; il fallait se battre, prendre des responsabilités pour un profit aléatoire. Nos industriels ont préféré se vendre à Westinghouse qui décide de la politique électro-nucléaire de la France. En fonction de quoi 2.600 travailleurs seront licenciés. Et tous les travailleurs français seront, par politique nucléaire interposée, les victimes de l'impérialisme américain.

rouge

hebdomadaire d'action communiste

Dans l'éditorial intitulé « L'Etat fort bien faible » Rouge analyse le double aspect de la politique gouvernementale de la manière suivante :

Les différentes mesures de libéralisation prises récemment par le gouvernement et la multiplication des provocations policières sèment le trouble dans les esprits. OU VA LA FRANCE ? C'est la question simple que se posent tous les responsables de quelque chose. Les plus « politiques », eux, se demandent finement s'il n'y aurait pas quelques désaccords entre différents clans du gouvernement et particulièrement entre Chaban-Delmas, le propagandiste de la Société Nouvelle d'une part, et Marcellin-la-matraque d'autre part...

Il n'y a pas deux politiques opposées du régime. La préparation de la société nouvelle et la répression policière sont complémentaires. Et de la même façon il n'y a pas d'opposition entre Marcellin et Chaban. Ce que les ministres et la bourgeoisie ont appris depuis dix ans de gaullisme et d'Etat fort, c'est la nécessité précisément d'un Etat capable de frapper vite et efficacement les militants ouvriers ou les étudiants...

C'est une contradiction insurmontable pour le régime : il lui faut faire des sourires aux syndicats, être libéral mais en même temps il doit employer la matraque. Et cette contradiction, le fait que le régime ne sache pas la surmonter fournissent la preuve, s'il en fallait encore une, que le régime est usé, que l'Etat fort est faible...

Par ailleurs à la page 8, Rouge publie une lettre relatant les persécutions dont sont l'objet trois appelés en raison de leurs opinions politiques :

Voici des détails concernant l'affaire Devaux, Trouilleux, Hervé.

A la suite d'une fouille dans la caserne où ces camarades faisaient leur service (Régiment d'Infanterie de Chars de Marine, R.I.C.M. à Vannes), il a été trouvé dans les placards de Devaux et Trouilleux plusieurs exemplaires d'un journal, ronéotypé, « Crosses en l'air » (2 numéros) et d'un tract-pétition...

Devaux et Trouilleux, après une garde à vue de 10 jours, sont détenus à la Prison Départementale, Boulevard Jacques-Cartier à Rennes, sous l'inculpation d'« incitation de militaires à la désobéissance » (en tout, ça fait plus d'un mois d'emprisonnement déjà depuis le 20 octobre). Ils sont « au secret », n'ont aucun droit de visite (femmes et parents ont été « éconduits »). Ils sont défendus par Maître Daucé, du barreau de Rennes. Ils encourent des peines de 6 mois à deux ans de prison. Maître Daucé dit que la procédure sera longue avant qu'ils passent au Tribunal Militaire.

Leurs domiciles ont été perquisitionnés. La femme de Devaux enceinte de 4 mois subit interrogatoire sur interrogatoire. Grâce aux bons soins de la Sûreté Générale, qui a exercé des pressions sur son employeur, elle a perdu son poste de bibliothécaire. Membre de la Ligue Communiste à Nantes, on essaie de lui faire dire que son mari était lui aussi organisé à la L.C. ce qui permettrait de l'inculper d'atteinte à la Sûreté de l'Etat. On essaie également de lui faire dire qu'elle et son mari se droguent...

Un ami nantais de Devaux, membre également de la L.C., a été interrogé et son domicile perquisitionné.

Alain Hervé a été mis aux arrêts dans sa caserne, mais il est actuellement impossible de savoir où il est détenu ; on a refusé à sa mère tout renesignement.

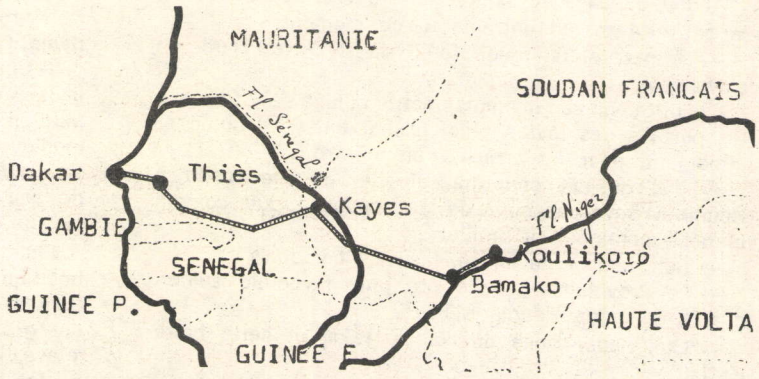
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

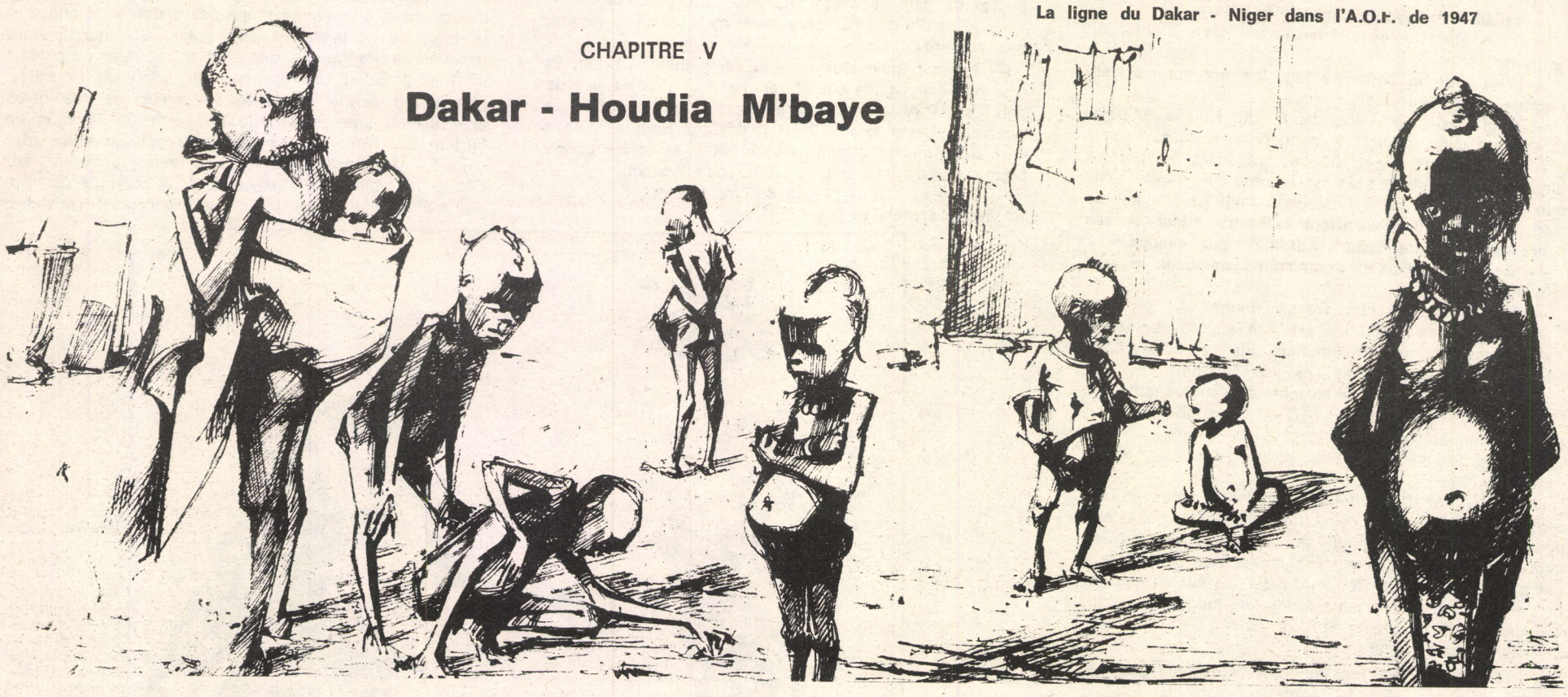
(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947



CHAPITRE V

Dakar - Houdia M'baye

Résumé des chapitres précédents. — Les cheminots africains du Dakar-Niger qui revendiquent le même statut que celui des travailleurs européens sont en grève illimitée. Les autorités coloniales ont fait couper l'eau et font pression sur les commerçants pour les empêcher de vendre des vivres à crédit aux familles des grévistes.

DERRIERE la palissade qui la clôturait, on apercevait une grande baraque peinte en ocre qui reposait sur une élévation de briques. C'était la concession de N'Diayène où habitait Ramatoulaye, la maison-mère de toute sa lignée. Le toit était de tuiles, prolongé par une véranda en zinc. La maison principale comportait trois pièces flanquées de deux soupentes. Il y avait encore deux paillotes dont le torchis croulant était maintenu par de vieux filets de pêche et cinq autres cabanes faites de planches et de papier goudronné. Devant la porte de la concession, un écran de lattes entrecroisées, le *m'bague gathié* (le protège-du-déshonneur) empêchait les passants de voir ce qui se passait dans la cour centrale. Enfin, derrière la maison, il y a avait la courette réservée aux femmes avec l'appentis qui servait de cuisine, ombragée par trois filaos et un papayer mâle stérile entre lesquels s'étendaient les cordes destinées au séchage du linge.

Dans l'une des chambres, Houdia M'Baye, la mère d'Anta, nouait son pagne tandis que sur le lit de fer, « Grève », son dernier-né, pédalait dans le vide des mains et des pieds. A part le lit qui servait aux enfants et que recouvrait une couverture faite d'autant de tissus que de couleurs, le mobilier était sommaire : deux malles de bois, des calebasses, une armoire. Au-dessus de la porte, suspendus à des clous, pendaient des ceintures, des bracelets, des cornes où restaient accrochés des touffes de poil, des papiers découpés, en forme d'arabesques, fétiches destinés à intercepter au passage le malheur et le mauvais œil.

Houdia M'Baye prit « Grève » dans ses bras et gagna la pièce centrale, le salon-salle à manger qui était en même temps la pièce de N'Deye Touti. On y retrouvait la coquetterie de la jeune fille. Aux murs, éclairés par les deux portes dont l'une donnait sur la grande cour et l'autre sur la courette, étaient accrochées des photos agrandies ; le lit était recouvert d'un tissu gai à larges rayures, la table était encombrée de livres.

Houdia M'Baye traversa la pièce, passa devant la tenture qui menait à la chambre de Ramatoulaye et s'installa sur la véranda. Ses grossesses successives l'avaient alourdie. N'avait-elle pas, à elle seule, mis au monde neuf Bouts-de-bois-de-Dieu ? Et maintenant, elle était veuve ; Badiane, son mari, avait été tué lors des toutes premières échauffourées de la grève. Ses autres femmes étaient rentrées dans leurs familles, mais elle qui pourtant aurait tant aimé retourner à son village, n'avait pu entreprendre le voyage à cause de l'imminence de l'accouchement. Ainsi était né « Badiane-le-petit » que Mame Sofi avait surnommé « Grève » et à qui ce surnom de circonstance était resté.

Une chatte à tête blanche vint se frotter en faisant le dos rond contre les jambes de Houdia M'Baye. Celle-ci la repoussa. La chatte s'étira et de ses yeux jaunes regarda nonchalamment la marmaille qui entrait dans la cour. Une fois de plus les enfants avaient échappé à la toilette, leur peau sèche était sillonnée de gerçures, leurs cils collaient aux paupières.A son tour, Houdia M'Baye regarda les enfants et plus spécialement son avant-dernier, N'Dole. Le petit garçon trottinait sur ses jambes torses ; son gros ventre tout luisant semblait le précéder. On avait l'impression que, sous peu, la peau de ce ventre allait éclater comme celle d'une vessie pleine.

— Tu a encore mangé de la terre ! dit Houdia M'Baye.

D'un doigt, N'Dole fourragea dans une narine, puis suça pensivement le doigt morveux, tout en se tenant à bonne distance de sa mère.

— Cesse de manger ça ! dit celle-ci.

— J'ai faim ! cria l'enfant d'une voix aiguë.

— Attendez Ramatoulaye, vous aurez tous à manger !... Et pourquoi ne vous êtes-vous pas lavé la figure ?

— Il n'y a pas d'eau, mère, dit Abdou, l'aîné, tout en attrapant la chatte par la queue.

— Laisse cet animal tranquille, Abdou, il va te griffer. Et Ramatoulaye n'aime pas qu'on fasse mal à sa chatte.

Abdou obéit et rejoignit ses frères et sœurs qui, un peu à l'écart, avaient formé un petit cercle. Le bébé dans les bras, Houdia M'Baye demeura pensive. Cette faim qui faisait grossir le ventre des enfants, maigrir leurs membres et voûtait leurs épaules, faisait revenir dans son esprit des images d'autrefois, des images des temps heureux. En huit années de vie commune, Badiane, son mari, ne l'avait déçue qu'une fois, une fois seulement en huit années, c'était bien peu. Pourtant, Badiane avait deux autres épouses et cependant la concorde avait toujours béni la maison. L'histoire remontait aux premiers temps de son mariage, quelque dix ou douze lunes après qu'elle fut entrée dans la famille de N'Diaye. Ce jour-là, c'était son tour de cuisine, et c'était aussi jour de paie. Toute la nuit, elle avait combiné la confection d'un plat bien relevé et lorsque, au maitn, elle revint du marché, les autres ménagères s'émerveillèrent de la quantité incroyable de condiments et d'épices de toutes sortes qu'elle rapportait, et la journée se passa à préparer et à faire cuire le succulent bassi. De temps en temps les voisines envoyaient par-dessus les palissades des bols ou des *m'batous* (1) en demandant à goûter la sauce, et les enfants se rassemblaient attendant avec impatience le moment où on leur livrerait le chaudron à racler. Enfin, le soir vint et avec lui le retour des hommes. Dès la porte franchie, leur odorat avait décelé un parfum inhabituel. Avec des cris et des rires, ils s'assemblèrent autour du grand récipient et du large bol où avait mijoté la sauce.

— Ceci, dit Deune, célèbre pour son appétit, ceci, femme, n'est pas digne du palais d'un mendiant. Ce soir, je me fais ton mendiant.

Les hommes silencieux comme si le bassi leur avait ravi la parole, plongèrent leurs mains dans le *n'dappe* (2).

et, ainsi récompensée, Houdia M'Baye suivait des yeux les doigts agiles qui confectionnaient des boulettes, bouchées après bouchées. Entre deux boulettes, les appréciations et les compliments fusaient vers la cuisinière ravie songeant en elle-même que ce soir-là elle serait l'épouse comblée. Soudain, on entendit la voix de Badiane :

— Femme, dit-il, c'est très bon. — Il rota et reprit, s'adressant cette fois à son voisin : — Mais, dis-moi, Deune, n'as-tu pas remarqué qu'il manquait quelque chose ?

Au comble de la déception et de l'humiliation, Houdia M'Baye n'avait pas attendu la discussion. Elle s'était enfuie dans sa chambre et pendant toute la nuit avait échaufaudé des plans pour retourner à Kaolak, son village. « Jamais plus, je n'essaierai de contenter un homme, jamais plus. » Houdia M'Baye avait mis longtemps à comprendre qu'il s'agissait là d'une taquinerie qui devait d'ailleurs devenir dans la famille une sorte de scie : « Oh, il manque quelque chose ! » Cette boutade appartenait maintenant aux temps heureux. Mais aujourd'hui elle prenait un ton sinistre. Le « quelque chose » qui manquait, c'était tout simplement le pain quotidien. Houdia M'Baye se souvint de la voix dure de Ramatoulaye lorsqu'elle lui avait dit le matin même : « Nous sommes bien misérables, car le malheur, ce n'est pas seulement d'avoir faim et soif, le malheur, c'est de savoir qu'il y a des gens qui veulent que tu meures de faim. »

A ce moment « Grève » se mit à vagir. Houdia M'Baye interrompit son voyage dans le passé et, par la manche de sa camisole, passa son sein — morceau de chair flasque et plat. Le bébé s'en saisit avidement de ses menottes crispées. Paupières closes, il tétait férocement, par brusques secousses, et cela faisait mal ; le sein était parcouru de picotement, de brûlures, comme si on y enfonçait des épingles. Houdia M'Baye changea de mamelle, sans plus de résultat. Son lait était tari, elle le savait bien. La pensée de la grève la rongeait comme un mal. Elle déplaça ses jambes ankylosées et regarda les enfants.

— Ne mangez plus de terre, cria-t-elle.

Seuls lui répondirent les regards des yeux creux dans les pauvres visages amaigris. La chaleur devenait intenable, la chatte s'était rendormie. « Grève » gémissait doucement. On entendit au loin le moteur d'un camion qui s'emballait dans le sable, puis, plus proches, les bêlements de Vendredi, le bélier d'El Hadji Mabigué, enfin, devant la palissade, le cri d'un porteur d'eau « *Kiô dieu n'da n'do ?* » « Qui veut m'acheter de l'eau ? »

— Abdou, dit Houdia M'Baye, appelle ce Toucouleur.

(Suite page 20)

(1) M'batous : écuelle.
(2) N'dappe : récipient commun.

FEUILLETON

Abdou s'élança et faillit renverser N'Deye Touti et la petite Anta qui entraient à ce moment.

— Mince alors, quel fou ! dit N'Deye Touti en s'avançant.

Elle prit dans ses mains les petits poings de « Grève », les porta à ses lèvres puis, faisant entendre un léger sifflement, pour lui arracher un sourire :

— J'ai du lait pour toi, dit-elle, et elle tendit à Houdia M'Baye une boîte de lait condensé, puis comme le bébé continuait à brailler :

— Bon, bon, je te laisse, mauvais caractère !

— La Providence a-t-elle été plus favorable aujourd'hui ? demanda Houdia M'Baye.

— Oui, nous avons du riz, du rakal et cette boîte de lait.

— Et Ramatoulaye revient-elle ?

— Yaye Ramatoulaye arrive avec Yaye Bineta, dit la petite Anta.

A la vue de la boîte de lait, les enfants s'étaient rapprochés de leur mère.

— Ceci est pour votre frère, dit Houdia M'Baye, mais vous aurez bientôt à manger, vous aussi.

A ce moment parut Abdou précédant le porteur d'eau. Le Toucouleur était un homme de grande taille que grandissait encore l'estagnon qu'il portait sur sa tête. Il était vêtu d'un tricot taché de sueur et ses pantalons bouffants étaient effrangés aux genoux.

— Combien vends-tu l'estagnon ? demanda Houdia M'Baye.

— Cinq pièces de cinq francs, femme.

— Cinq pièces ? Ah ! les prix ont encore augmenté.

— Femme, il faut maintenant aller jusqu'à Pikine pour chercher de l'eau, et c'est loin, Pikine.

— Cela fait deux fois en un mois que vous augmentez l'estagon ! Où allons-nous ? C'est trop cher. Donne-m'en seulement la moitié pour deux pièces.

— Mais je ne peux pas vendre l'eau au détail, femme.

Pendant cette discussion, les autres femmes étaient arrivées. Ramatoulaye essoufflée, fatiguée, posa son panier près d'un des pieux de la véranda, s'assit les jambes écartées et se mit à caresser son chat. Bineta entra dans sa cabane. Houda M'Baye les mit au courant de la situation pour l'eau. Après un long coup d'œil au vendeur d'eau, Mame Sofi lui dit :

— Suis-moi.

Le Toucouleur plia les genoux, s'accroupit presque pour franchir la véranda. A droite, dans la salle à manger-salon, se trouvait la grande jarre, le cul enfoncé dans une cuvette pleine de sable. Mme Sofi souleva le couvercle de raphia :

— Verse là.

Sans effort apparent, l'homme souleva le lourd estagnon, une nappe claire comme du cristal se déversa dans la jarre. Les enfants qui s'étaient rassemblés autour de la jarre ne quittaient pas des yeux cette eau fraîche qui coulait. La bouche ouverte d'où sortait un bout de langue, ils attendaient en se bousculant pour mieux voir.

— Doucement, doucement, vous allez boire !

Le marchand se redressa.

— Attends-moi une minute... non, pas ici, dehors, dit Mame Sofi, j'arrive. Et vous, les enfants, approchez.

A tour de rôle, Mme Sofi fit boire les enfants. Le vieux bol ébréché allait de la jarre aux jeunes bouches avides. Puis elle sortit sur la véranda et apporta de l'eau aux femmes stupéfaites. Quand tout le monde eut sa ration, elle se tourna vers le Toucouleur et, sans que son regard trahît la moindre intention de supercherie, elle lui demanda soudain :

— Tu crois en Dieu, toi ?

— Qui, moi ? demanda l'homme déconcerté par cette question inattendue.

— Toi, *kays* (3).

— *Ouaï*, je crois en Dieu, dit le Toucouleur complètement éberlué.

— *Al Hamdou lilah*, dit Mame Sofi, comme si elle éprouvait un profond soulagement, et elle ajouta :

— Je te dois cinq pièces de cinq francs.

— *Ouaï, Koni* (4). — Ce « ouïa » avait échappé à l'homme qui se mit à balbutier : — Mais, femme, je n'ai pas dit que je te faisais crédit de mon eau !

— C'est vrai, tu ne l'as pas dit,mais je te dois cette eau. J'habite ici, donc tu me trouveras. Et puis, si je ne te paye pas dans ce monde, je te paierai dans l'autre avant d'entrer au paradis.

Le marchand d'eau était complètement désemparé.

— Si c'est une plaisanterie, elle n'est pas de mon goût. Ne me fais pas perdre mon temps, femme, donne-moi mon argent et n'en parlons plus.

La peau du visage de Mame Sofi était naturellement grasse et luisante, mais, sous l'emprise de la colère, elle avait pris les teintes d'un jambon que l'on cuit à plein feu. Ramatoulaye, une main au menton, l'autre caressant distraitement le dos de la chatte, regardait la scène en se demandant comment tout cela allait finir. Elle n'approuvait certes pas la conduite de Mame Sofi, cependant, elle ne pouvait s'empêcher de penser qu'aujourd'hui au moins il y aurait à manger. N'Deye Touti, qui était allée se changer et avait passé sa blouse de travail, assistait à la bagarre, indifférente : cette histoire d'eau ne l'intéressait guère. Houdia M'Baye, elle, avait peur, ses regards ne quittaient pas la forte main du Toucouleur ; il lui semblait que d'un instant à l'autre cette main allait s'abattre sur le visage de Mame Sofi. Ses bras se serrèrent autour du bébé. Bineta, enfin, sortit de chez elle, une chique calée sous sa lèvre inférieure et vint se ranger aux côtés de sa rivale. Celle-ci continuait de se déchaîner :

— Sur la tombe de ma mère et celle de mes ancêtres, je jure que je te paierai. Mais pas aujourd'hui, je n'ai plus un sou. Et par la ceinture de mon père qui était le meilleur des hommes, cette eau ne sortira pas d'ici. Tu dis être croyant et tu laisserais ces enfants mourir de soif ? acheva-t-elle, avec un grand geste de bras vers la marmaille qui se tenait à distance respectueuse.

L'homme semblait mâchonner des mots comme un bouc qui rumine. Des tics nerveux plissaient son visage. Sentant son avantage, Mame Sofi avança d'un pas ; ses grosses mains plaquées sur ses fesses, son pagne relevé laissant voir ses genoux semblables à deux boules de pain de seigle mal cuit, elle poursuivit :

— Je te dis que tu seras payé, mais, je te le répète, pas aujourd'hui !

— Femme, paye-moi au lieu de m'insulter ! Oh, tu n'es pas comme les autres femmes,toi ! Il n'y a pas de paix en toi. Au moins, laisse-moi reprendre le reste de mon eau. Cette femme-là — il désigna Houdia M'Baye — a deux pièces de cinq francs. Qu'elle me les donne pour me dédommager de ce que vous avez bu.

— Ton eau ? Deux pièces de cinq francs ? Et ce soir tu viendras réclamer encore !

Mame Sofi avança encore d'un pas et fit claquer ses mains l'une contre l'autre juste devant le visage de l'homme qui recula.

— Je demande à Dieu, maugréa-t-il, que cette eau soit la dernière que vous buviez ! Puisse-t-elle empoisonner toute votre lignée jusqu'à cent générations et que vos descendants en deviennent lépreux, aveugles ou bancals !

— Bâtard, fils de chienne, enfant trouvé ! Si j'étais un toubab, je t'attellerais tous les matins ! répliquait Mame Sofi.

Les enfants et les autres femmes se ruèrent sur le marchand d'eau. Bineta agrippa le tricot qui se déchira du haut en bas. Mame Sofi qui en brûlait d'envie depuis un moment, lui appliqua une gifle retentissante tout en hurlant :

— Venez, venez tous, il y a un homme qui nous bat !

Aussitôt, voisins et voisines accoururent et le Toucouleur battit précipitamment en retraite, abandonna la place, laissant aux furies son tricot et son estagnon.

Puis la paix revint dans un N'Diayène en liesse. Il y avait de l'eau pour tous et le pot reprit son va-et-vient de la jarre aux lèvres avides.

N'Deye Touti, après avoir, sur l'ordre de Ramatoulaye, préparé le lait de « Grève », retroussa les manches de sa blouse dont elle n'avait pas mis les boutons supérieurs et posa sur sa tête un foulard à fond vert semé de grains de café noirs dont elle noua les deux extrémités sous son menton. Par-dessus la blouse, elle enfila un pagne et, considérant d'un œil rêveur ses espadrilles, les trouva trop larges pour ses pieds qu'elle avait longs et bien cambrés. N'Deye, comme on l'appelait, était jolie et savait qu'elle était la coqueluche des garçons des environs. Avant la grève, elle fréquentait l'école normale de jeunes filles, ce qui lui donnait une nette supériorité sur les garçons mais en même temps faisait d'elle l'écrivain public du quartier. En écrivant leurs lettres d'amour ou leurs requêtes, en remplissant leurs feuilles d'impôts, elle se sentait de plus en plus éloignée de tous ceux qui formaient son entourage. Elle vivait comme en marge d'eux ; ses lectures, les films qu'elle voyait, la maintenaient dans un univers où les siens n'avaient plus de place, de même qu'elle n'avait plus de place dans le leur. Elle traversait l'existence quotidienne comme en rêve, un rêve où se trouvait le Prince Charmant des livres. N'Deye ne savait pas exactement qui serait ce Prince Charmant, ni quelle serait la couleur de sa peau, mais elle savait qu'il viendrait un jour et qu'il lui apporterait l'amour. Les gens parmi lesquels elle vivait étaient polygames et N'Deye n'avait pas tardé à comprendre que ce genre d'union exclut l'amour, du moins l'amour tel qu'elle le concevait. Et cela lui avait permis de mesurer ce qu'elle appelait leur « absence de civilisation ». Dans les livres qu'elle avait lus, l'amour s'accompagnait de fêtes, de bals, de week-ends, de promenades en voiture, de somptueux cadeaux d'anniversaire, de vacances sur des yachts, de présentations de couturiers ; là était la vraie vie et non dans ce quartier pouilleux, où à chaque pas, on rencontrait un lépreux, un éclopé, un avorton. Lorsque N'Deye sortait d'un cinéma où elle avait vu des chalets faîtés de neige, des plages où se bronzaient des gens célèbres, des villes aux nuits éclaboussées de néon, et qu'elle rentrait dans son quartier, elle avait comme des nausées, la honte et la rage se partageaient son cœur. Un jour, s'étant trompée de programme, elle était entrée dans un cinéma où l'on projetait un film sur une tribu de Négrilles. Elle s'était sentie rabaissée au niveau de ces nains et avait eu une envie folle de sortir de la salle en hurlant : « Non, non ! ce ne sont pas de vrais Africains ! » Un autre jour alors qu'étaient apparues sur l'écran les ruines du Parthénon, deux hommes derrière elle s'étaient mis à parler à haute voix. N'Deye s'était dressée comme une furie et leur avait crié en français : « Taisez-vous donc, ignorants ! Si vous ne comprenez pas, sortez ! » En fait, N'Deye Touti connaissait mieux l'Europe que l'Afrique, ce qui, lorsqu'elle allait à l'école, lui avait valu plusieurs fois le prix de géographie. Mais elle n'avait jamais lu un livre d'un écrivain africain, elle était sûre d'avance qu'une telle lecture ne lui aurait rien apporté.

N'Deye, tout en s'approchant de la porte de la palissade, se souvenait du jour où, pour la première fois, elle avait senti s'opérer en elle ce qu'elle nommait son « évolution vers la civilisation ». C'était durant ses premières années d'école, à l'époque où elle tenait un journal intime, qu'elle avait déchiré depuis parce que dans le milieu où elle vivait « il ne se passait rien de sensationnel », à l'époque aussi où ses jeunes seins avaient commencé à pointer. Un jour, au cours de la leçon de couture, elle s'était confectionné un soutien-gorge. Tant qu'elle avait été au milieu de ses camarades de classe, elle avait fièrement arboré son œuvre, sans gêne et sans complexe, mais, rentrée chez elle pour les vacances, elle avait caché l'objet. Le soir, sous la couverture, elle mesurait du doigt la croissance de ses seins et se torturait à la pensée qu'un jour ils tomberaient comme ceux des autres femmes dont elle regardait à la dérobée les poitrines plates ballotter sous les pagnes. A cette idée, elle éprouvait un véritable malaise. Un soir, par négligence, elle rentra à la maison avec le soutien-gorge. Ce fut Mame Sofi à la langue pointue qui l'aperçut :

— Hé, venez voir, venez voir ! Il y a une vache pleine qui se promène tout habillée dans la maison sur deux pattes !

N'Deye Touti avait pleuré de honte malgré les consolations de Ramatoulaye, sa *petite mère* (5) qui lui avait ordonné de conserver le soutien-gorge puisqu'il lui plaisait. Mais depuis ce jour-là, elle s'était considérée comme enfermée dans un enclos.

Elle en était encore à ce souvenir, lorsqu'elle s'entendit appeler par une voix féminine. Elle se retourna et vit Arame qui se hâtait pour la rejoindre. Arame avait le même âge qu'elle, mais la maternité avait durci ses traits, et son mouchoir de tête pas plus que le reste de ses vêtements n'avaient plus rien qui puisse inspirer le désir à un homme ; un bébé à califourchon sur sa hanche l'entourait de ses bras maigriots.

(Suite page 21)

(3) Kaye : oui en ouolof.
(4) Interjection.
(5) Sœur de sa mère.

FEUILLETON

— Je suis venue à N'Diayène pour te voir. Houdia M'Baye m'a dit que tu allais en ville. Tiens, porte-moi ça, Anta, ajouta-t-elle en s'adressant à la fillette qui la suivait, puis, tout en cheminant aux côtés de N'Deye Touti, elle raconta son histoire :

— Il faut que tu répondes à une lettre que j'ai reçue. Mon mari dit m'avoir envoyé un mandat il y a un mois...

— Où est-il ?

— A *Madame Caspar* (6). Il a été nommé « sersent sef », et je dois le rejoindre avec les enfants.

— Et pourquoi n'y vas-tu pas ? demanda N'Deye Touti non sans une pointe d'envie dans la voix.

— Vaï, vaï, si tu crois que c'est simple ! Je suis allée au bureau de la garnison pour les papiers et ils m'ont dit que, devant la loi des toubabs, je ne suis pas mariée. Le mariage du « chemin de Dieu (7) » ne compte pas. C'est comme si je vivais en concubinage avec mon mari. Si tu m'avais vue ! J'étais toute trempée de honte devant les toubabs ! Il paraît que je dois aller à la mairie et au bureau de l'Etat-Major. On m'a donné des papiers à remplir. C'est pour ça que je voulais te voir. Je voudrais que tu lui écrives tout cela et aussi que les enfants n'ont rien à se mettre, qu'ils ne vont pas bien. Moi-même, je suis malade. Et n'oublie pas de lui dire qu'ici il y a cette grève, une terrible grève, que nous restons pendant trois jours avec le même repas dans le ventre et que...

— Attends un peu, Arame, je ne suis pas en train d'écrire la lettre ! Tout à l'heure, je viendrai chez toi.

— Non, non, c'est moi qui viendrai te voir. Un militaire m'a donné du papier et je n'ai pas de timbre à payer, heureusement. Mais si tu viens, mes beaux-parents voudront écrire la lettre, eux aussi, chaque fois que quelqu'un vient pour écrire une lettre, ils veulent s'en charger, et moi, ça ne me plaît pas !

N'Deye Touti commençait à s'ennuyer, les bavardages d'Arame l'agaçaient. Celle-ci continua :

— As-tu vu Beaugosse ? Il était chez toi. J'aimerais bien être à votre mariage. Oh, ce sera sûrement un grand mariage, dit-elle en roulant ses gros yeux globuleux. Il est très élégant, tu sais.

— D'où tiens-tu que nous allons nous marier ?

— Tout le monde sait qu'il te courtise. Et puis, il est bien, toujours propre, et il est riche.

— Tu radotes, ma vieille.

— Que dis-tu ?

— *Dara* (rien), répondit N'Deye Touti, cette fois en ouolof. Pour se marier, il faudrait que je sois consentante.

— Moi, à ta place, je l'épouserais. Tu sais lire et écrire, tu travailleras, lui aussi. Quel dommage que je ne sois pas allée à l'école. Dis, cette grève, quand finira-t-elle ? On ne parle pas de la reprise ? Tu connais ce type-là... ce Bambara ? J'ai son nom au bout de la langue. On dit que s'il voulait, il pourrait mettre fin à la grève. C'est vrai, ça ?

— Je ne le crois pas. Il s'appelle Bakayoko.

— On dit qu'il te fréquente aussi ? Moi, je n'aimerais pas me marier avec un homme d'un autre peuple — et Arame haussa les épaules. — Tiens ! regarde qui arrive là-bas ! Mais c'est Beaugosse ! Oh, il est magnifique ! Tu ne trouves pas, toi ?

— Tu veux que je le lui dise ?

Daouda dit Beaugosse avait revêtu un nouveau sabadord, un prince de galles tout neuf avec des carreaux à fils blancs, noirs et rouges larges comme la main. Il tenait son casque sous le bras.

— Salut, Beaugosse, dit Arame avec un sourire qui voulait dire « Tiens, voilà ta dulcinée », puis s'adressant à N'Deye Touti :

— Je garderai ta place à la fontaine.

Elle pressa le pas et les deux jeunes gens restèrent seuls. Machinalement, ils ralentirent leur allure. Dans le ciel, des nuages s'effilochaient en direction de l'océan, l'air était doux, le long du caniveau des gosses jouaient sans bruit.

N'Deye Touti et Daouda dépassèrent la borne-fontaine autour de laquelle étaient rassemblées des femmes de tous âges, les unes assises sur leurs récipients, les autres sur la maçonnerie, d'autres debout. Tout en échangeant quelques phrases anodines, les jeunes gens avaient hâté le pas. Ils arrivèrent ainsi au milieu de la clôture du champ de course, à l'endroit où se trouvait un petit pont en dalles de pierre. Le parapet semblait s'offrir. N'Deye Touti s'assit, Beaugosse resta debout.

— Il paraît que tu es passé à la maison ? dit la jeune fille.

— Oui. J'ai quitté la permanence depuis ce matin, la voix de Daouda était mal assurée, et il parlait avec sérieux, puis il se tut, les yeux fixés sur le revêtement délabré du parapet.

N'Deye Touti lissa ses genoux en rabattant son pagne.

— Quoi de neuf au bureau syndical ? demanda-t-elle pour dire quelque chose.

— Rien ! Cette grève, c'est de la foutaise ! Voilà deux mois que ça dure et on en est toujours à zéro. Ah, si j'avais su... Je l'avais bien dit à Alioune... Tiens, j'ai vu dans le journal qu'on cherchait des Africains sachant lire pour un poste de magasinier.

— Tu voudrais lâcher maintenant ? Que dirait Alioune ?

—Ils s'accrochent, mais je ne sais plus à quelle station on en a encore emprisonné plusieurs. Et puis, on crève de faim !

— Avez-vous des nouvelles de Doudou, à Thiès, et de Bakayoko ?

— Bakayoko, Bakayoko ! répéta durement Daouda, celui-là il commence à me taper sur les nerfs !

— Tu ne le connais pas, comment peut-il te taper sur les nerfs ? Hein ?

Ce « hein » moqueur acheva de faire perdre son calme au jeune homme.

— Tu ne m'as jamais dit ce qu'il y a entre toi et lui.

N'Deye Touti posa ses deux pieds à plat sur le parapet ; les bras autour des genoux, son foulard de tête noué maintenant lâchement autour du cou, elle regardait droit devant elle : l'avenue El-Hadji-Malic-Sy puis, plus loin, le ciel qui descendait en pente et semblait venir s'étayer sur les toits. Au-dessus d'elle des nuages s'étaient rassemblés en une sorte de long étang cendreux ; d'autres, petites îles poussées par le vent, dérivaient vers l'étang, ils étaient gris, bordés de pourpre. Sur la route, passèrent deux vaches que suivait un homme qui faisait des moulinets avec son bâton ; ce fut ensuite le tour de l'autocar et N'Deye Touti revint à la réalité :

— Qu'est-ce que tu disais ?

— Je te demandais ce qu'il y a entre toi et Bakayoko ?

La jeune fille sourit, une lueur claire passa dans ses yeux. Douada sentit la jalousie qui le mordait.

— Oh, tu sais, c'est difficile à expliquer. Toi, tu voudrais m'épouser, tu me l'as déjà dit. Lui, il ne m'a rien dit. Je ne peux guère te donner de détails, je sais seulement deux choses : je l'admire et je le crains. Est-ce que c'est l'amour ou une sorte de maladie, je n'en sais rien.

— Mais tu sais qu'il est déjà marié, et tu m'as dit souvent que tu avais horreur de la polygamie.

Sur la route, l'homme et ses vaches avaient disparu. Ils avaient été remplacés par un cycliste qui, son grand boubou blanc gonflé par le vent, pédalait avec ses talons. Quant aux nuages, ils s'étaient maintenant rassemblés en une vaste mer grisâtre qui semblait vouloir engloutir la ville.

— Je ne suis pas sûre de mes sentiments pour lui, dit N'Deye Touti, mais il y a une chose dont je suis sûre, c'est que je ne partagerai mon mari avec aucune autre femme !

Daouda faisait tourner son casque entre ses mains. Il s'était assis à son tour sur le parapet et la pointe des espadrilles de la jeune fille touchait ses cuisses.

— Je ne t'ai pas demandé en mariage, moi, poursuivit N'Deye Touti. Vous, les hommes, à peine vous connaissez une fille, c'est le mariage ! Peut-être que si tu avais couché avec moi, tu n'en voudrais plus du mariage !

— Tu as lu trop de livres, ce n'est pas bon.

N'Deye Touti éclata de rire et montra ses jeunes dents solides et blanches :

— Tu dis que je lis trop de livres ! Bakayoko, lui, dit que je n'en lis pas assez ou que je lis de mauvais livres !

— Je te parle sérieusement, et toi, toi... tu te paies ma tête !

— Non, je veux même que tu saches... que tu me plais.

— Moi, je t'aime. Je vais aller voir pour cette annonce et dans deux mois, nous nous marions. Tu as été renvoyée de l'école, donc...

— Doucement, doucement ! Tu me plais parce que tu es un beau gars. Mais attendons un peu.

— Attendre quoi ? Son retour ?

— Tu es stupide... mais il faut que je le revole.

— Pour savoir s'il veut t'épouser ?

— Lui aussi est contre la polygamie.

— Alors, il va quitter sa femme ?

— Tel que je le connais, ça m'étonnerait.

— Mais s'il ne veut pas quitter sa femme, s'il ne veut pas être polygame, ni toi non plus, alors ?... Vous êtes vraiment compliqués !

Beaugosse souffrait réellement ; l'angoisse d'être éconduit se mêlait à la jalousie. « Il y a quelque chose qu'elle ne veut pas me dire », pensa-t-il.

Quant à N'Deye Touti, elle était prise entre l'attirance qu'exerçait sur elle Bakayoko et le désir, malgré tout, de ne pas peiner Daouda.

— J'ai connu Bakayoko avant de te connaître, reprit-elle. C'était pendant les fêtes de Pâques, à Saint-Louis. J'y étais allée pour un mariage avec des copines de classe. Je ne sais pas qui l'avait invité, lui, mais il était là. C'est un type original et qui ne passe pas inaperçu ! Le soir, quand on se réunissait pour parler d'un tas de choses, lui défendait les travailleurs. Il abordait un tas de questions : le chômage, l'enseignement, la guerre en Indochine ; il parlait de la France, de l'Espagne ou de pays plus éloignés comme l'Amérique ou la Russie. Nous nous demandions tous d'où il sortait. C'est même ça que je lui ai dit la première fois que je lui ai parlé : « D'où sortez-vous ? » Et il m'a répondu : « Je suis sorti de la gare pour venir ici. » Un après-midi, deux jours après le mariage, nous avons décidé d'aller nous baigner tous ensemble, filles et garçons. On avait emporté des quartiers de viande rôtis. Au bout d'un moment, j'ai voulu être un peu seule et je me suis éloignée de la bande. Au milieu du chemin, je l'ai aperçu : couché sur le sable, il jouait avec des fourmis. Machinalement, j'effeuillais une marguerite. Il me regarda, d'un regard un peu insolent — du moins, c'est ce que je crus — et il me dit brutalement :

— Eh, la sœur, savez-vous qu'on n'effeuille pas la marguerite dans ce pays ?

— Que doivent faire les jeunes filles, alors, lui demandai-je ?

— Dire : « Je couche ou je ne couche pas. » C'est plus poétique, n'est-ce pas ?

Tout en me parlant, il était resté allongé sur le ventre sans même se tourner vers moi.

Quarante-huit heures plus tard, au moment du départ, il me dit :

— Il y a tant de belles choses chez nous, qu'il n'est pas nécessaire d'en introduire d'étrangères. Surtout que de là où viennent ces gestes, nous pouvons en apprendre bien d'autres, beaucoup plus fructueux pour notre pays.

Avais-je compris ce qu'il avait voulu dire, je ne crois pas, mais à l'école, chaque fois que je voyais une marguerite, une vraie fleur ou une image dans un livre, je pensais à lui. Puis les grandes vacances arrivèrent et il vint à la maison accompagné de Tiémoko, une grande brute que je n'aime pas. Ce n'était pas pour moi qu'il venait, mais pour voir Alioune. Mais il m'a reconnue et il a dit : « Tiens, voilà ma fille à la marguerite ! » et Tiémoko a ajouté : « C'est vrai qu'elle a des yeux pareils à deux lunes dans un même ciel. » Maintenant, quand il vient à Dakar, je le vois souvent... Je ne sais pas ce qui se passe, mais quand il est là, je ne peux pas ouvrir la bouche !

— C'est peut-être l'effet d'un gris-gris ?

— Non, Beaugosse, tu es sot ! Enfin, je suis sortie avec lui plusieurs fois, mais il m'a fallu du temps pour m'habituer à ses silences et aussi à ses paroles qui coupent comme des couteaux, mais j'ai beaucoup appris sur sa vie et il m'a même expliqué les circonstances de son mariage.

— Donc, il ne peut pas t'épouser, c'est ce que je disais... Pourquoi ris-tu ? Ça n'a rien de gai.

— Le rire n'est pas seulement une manifestation de gaieté. Tu n'as pas remarqué que, depuis que nous parlons, nous n'avons pas dit un seul mot en ouolof ?

— Et alors ?

Le rire de N'Deye se déchaîna.

— Il a une fille, Ad'jibid'ji, qui dit tout le temps « Alors » et la grand-mère, sa mère à lui, a horreur de ça. D'ailleurs lui-même n'aime pas qu'on parle tout le temps français. Ah, il n'est pas commode, tu sais...

— Dis-moi, N'Deye... — Daouda hésita — dis-moi...

— Quoi ?

— Tu as couché avec lui ?

— Tu veux savoir si je suis vierge ? Cette question a-t-elle de l'importance pour toi ?

Daouda regretta sa question. Gêné, il demeura un instant silencieux puis il se leva et, détournant son regard de celui de la jeune fille :

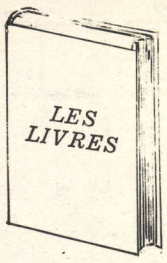
— Je m'en vais, dit-il, il faut que je prévienne Alioune que je quitte le D. N.

Et le jeune homme, le cœur serré, s'en alla à grandes enjambées. « Quel était donc ce Bakayoko, on aurait dit que son ombre était sur chaque chose, dans chaque maison ; dans les phrases des autres, on retrouvait ses phrases, dans leurs idées ses idées à lui, et son nom même se répétait partout comme un écho ? »

A suivre

(6) Madagascar.
(7) Mariage religieux.

Copyright Presses de la Cité.



La course aux prix

Ça revient comme les radis : chaque année, à l'époque des prix littéraires, le scandale éclate. L'an dernier, Aragon démissionnait du jury du Goncourt. Cette année, ce sont trois membres du jury du prix Renaudot qui ont manifesté leur mauvaise humeur de la même manière. Ils reprochent aux autres jurés d'avoir été un peu trop sensibles aux pressions de l'éditeur Grasset, et d'avoir plus tenu compte de considérations commerciales que de préoccupations littéraires.

Ce qui rend la protestation des trois démissionnaires encore plus convaincante, à leur corps défendant, c'est qu'ils sont tous les trois directeurs littéraires de trois grands éditeurs parisiens, concurrents de Grasset.

Et il est vrai que, quelle que soit la qualité de l'œuvre couronnée, les « prix » constituent une bonne opération commerciale pour les éditeurs dont les « poulains » sortent gagnants : à l'occasion d'un anniversaire, ou des fêtes de fin d'année, on offre facilement le « Goncourt », le « Fémina » ou « l'Interallié », et ce n'est sans doute pas tout à fait par hasard que les prix se décernent tous quelques semaines avant Noël.

Les écrivains se trouvent pris dans cet engrenage : s'ils veulent que leur livre se vende, que leur nom et leur œuvre soient connus, il faut qu'ils bénéficient de la « bienveillance » des jurés, et pratiquement, chaque juré défend telle ou telle écurie.

Eh oui, dans notre société, la littérature est elle aussi une marchandise, qui fait vivre éditeurs, directeurs littéraires, etc., et accessoirement quelques auteurs ! Dans tout cela, où se trouve donc cette fameuse « indépendance » des écrivains, tant vantée par les tenants de la société capitaliste ?

Histoire Sainte

esprit chrétien

En pleine brousse, au détour d'une piste, un missionnaire se trouve face à face avec un lion. Et pas n'importe quel lion : un fauve énorme, rugissant, écumant, bavant d'avance à la vue de ce moine appétissant.

Alors le bon père, ne voit d'autre salut possible que dans sa foi : il tombe à genoux, joint les mains et adresse au ciel une fervente prière : « Mon dieu, mon dieu, je vous en prie, donnez à ce lion des pensées chrétiennes. »

Et comme il était assez bien vu du seigneur, celui-ci entend sa prière, et le miracle a lieu. Le lion cesse de rugir, il n'écume plus, il arrête de baver, il tombe à genoux à son tour, joint les pattes, et prie :

« Mon dieu, mon dieu, bénissez le repas que je vais prendre ! »

Télévision

Attention, information pas (assez) censurée !

Avant même le démarrage de la nouvelle formule du journal télévisé, M. Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense nationale avait adjuré, devant les assises de l'UDR du Val-d'Oise, les responsables de l'information de ne pas oublier « l'attachement de l'immmense majorité (des Français) à des valeurs universelles que des minorités bruyantes essaient de remettre en cause chaque jour ».

Il faut croire que la semonce du secrétaire d'Etat n'avait pas été suffisante puisque le quotidien gaulliste La Nation **revient à la charge en écrivant, au lendemain cette fois du nouveau journal télévisé, et après avoir noté que l'information ne peut s'adresser qu'à un peuple adulte : « Mais les Français sont-ils adultes ?... A en croire Jacques de Mantalais, les plus grands doutes à ce sujet sont de rigueur puisqu'un certain nombre « cherchent à introduire chez eux, avec plus de cinquante ans de retard, un régime collectiviste... ».**

Vouloir introduire un régime collectiviste, quelle preuve d'infantilisme ! Et ce crime de lèse-propriété privée justifie, à lui seul, toutes les censures.

Il est amusant de voir à quel point tous ces défenseurs de la « démocratie » ont peur de la liberté de l'information. Et pourtant, même sur la première chaîne, on est loin, très loin d'une information véritablement objective.

Mais la simple apparition sur le petit écran, même rare et fugace, d'opposants au pouvoir crée chez ces messieurs un réflexe panique. Tant il est vrai que la simple évocation de la vérité, provoque chez nos gouvernants une inquiétude profonde et... légitime.

SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

LEGUIGNON ET LES CHARS

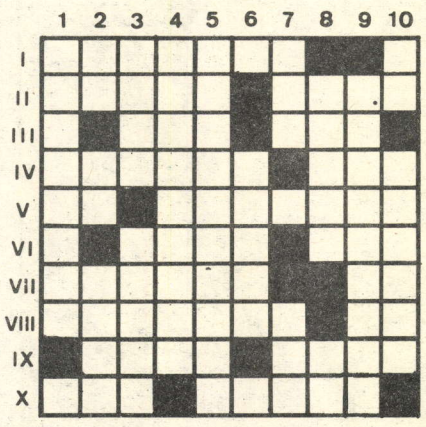
Ce richard pas gâté par les paysans qui n'aiment pas les mâles sinistres, passe maintenant pour un cave brouillon.

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort

ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

MOTS CROISÉS



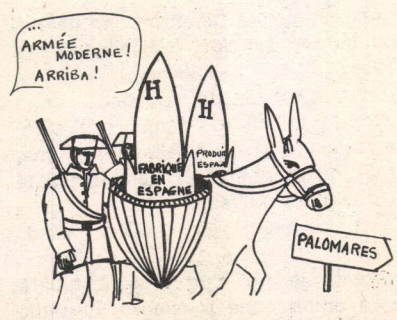
Horizontalement. — I. En entend souvent plus que le juge d'instruction. — II. La seule chose dont les ministres nous abreuvent. Par les temps qui courent, ne risque pas d'être bien lourde au bras de la ménagère. — III. N'acceptez jamais son invitation de vous mettre à table. Machin social. — IV. Le drap de celui qui ne peut plus s'en payer. Prière d'un fidèle bouleversée. — V. Mauriac les met devant Jésus-Christ. Chiens-chiens chics. — VI. Reste entier quand on le coupe en deux. Heureusement pour eux, ces animaux-là ne sont pas payés au boni. — VII. Ecarta. Réponse de Wilson aux revendications des travailleurs anglais. — VIII. Ne rassasient pas. C'est la fin de tout espoir. — IX. Une sacrée croûte. On l'a dans le sang. — X. Marche à la baguette. Importante production bolivienne.

Verticalement. — 1. Auteur notoire de faux passeports qui ne fut pas pour autant inquiété par la police. 2. Fleuve. Changent. A fait beaucoup pour la célébrité de Soissons. — 3. Plissa. Où s'arrête la sollicitude des bourgeois pour les miséreux. — 4. A fait couler de l'ancre et de l'encre. — 5. N'est pas sans rapport avec les portugaises. — 6. Peut cacher ou révéler. — 7. Il vaut mieux en manger qu'en faire. Souvent synonyme de travailla. — 8. Malgré ce que dit Debré, il vaut sans doute mieux se mettre ça sur la figure que des bombes. Participe passé utilisé par celui qui vient d'écouter la dernière de Marcellin. — 9. Thorez se voulait le premier de France. — 10. Nés en 45. Un des avantages de la machine à laver que Pompidou nous a refusée.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

Horizontalement. — I. Militaires. — II. Alourdissement. — III. Rougir - SR. — IV. CCP - Bercot. — V. Hr - Punir. — VI. Aéronavals. — VII. Palaces. — VIII. Démolir - Gu. — IX. Ecot - Noter. — X. Rusé - Elire.

Verticalement. — 1. Marchander. — 2. Ilocre (Ercoli) - Ecu. — 3. Loup - Mos. — 4. Iug (gui) - Popote. — 5. Tribunal. — 6. Adrénaline. — 7. Ii - Rivarol. — 8. RS - Crac - Ti. — 9. Esso - Léger. — 10. Sertissure.



— Le doigt sur la gazette ! —

AFFICHE PUBLICITAIRE D' « ICI PARIS »

La trahison du prince PHILIP

ICI PARIS

S'il est moins amoureux...

Faites de votre mari un super-mâle

Décidément, cette pauvre Elisabeth a bien des problèmes à affronter en ce moment.

dans le cadre
de l'exposition commerciale
attenante au

37e Congrès national de la CGT

VIRLUX

était présent

avec sa gamme complète
de **VOS PRODUITS LAITIERS**
au service des collectivités

Publicité parue dans « La Vie Ouvrière » du 26 novembre 68. Comme quoi, au dernier congrès de la C.G.T., seul l'appareil... et Virlux, purent faire entendre leurs voix.

Rendez-nous nos hold-up !

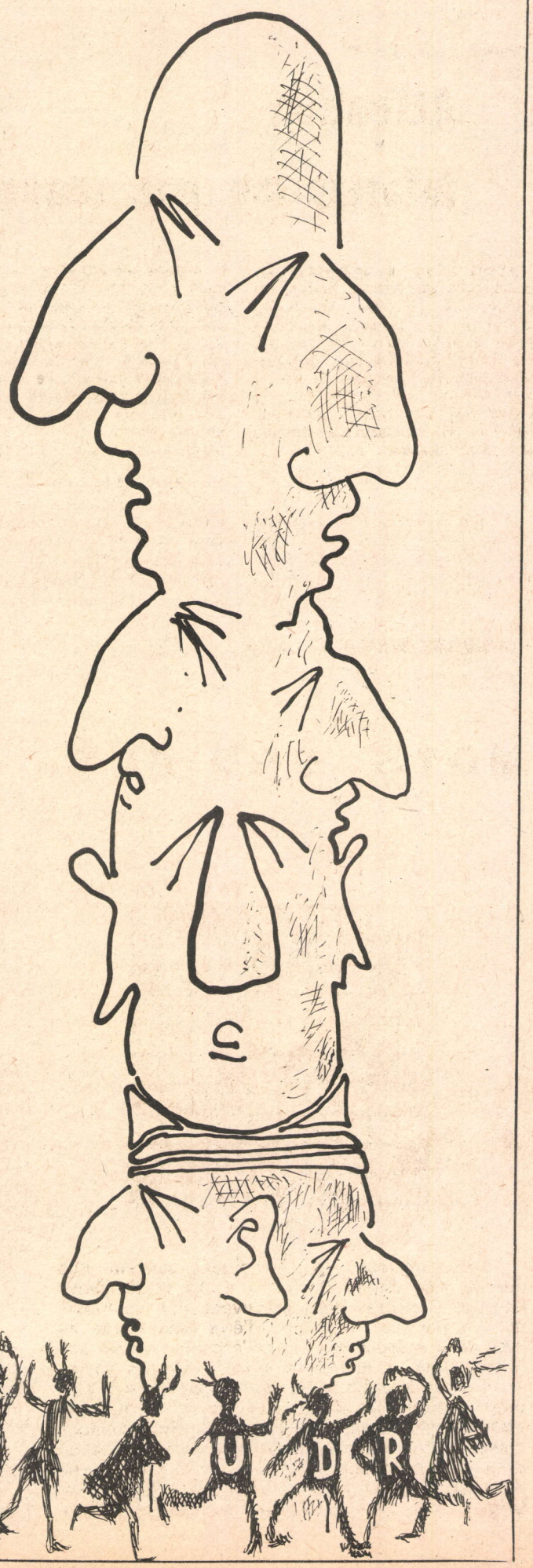
« Le hold-up qui a eu lieu, hier, dans le quartier de la Belle-de-Mai, où les bandits, déguisés en gardiens de la paix, se sont emparés de 110.000 francs dans une banque, a rassuré les Marseillais. C'est que les gangsters, ici... ça appartient au folklore. Cela fait rire ou tout au moins sourire, tandis que les gauchistes, trotskystes, maoistes et autres enfants terribles de mai, cela donne un peu le frisson. »

Telle est l'opinion de « France-Soir » du samedi 22 novembre au sujet de l'agression d'un poste de police de Marseille attribuée à un commando gauchiste.

Quoi de plus rassurant en effet qu'un gangster, surtout quand il est costumé en flic.

Il faut dire qu'à Marseille, plus que partout ailleurs, avec ou sans déguisement, on a quelquefois du mal à les distinguer.

COMMENT NOTRE DESSINATEUR A VU LES JOURNÉES U. D. R. DE MONTPELLIER



LA TUERIE D'HOLLYWOOD

10 "SE

D A

LE TE

Encore un coup des gauchistes ? Titre de première page du « Parisien Libéré » du 3-12-1969.

● Charl
arrêté lo
annonça
du quint

La tuerie d'Hollywood

C'EST une véritable religion du crime qu'auraient pratiquée, selon la police américaine, les assassins de l'actrice Sharon Tate et de ses amis. La secte de « Satan » Charles Manson, accusée de ce méfait, serait en effet responsable de nombreux autres meurtres, dont les auteurs étaient jusqu'ici demeurés inconnus (on a même avancé le chiffre de 18 victimes), et ce qui est le plus affolant, dans cette affaire, c'est la quasi absence de mobiles, au sens habituel du terme, des meurtriers, en dehors d'une mystique morbide de la violence gratuite.

Il convient certes de toujours considérer les résultats d'une enquête policière avec la plus grande prudence, même (et presque surtout, pourrait-on dire, si l'on en croit des exemples français récents) quand les suspects ont passé des aveux. Mais il n'en reste pas moins vrai que dans le monde de fous où nous vivons, cette horrible et grand-guignolesque histoire est loin d'être invraisemblable.

Quoi qu'il en soit, l'arrestation de Manson et de ses comparses a permis le déclenchement d'une vaste campagne anti-hippy, et plus généralement anti-contestataire. Il ne faisait pas bon, ces jours derniers, porter les cheveux longs à Los Angeles, et tout ce que les U.S.A. comptent d'éléments réactionnaires — et ils en comptent ! — ont sauté sur l'occasion de condamner en vrac les hippies, la drogue, les partisans de la paix au Vietnam, le communisme et l'homosexualité... puisque, pour ces gens là, tout cela va de pair, dans leurs journaux du moins.

Propagande grossière, certes, et qui sombrerait peut-être dans le ridicule, s'il ne se trouvait pas, malheureusement, de l'autre côté, des gens qui se réclament de la gauche, et même des idées socialistes, pour partager, pratiquement, le même point de vue, pour considérer le mouvement hippy comme le fer de lance de la lutte anticapitaliste aux U.S.A., quand ce n'est pas pour faire l'apologie du L.S.D., de la marijuana, ou de la pédérastie au nom d'une certaine conception de la liberté ou de la lutte contre la guerre du Vietnam.

Il est évident, bien sûr, que quels que soient les crimes dont la secte de Charles Manson s'est rendue coupable, et quels que soient les liens qu'elle entretenait avec le mouvement hippy, ses agissements n'étaient nullement représentatifs de celui-ci dans son ensemble, et il ne se trouvera sans doute personne pour essayer de les justifier. Mais il est non moins vrai qu'il n'est finalement pas étonnant qu'un tel groupe ait pu se constituer dans le milieu social qui est celui des hippies.

Ce milieu n'est d'ailleurs pas propre aux Etats-Unis, ni à cette période historique. Il existe partout, et en tout temps, avec une importance variable certes, suivant les circonstances politiques, et il est composé par tous ceux qui rejettent la société, telle qu'elle est, mais qui, au lieu de la combattre, essayent de vivre simplement en marge d'elle.

Ces gens là condamnent, à juste titre, la morale bourgeoise et ses hypocrisies, mais leurs tentatives pour créer un autre mode de vie, d'autres rapports

« Jésus », « Satan », Manson arrivant à son premier interrogatoire. (U.P.I.)

humains, sont d'avance vouées à l'échec, ou ne peuvent produire que des monstruosités, car on ne peut pas échapper à la société dans laquelle on vit, et élaborer une nouvelle morale à partir de rien. Et finalement, tout ce qu'ils peuvent faire, en guise de nouvelle morale, de morale « non-bourgeoise », c'est cultiver les perversions plus ou moins anodines suivant leur caractère et leurs goûts personnels, de la marijuana au meurtre rituel.

Pour nous, qui nous réclamons, du socialisme scientifique, la morale n'est pas une pure création de l'esprit humain, indépendante des formes sociales, et il est évident qu'une nouvelle morale, que de nouveaux rapports humains ne pourront naître et se développer que dans le cadre d'une société nouvelle, elle aussi, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Seule la révolution prolétarienne pourra ouvrir les voies de la construction d'une nouvelle société, pourra permettre le développement d'une nouvelle humanité, socialiste. Et en attendant, la seule morale que nous puissions opposer à la morale bourgeoise, c'est une morale révolutionnaire, une morale de combat, servant les intérêts de la lutte nécessaire pour renverser le vieil ordre social.

Pour nous, révolutionnaires, n'est juste, n'est progressif, que ce qui peut élever la conscience de classe du prolétariat. Et c'est à l'aide de ce critère, et de ce seul critère, que nous devons juger les hommes qui déclarent s'opposer à la société bourgeoise, et leurs actes.

Or, le mode de vie dont les déclassés, volontaires ou non, qui composent le milieu hippy, se font les apôtres, n'est en rien susceptible d'élever ce niveau de conscience. Fumer de la marijuana n'est pas un moyen de se libérer, c'est un moyen de s'aliéner encore davantage. « Faire la manche » (c'est-à-dire, tout simplement, mendier), n'est pas un moyen de lutter contre l'exploitation, c'est un moyen d'en vivre, en gagne petit. Et les gens qui se font les apôtres de ces mœurs n'ont rien de commun, ni avec la classe ouvrière et ses luttes, ni avec le combat socialiste.

Pour les socialistes, la révolution prolétarienne est depuis longtemps à l'ordre du jour, et la société capitaliste a commencé à entrer en putréfaction. Cette pourriture n'est pas seulement caractérisée par les guerres inévitables et continuelles qui déchirent la planète, ni par l'anarchie et la relative stagnation économique. Elle l'est aussi par la décomposition des cadres sociaux et de la morale traditionnelle.

Et les moralistes réactionnaires ont bien tort de s'indigner, au nom de la religion et de la morale bourgeoise contre les mœurs des hippies ou des yippies, parce que c'est précisément leur société, celle de la religion et de la morale bourgeoise, qui a donné naissance à ce phénomène. Et si on ne peut lire, sans frémir, les aveux que la grande presse a publié à propos du crime d'Hollywood, que penser de ce communiqué officiel, rendu public le même jour, revendiquant l'assassinat de 577 445 vietnamiens depuis le 1er janvier 1961.

« Le bal des vampires » ce pourrait certes être un bon titre pour l'histoire de la tuerie d'Hollywood, mais cela en serait un, bien meilleur encore, pour l'histoire de notre siècle.

lutte ouvrière

organise le

vendredi 12 décembre 1969 à 20 h 30

dans la grande salle de la mutualité

(24, rue Saint-Victor — PARIS-V^e^)

une réunion publique

sur le thème

la classe ouvrière et la révolte des paysans

Participation aux frais : 2 F

Contre l'intervention militaire française au Tchad :

MEETING PUBLIC

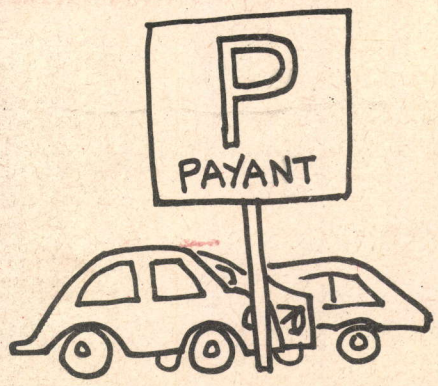
Vendredi 19 décembre

(à la Mutualité)

Pour exprimer leur protestation contre l'intervention militaire au Tchad, pour exiger le retrait immédiat des troupes françaises, un certain nombre d'organisations africaines et françaises organisent un meeting le vendredi 19 décembre, à la Mutualité (Salle B.).

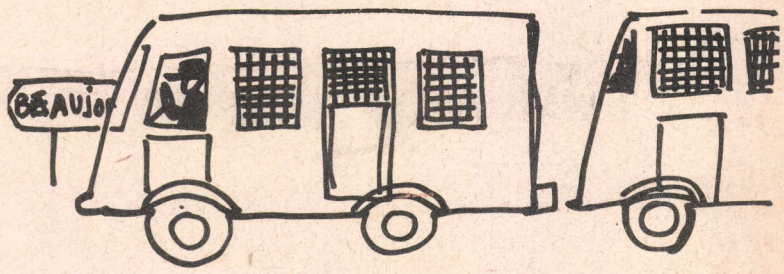
Entièrement solidaire de cette initiative Lutte Ouvrière, **participera à cette réunion et demande à tous ses amis et lecteurs de venir nombreux, ce soir là.**

Nous donnerons dans notre prochain numéro des détails complémentaires concernant ce meeting.



le stationnement payant servirait...

La solution de Grimaud



à financer les transports en commun.

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON · Tirage : ROTO-TECHNIC